

Libération

Une jeune handicapée française dans une «pièce d'isolement» du foyer des Boutons d'or à Celles (Belgique), le 11 mars. PHOTO: LIBÉRATION

Manque de soins, insalubrité, isolement... Enquête sur les établissements belges qui font de l'accueil des patients français un business lucratif. PAGES 2-5

France-Belgique LE SCANDALE DES HANDICAPÉS

Selfie, un genre à part entière

Pour Laurence Allard, chercheuse, «ce n'est pas qu'un autoportrait mais un portrait de soi dans le monde. Le plus important est à l'arrière-plan».

PAGES 30-31



L'aller-retour des chars ukrainiens

A Sloviansk, les rumeurs d'attaque se précisent mais les blindés sont repartis. Reportage.

PAGES 6-7

Pacte de stabilité: trois députés PS votent en touche

Laurence Dumont, Jean-Marc Germain et Christian Paul «n'apporteront pas leur suffrage au gouvernement» le 29 avril.

TRIBUNE, PAGE 23



Pas de lit, mais une simple couette sur un matelas très fin dans une «pièce d'isolement» des Boutons d'or, à Celles, le 11 mars. La jeune résidente y est enfermée plusieurs heures par jour.

Depuis des années, la France sous-traite la prise en charge d'une partie de ses handicapés à la Belgique. Plongée dans un système où la loi du marché prend parfois le pas sur la santé.

Handicap, le revers de la filière belge

Par **MARIE PIQUEMAL**
Photos **LIBÉRATION**

Toute sa vie, Hélène, 77 ans, a redouté ce moment. Son fils est trisomique. Elle l'a gardé chez elle le plus longtemps possible. «Mais il fallait bien un jour lui trouver une structure d'accueil. J'ai cherché, cherché...» Pas une place de libre. L'été dernier, elle s'est résolue à accepter la proposition des autorités : envoyer son enfant en Belgique. «Le long de la frontière, il y a plein de centres, vous aurez le choix. Vous voulez des adresses ?» lui a proposé l'assistante sociale.

«INTOLÉRABLE». La France sous-traite depuis des années la prise en charge d'une partie de ses ressortissants handicapés, surtout mentaux, à la Belgique. Certaines familles y

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

Notre enquête révèle la prise en charge déficiente de handicapés français envoyés en Belgique.

L'ENJEU

Quand la France mettra-t-elle en place une politique cohérente ?

vent d'elles-mêmes, épuisées d'attendre une hypothétique place ou attirées par des méthodes éducatives qui n'existent pas en France. Mais d'autres y sont forcées : dès que le cas est un peu lourd, «complexe» comme on dit, les portes se ferment. «Que la France,

cette république, se décharge ainsi de ses citoyens handicapés, c'est intolérable», s'énervent Bernard Peyroles, président de l'association Andephî, qui regroupe des parents de personnes handicapées. Il se bat pour que l'Etat prenne enfin ses responsabilités. D'autant que la prise en charge est parfois calamiteuse côté belge, comme a pu le constater *Libération* (lire notre reportage ci-contre) : personnel pas formé, nourriture rationnée, surmédication... L'Inspection générale des affaires sociales (Igas) s'alarmait de cette situation dès 1995, puis à nouveau en 2005. «Le constat d'ensemble est plutôt préoccupant, relevaient les inspecteurs. Le contrôle de la qualité du service rendu est surtout fondé sur des impressions, la bonne volonté des acteurs ou de simples déclarations.» Ces centres, accueillant exclusivement des Français, sont inspectés par la seule

Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, qui a une compétence limitée. Elle ne peut par exemple pas vérifier les prescriptions médicales. Si certaines structures offrent une très bonne prise en charge, parfois meilleure qu'en France, d'autres sont très loin du compte (lire notre enquête sur les dérives du système belge pages 4-5). Combien sont ces Français expatriés ? Le gouvernement évoque 1500 mineurs et 5 000 adultes, à la louche. Les autorités wallonnes parlent, elles, de 8 000 personnes, un chiffre en pleine progression.

«PÉNURIE». L'exil belge ne date pas d'hier. Déjà, en 1977, Michel Gabal, jeune médecin lillois alertait dans son mémoire de fin d'études en psychiatrie : «On doit multiplier les lieux d'hébergement, car la pénurie en ce domaine est criante et contraint à des placements en Belgique.» C'était il y a quarante ans. Pourquoi ne pas construire des établissements en nombre suffisant et correspondant aux besoins ? La raison est en partie financière. Envoyer des personnes handicapées en Belgique coûte moins cher que de construire des centres en France (prix du bâti, salaires moins élevés...). Pendant longtemps, pour la Sécu ou les conseils généraux – qui versent un forfait journalier pour chacun de ces ressortissants exilés –, la facture était vraiment moins élevée en Belgique. Aujourd'hui, c'est moins net, comme l'explique Marie de Bouetiez, en charge du handicap au conseil général de Seine-Saint-Denis. «Les établissements belges renégocient sans cesse les prix à la hausse, on paie en moyenne 163,30 euros par jour par personne. C'est 164,80 euros en France...» En attendant que le gouvernement se saisisse enfin du dossier, un business prospère de l'autre côté de la frontière. ♦



Boutons d'or, le 11 mars. Dans plusieurs chambres, le sol est arraché.



Dans un couloir de la résidence des Boutons d'or, à Celles.



Un résident du foyer du Roi magicien, autre centre du groupe le Carosse.

«Libération» a pu pénétrer aux Boutons d'or, un établissement wallon destiné aux Français. Les conditions de vie sont très éloignées de ce que décrivent les brochures.

Fils dénudés, chambres glaciales et résidents errants

On pénètre par l'entrée de service. Un long couloir étroit et sombre. Au bout, une porte fermée à double tour. Derrière, six personnes, très lourdement handicapées. Elles se déplacent avec difficulté, essaient de parler, mais leurs propos ne sont pas compréhensibles. Quatre hommes et deux femmes, entre 20 et 60 ans, déficients mentaux et physiques. Après quelques minutes de flottement, nous comprenons qu'ils sont seuls, livrés à eux-mêmes

REPORTAGE

mes dans cet immense vestibule où tout résonne. Aucun éducateur n'est là pour les surveiller. Un jeune homme est accroupi, la tête entre les bras. Il ne bouge pas, la bouche pleine de dentifrice.

Bienvenue aux Boutons d'or, l'un des établissements du groupe le Carosse, accueillant exclusivement des personnes handicapées françaises. 6 000 mètres carrés dans une belle bâtisse en brique rouge, qui a longtemps servi de couvent. «Un lieu ver-

doyant, calme et apaisant situé au cœur du village de Celles, entre les villes de Renaix et Tournai», indique la brochure sur Internet. Vivent ici à l'année 40 personnes atteintes de troubles sévères du comportement parfois accompagnés de handicaps physiques lourds. Leur autonomie est proche de zéro. Du vestibule, nous entendons un brouhaha diffus derrière une porte, elle aussi fermée à clé. C'est l'une des «salles de vie» du centre: trois canapés, une télévision accrochée tout en haut du mur, le volume au maximum. Neuf résidents sont là, affalés pour la plupart, avec une éducatrice assise sur un pouf sous une fenêtre. On l'informe que des personnes errent dans le couloir sans surveillance. «Savais pas. Pas au courant», répond-elle d'une voix à peine audible.

Hématome. Direction le premier étage. Dans la première aile du bâtiment, une dizaine de chambres, glaciales. Le chauffage ne fonctionne visiblement pas, plusieurs radiateurs sont par terre. Les pièces sont spacieuses mais vides. Il n'y a aucun objet personnel, aucun élément permettant de savoir qui vit là. Au mieux, une photo du résident, scotchée sur la porte. Les chambres se ressemblent toutes. Un lit médicalisé en bon état dans

Suite page 4

REPÈRES



139

établissements belges accueillant exclusivement des Français étaient recensés en 2013. C'est 27 de plus que l'année précédente. Il existe par ailleurs 354 structures «agréées», hébergeant surtout des Belges, mais aussi des Français, sans que l'on ne sache combien.

ÉDITORIAL

Par FABRICE ROUSSELOT

Froid dans le dos

C'est un scandale qui n'a que trop duré. Une dérive qui plonge dans le désespoir des milliers de familles avec un proche ou un enfant handicapé, et que l'on préfère taire en toute connaissance de cause. Ou comment la France exfiltre volontairement depuis des décennies ses handicapés vers la Belgique sans se préoccuper d'un quelconque suivi, parce qu'aucun gouvernement n'a su développer des structures adaptées et une politique cohérente. Le reportage de notre journaliste Marie Piquemal dans un centre d'accueil en pays wallon montre l'envers du décor et fait froid dans le dos. Il décrit un établissement clairement inadapté, sans contrôle et avec une supervision minimale. Certains handicapés y sont livrés à eux-mêmes, errant dans des pièces vides et presque insalubres. Cette enquête met à nu un système désormais complètement détourné et corrompu, profitant à des sociétés privées belges qui font fi des considérations médicales et ont transformé l'accueil des handicapés en un véritable business. Tout en se gaussant de réaliser de juteux bénéfices sur le dos du contribuable français, puisque les conseils généraux et la Sécurité sociale hexagonale financent la prise en charge des ressortissants envoyés de l'autre côté de la frontière. Il y a urgence à dénoncer ces pratiques et à changer les choses. Pourquoi la France a-t-elle accumulé un tel retard dans la prise en charge des handicapés ? Pourquoi les parents d'autistes, par exemple – quel que soit le degré de gravité du trouble –, sont-ils confrontés à un parcours du combattant dès qu'il s'agit de mieux intégrer leurs enfants à la société ? Pourquoi la scolarisation des handicapés pose-t-elle un problème si aigu qu'il faille souvent envisager l'exil, en Belgique ou ailleurs ? En Europe, la France est l'un des seuls pays à ne pas livrer de statistiques publiques sur ses handicapés. Comme s'ils n'existaient pas, ou que l'on avait choisi de les ignorer.

Suite de la page 3 chacune, c'est la Sécurité sociale française qui finance, en sus du forfait journalier. Mais aucun n'est branché, les prises traînent par terre. «Une folie. En principe, il faut toujours surélever le dossier du lit pour éviter que le résident ne s'étouffe, les fausses routes sont fréquentes quand on prend beaucoup de médicaments, comme les personnes ici», explique un travailleur social sous couvert d'anonymat. Les lits ne sont pas faits, les draps souvent en boule dans un coin de la pièce. Il n'y a pas de volets, ni de rideaux aux fenêtres.

Dans le couloir, les loupes rouges de sécurité ont été en partie arrachées; les fils électriques sortent du mur. Le lino posé au sol est par endroits éventré. Deux résidents s'approchent. Un homme d'une soixantaine d'années déambule, nu. A ses côtés, un autre, habillé, se déplace en faisant des petits sauts. Il a un gros hématome sur tout le côté gauche du visage. «Il est tombé en se levant ce matin, il n'a pas beaucoup d'équilibre au réveil», explique l'infirmière qui les accompagne. Aucun des lits que nous avons vus n'était équipé de système de protection.

La buanderie se résume à de longues étagères, où sont entassées des piles de vêtements, pour certains déchirés. La deuxième aile du bâtiment ressemble à la première: des chambres avec des lits médicalisés... toujours pas branchés. Le chauffage fonctionne ici, mais l'air est à peine respirable: une odeur de moisissure à la limite du supportable. Le papier peint est décollé sur des pans entiers de mur à cause de l'humidité. Interrogée, la direction du groupe dit ne pas avoir connaissance de ces dégradations et investir régulièrement pour l'entretien des locaux. Nous repartons par un escalier abrupt. La porte, défoncée, était ouverte.

Impeccable. Changement de lieu et de décor. Toujours en Belgique, mais un peu plus au sud, dans un quartier résidentiel de la ville de Mons. Voilà un autre établissement appartenant au même groupe. Celui que l'on fait visiter de préférence aux familles ou aux représentants des conseils généraux... Une vitrine. Ce centre est tout près du siège social du Carrosse. La direction se défend de toute dissimulation. «Nos établissements sont grand ouverts: les familles viennent quand elles le veulent, et dans n'importe lequel de nos centres», jure Benoit Duplat, l'un des administrateurs du groupe. Puis d'ajouter: «50% des résidents n'ont pas reçu une seule visite depuis cinq ans. Nous le déplorons.»

La construction du deuxième bâtiment que nous visitons est moderne. Au rez-de-chaussée, une grande salle hexagonale, toute vitrée et impeccable, donnant sur un jardin à la pelouse bien tondue. L'accueil est souriant. La directrice rapplique dans la minute pour la visite, pourtant impromptue.

Les 40 Français qui vivent ici présentent un retard mental léger, à peine perceptible pour certains. Les murs, gais et colorés, sont recouverts de grandes affiches où sont énumérées toutes les activités proposées. Piscine, calcul, bowling, zumba, rando, promenade, brocante, déco... Le programme est riche. Une résidente d'une cinquantaine d'années est attablée au milieu de la pièce, très concentrée sur un coloriage. Elle lève un court instant la tête et dit, comme on récite une poésie: «Bonjour madame. Ici, on est bien. Oui, nous sommes bien traités.» Puis replonge aussi sec le nez dans son dessin. Ludvine s'approche alors. Elle vit ici depuis six mois, et tient absolument à nous montrer la chambre qu'elle partage avec sa copine. Lumineuse, des rideaux roses aux fenêtres, un petit bahut en osier blanc dans un coin, des posters sur les murs. Une salle de bain privative et un tapis rouge au pied de son lit. Médicalisé, et branché.

Envoyée spéciale en Belgique
MARIE PIQUEMAL

A voir: notre diaporama photo, sur liberation.fr

La très souple législation belge et la forte demande de places attirent sur ce marché

Le business juteux des

Pour se lancer, il suffit de trois fois rien. «Vous prenez une location à deux balles. Avec 4 000 euros par mois, c'est bon, vous avez de quoi accueillir une trentaine de Français», assure un Belge dans le business des handicapés depuis presque vingt ans. Après, tout dépend. Pour faire les choses bien, il faut prévoir des travaux de mise aux normes. Mais si votre but,

ENQUÊTE

c'est juste de faire du fric, vous pouvez vous débrouiller pour avoir une fausse attestation des pompiers. Je sais que ça se pratique. Un peu d'argent dans les caisses pour démarrer quand même? «La banque vous prêterait facilement car elle sait que ce business rapporte», poursuit-il sans sourciller.

«**Jackpot.** En Belgique, l'accueil des personnes handicapées françaises est un marché extrêmement juteux, attirant de plus en plus d'investisseurs privés qui ne s'embarassent pas de ces drôles de mots que sont «éthique» ou «social». La France est la première responsable. Elle organise ce système, le cautionne et le finance. La Sécu ou les conseils généraux, c'est selon, paient pour la prise en charge des ressortissants exilés. «Le jackpot, c'est d'ouvrir un centre pour handicapés légers. Là, vous pouvez vraiment faire une grosse marge», conseille notre interlocuteur belge, qui connaît parfaitement le secteur pour avoir créé lui-même plusieurs centres. Il s'est décidé à parler pour dénoncer les dérives d'un marché pas suffisamment contrôlé. «Je n'arrive plus à dormir. C'est allé trop loin, il y a des pratiques que je ne peux plus cautionner», dit-il, insistant pour que son nom n'apparaisse nulle part, de peur des conséquences. Vous n'imaginez pas les millions qui sont brassés. Le sujet est hautement politique ici. Les handicapés français font vivre toute la région.»

BIENTÔT DES INSPECTEURS FRANÇAIS EN WALLONIE?

Jusqu'à présent, les autorités françaises n'avaient aucun droit de regard, ni pouvoir de contrôle sur les établissements belges accueillant les personnes handicapées françaises. Un accord de coopération entre la France et la Wallonie, conclu en 2011 mais qui vient d'entrer en vigueur, pourrait changer la donne. Il prévoit «la mise en place d'un système d'échange d'informations administratives entre l'agence wallonne d'intégration des personnes handicapées (Aviph) et l'agence régionale de santé (ARS) Nord-Pas-de-Calais», ainsi que «la mise en œuvre d'un système d'inspection commune franco-wallonne». Demain, les inspecteurs français pourront donc contrôler les établissements belges. Les moyens suivront-ils? Interrogée lors d'une conférence de presse en janvier, l'ancienne ministre Marie-Arlette Carloti nous avait répondu qu'elle n'avait pas le budget pour augmenter le bataillon d'inspecteurs. Ségolène Neuville, la nouvelle secrétaire d'Etat en charge des personnes handicapées, vient de prendre ses fonctions, et n'a pas été en mesure de répondre à nos sollicitations.

En Wallonie, entre 6 000 et 8 000 personnes travaillent dans ces «usines à Français», comme on les appelle. Le secteur est porteur, et très prometteur. En un an, on est passé de 112 établissements à 139. «Ça pousse comme des champignons, c'est assez fou, témoigne une habitante. Il y en a un qui vient d'ouvrir au bout de ma rue, et quatre autres dans les villages voisins. On ne les remarque pas forcément, parfois c'est juste une

grande maison transformée en centre.» La grande majorité sont des sociétés commerciales, qui sont là pour faire du profit. Dans le lot, il y a aussi des associations à but non lucratif. Même si, en grattant un peu, il s'agit souvent d'une façade derrière laquelle se cache une entreprise. Comme le Jardins des fées, qui est à la fois une société et une association, domiciliée à la même adresse et gérée par la même personne. «Cette pra-



Dans certaines pièces de la résidence, les effluves de moisissure sont à la limite du supportable.

florissant des investisseurs privés qui ne s'embarrassent pas toujours de moralité.

«usines à Français»

tique est courante et n'est en rien illégale, répond l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (Awiph), l'instance de contrôle. Les gestionnaires choisissent de créer une association car il est parfois mal vu dans le secteur de fonctionner avec une société. Encore une fois, tant qu'il n'y a pas d'abus, cette situation n'a rien d'illégal.» Les autorités françaises ignorent, ou font semblant d'ignorer, l'existence de ces

structures au statut trouble. Interrogé, le cabinet de l'ancienne ministre Carlotti, en charge des personnes handicapées, avait répondu par écrit : «Le fait que le gestionnaire soit à but lucratif n'est pas, en soi, contestable. Ce qui l'est, c'est la mauvaise qualité de la prise en charge.»

Rendement. Pour ouvrir un centre, il faut une autorisation de prise en charge délivrée par l'Awiph. «Avant 1995, n'importe qui

pouvait ouvrir un centre. Mais c'était il y a vingt ans, aujourd'hui, c'est encadré», assure la directrice générale, Alice Baudine. Mais dans les faits, à la tête de ces établissements, on trouve à peu près n'importe qui, la législation belge n'étant pas bien stricte. Pour diriger un centre, il suffit d'un diplôme d'enseignement supérieur (universitaire ou non) à «orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale». Très vaste. Pour investir, c'est quartier libre. Même pas besoin d'avoir la nationalité belge... À côté de Monsieur et Madame Tout-le-Monde, nous avons repéré, entre autres : le président d'un club de foot, un avocat et le patron d'une grande chaîne de vêtements pour enfants...

Si certaines structures jouent le jeu et utilisent l'argent versé par la France pour le bien-être de leurs résidents, d'autres dégagent des bénéfices astronomiques. Comme le groupe le Carrosse (auquel appartiennent les Boutons d'or) et ses 16 centres, dont nous avons pu consulter les comptes. Le taux de rentabilité est frétilant : 31% en 2013. Le groupe a ainsi engrangé 3,8 millions d'euros de résultat après impôt. Pour arriver à ce rendement, les dirigeants tirent sur les coûts, rognant sur la moindre dépense. Dans les lignes de comptes, le budget nourriture est serré : 5,50 euros par jour et par personne. Les menus sont calibrés et standardisés dans chacun de leurs centres : 120 grammes de viande par jour, choix entre fruit ou biscuit au goûter... Aux parents inquiets de voir leur enfant fondre à vue d'œil ou aux éducateurs dépassés par les «petits mouvements de révolte» des résidents qui s'en prennent aux portes des cuisines, Alec de Changy, l'un des administrateurs du groupe, sorti de Harvard, répond à longueur de mails : «Nous respectons scrupuleusement les quantités prescrites par la nutritionniste, qui sont les mêmes que celles prescrites par le bulletin officiel de l'Education nationale française.» Interrogé, son associé, Benoît Duplat, ajoute : «Vous ne croyez tout de même pas qu'on cherche à économiser un euro de nourriture ? Rationnellement, cela n'aurait aucun sens, c'est tellement marginal...» Les produits d'hygiène manquent aussi. Une ancienne éducatrice raconte : «J'étais obligée d'utiliser le même rasoir pour plusieurs résidents... alors que l'un d'eux avait une hépatite C.» Elle évoque aussi des personnes enfermées dans leur chambre parce que le personnel n'arrive pas à gérer. Manque de formation ? Effectifs insuffisants ? «Les normes ont été rehaussées il y a cinq ans, se défend Alice Baudine, de l'Awiph. Le taux d'encadrement est aujourd'hui identique aux établissements agréés [ceux accueillant les Belges, ndlr].» C'est vrai, sauf que dans le même temps, le niveau de qualification exigé a été abaissé pour une partie des équipes. Sans diplôme, ni aucune formation, certains se retrouvent du jour au lendemain en charge de personnes lourdement handicapées. «Forcément, c'est la porte ouverte aux mauvaises pratiques, comme les bourrer de médicaments», résume notre interlocuteur. Furieux d'être mis en cause, Duplat rétorque : «Qui veut des personnes que l'on accueille ? Allez-y, posez la question à la France. Personne n'en veut, voilà la vérité.»

Pour Isabelle Resplendino, d'Autisme France, l'Etat doit miser sur l'éducation :

«C'est une bombe qui est en train d'exploser»

Isabelle Resplendino est déléguée de l'association Autisme France, en charge des Français en situation de handicap en Belgique. Elle habite près de la frontière, dans la province du Hainaut.

Comment se fait-il que la France n'ait pas suffisamment d'établissements spécialisés ?

On prend le problème à l'envers. Si on scolarisait plus les enfants handicapés, beaucoup deviendraient des adultes autonomes et nous ne serions pas dans cette situation de pénurie. C'est parce que la France ne se donne pas les moyens d'éduquer ces enfants que nous en sommes là aujourd'hui. La situation s'aggrave de jour en jour. C'est une bombe qui est en train d'exploser.

Pourquoi ?

L'espérance de vie des personnes handicapées progresse énormément. Les places ne se libèrent que quand les gens meurent. La pénurie est telle que les associations gestionnaires des établissements en France font leur marché. Elles se gardent les cas les moins lourds, et les autres sont envoyés en Belgique.

Pourquoi la Belgique ?

La raison est historique. Ça remonte à la Révolution française, quand les religieux ont fui la France. A l'origine, eux seuls s'occupaient des enfants handicapés. Ils ont donc continué, mais en Belgique. Pendant des années, c'était complètement anarchique, ces enfants étaient pris en charge dans des instituts sans aucune réglementation. Ce n'est qu'en 1995 qu'est apparu le premier décret belge pour un peu réguler le secteur. Depuis, les Français continuent d'être envoyés en Belgique, parce que ça coûte moins cher.

La raison est donc financière ?

Pour moi, c'est surtout un manque de courage politique. Car enfermer des personnes dans des hôpitaux ou des établissements spécialisés coûte cher de toute façon, même en Belgique. Le problème en France, c'est qu'on considère encore que les personnes déficientes mentales relèvent du domaine du soin, et non de l'éducation. C'est un postulat complètement faux. Dans les années 1970, des pays comme l'Italie, le Québec, l'Angleterre ou les États-Unis ont mis d'importants moyens pour scolariser en milieu ordinaire les enfants handicapés. En Italie, même les polyhandicapés qui ne battent qu'une paupière vont à l'école. C'est un peu extrême, mais en France, depuis quarante ans, les gouvernements successifs ne prennent que des mesurées.

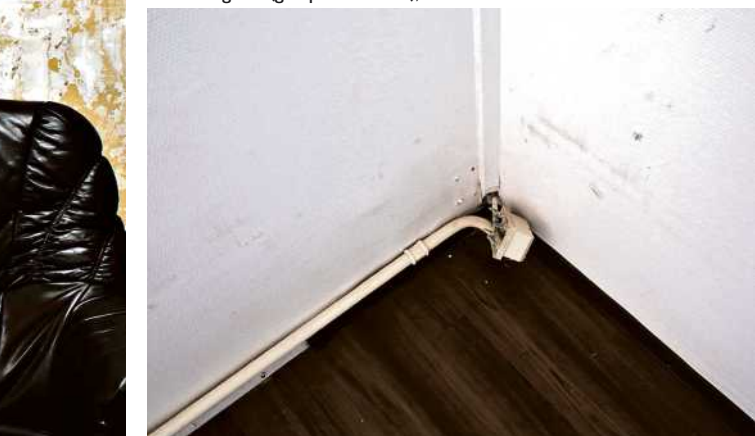
Que faudrait-il faire ?

Ouvrir en nombre des classes avec des pédagogies adaptées. Avoir une vraie école inclusive. C'est écrit dans plusieurs textes de loi. Mais il faut se donner les moyens de l'appliquer. Combien de temps devons-nous encore attendre ? La situation empire. Peut-être est-il déjà trop tard.

Recueilli par M. Pi.



Au Roi magicien (groupe le Carrosse), le 11 mars.



Dans une «pièce d'isolement» des Boutons d'or.



Aux Boutons d'or, le 11 mars. PHOTOS LIBÉRATION

M. Pi.



Des soldats de l'armée ukrainienne tentent un déploiement, hier près d'un check-point, dans les environs de Sloviansk. PHOTO GLEB GARANICH/REUTERS

En Ukraine, «ils sont arrivés par les champs»

L'armée a procédé, hier, à une incursion dans l'est du pays avant de rebrousser chemin. Les heurts ont fait cinq morts.

Par **HÉLÈNE DESPIC-POPOVIC**
Envoyée spéciale à Sloviansk (Ukraine)

Vu de Paris, cela ressemble peut-être à la guerre. Vu de Kiev, cela semble l'occasion d'effacer la honte des revers subis et, vu de Moscou, au prétexte attendu pour une intervention armée. Mais vu de Khrestichtche, une bourgade de quelques maisons à une dizaine de kilomètres de Sloviansk, le fief des séparatistes russes qui réclament une «république de Donetsk» dans l'est de l'Ukraine, les incidents armés survenus hier ne sont ni plus ni moins qu'une escarmouche. Une piqûre de rappel qui a fait peur, et cinq morts dira l'armée ukrainienne, dont Alexandre Loubinets, un garçon du village âgé de 22 ans. «J'ai entendu

des tirs, deux séries en fait. Des transporteurs de troupes sont alors arrivés venant d'Izioum, au Nord. On a vu s'élever une fumée noire, là où se trouve la barricade», dit Roman, un petit commerçant de 31 ans, qui préfère taire son nom de famille mais donne celui de son voisin mort. «Cela a commencé à 9 heures, et le tout a duré trois heures. Les transporteurs de troupes viennent de repasser, il y a quelques minutes», poursuit-il. Les journalistes présents acquiescent, car ils viennent en effet de voir repartir les cinq blindés, drapeau ukrainien bleu et jaune en tête, survolés de près par deux hélicoptères.

COMBINAT. De Khrestichtche, une petite route champêtre mène à Sloviansk. A l'entrée de cette ville de 120 000 habitants, au niveau du combinat de nourriture pour le bétail, la barricade faite de pneus entassés brûle en-

core. On y voit déjà plus de journalistes que de miliciens ou de villageois. Un villageois, très jeune, raconte, brièvement, car il n'a pas vu grand-chose : «Tous les gardiens du "blokpost" [check-point, ndlr] sont partis à l'arrivée des blindés.» A une autre sortie de Sloviansk, qui mène directement sur la grande route Rostov-Kharkiv, les blokposts tenus d'habitude par des hommes plutôt musclés et bien armés étaient eux aussi désertés. «Ici, quand on brûle les pneus, c'est pour avertir que l'armée arrive, dit un homme en doudoune noire, qui assure être de Sloviansk, et refuse de donner son prénom. Les transporteurs de troupes sont arrivés par les champs. Ils se sont approchés, sont restés quarante minutes, puis sont repartis. Ils n'ont tiré sur personne. Ils ont lancé une salve en l'air quand les gens se sont approchés.» L'homme donne ses impressions : «C'est comme un jeu où chacun veut

faire peur à l'autre. Je crois que le nouveau gouvernement ukrainien a peur d'ouvrir le feu et de faire la guerre.» Mais il ne va pas jusqu'à commenter la fuite éperdue de ses propres camarades, qui a certainement mis du baume au cœur des troupes de Kiev.

BOUCHERIE. Mardi, après l'annonce que le corps repêché près de Sloviansk était bien celui de l'élu Volodimir Ribak, un conseiller du parti du président par intérim (lire ci-contre), Alexandre Tourtchinov a annoncé que les troupes ukrainiennes allaient repartir à l'offensive contre les séparatistes. Mercredi, à Sloviansk, le bruit courait que l'attaque était imminente. Plusieurs boutiques avaient déjà réduit leur activité. Hier à la mi-journée, alors que la rumeur d'une arrivée de chars enflait – alors qu'en réalité, les cinq ou six blindés étaient déjà repartis dans le sens inverse –, la quasi-totalité des magasins de la rue Lénine, sur laquelle donne la mairie, avaient fermé leurs portes, à l'exception d'une boucherie et d'une boutique de vêtements. «Rumeurs de bonnes femmes, explique le vendeur, mon enfant est à la maternelle, je sais que les écoles seront prévenues les premières en cas d'alerte.»

Difficile de parler de vent de panique sur Sloviansk, comme l'ont fait les officiels à Kiev, mais il est évident qu'il y avait moins de gens dans les rues et plus de circulation dans le sens de la sortie de Sloviansk que de l'entrée en ville. Selon la responsable de presse du maire prorusse Stella Khorocheva, diverses mesures ont été prises : «Les employés de la mairie ont été renvoyés chez eux, et le bâtiment évacué. Le couvre-feu est prolongé de 20 heures à 6 heures du matin.» En début d'après-midi



REPÈRES

«Nous exigeons que la Russie cesse de s'ingérer dans nos affaires intérieures, arrête le chantage et les menaces, et retire ses troupes de la frontière Est de l'Ukraine.»

Oleksandr Tourtchinov président ukrainien par intérim, dans une adresse télévisée à «la nation»

L'armée russe a lancé de nouvelles manœuvres à la frontière de l'Ukraine en réponse à l'opération militaire menée par Kiev contre les séparatistes dans l'est du pays, a annoncé hier le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou. «Nous sommes contraints de réagir à un tel développement de la situation», a-t-il déclaré, ressentant une «grande préoccupation» quant à l'assaut meurtrier lancé par les troupes ukrainiennes à Sloviansk.

«Nous reconnaissons le droit de l'Ukraine à agir pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale. Mais les signataires de l'accord de Genève doivent faire leur maximum pour une désescalade.»

Porte-parole de Catherine Ashton chef de la diplomatie européenne

Dans l'autoproclamée «république de Donetsk», un groupe de séparatistes a pris à partie un trentenaire. Son corps martyrisé a été retrouvé dans une rivière.

Dans l'Est, un élu tué pour avoir voulu planter un drapeau national

Ancien policier, le conseiller municipal de Gorlivka, Volodimir Ribak, avait, disent ses amis, «la tête pleine de principes» et «aimait par-dessus tout l'Ukraine». Il en est mort. Le corps martyrisé de cet élu de 43 ans, retrouvé dans une rivière à proximité de Sloviansk, le fief des pro-Russes de Donetsk, vient d'être identifié. Un autre cadavre, celui d'un trentenaire, repêché à côté du sien, est, lui, toujours anonyme, victime lui aussi du «ni paix ni guerre» dans lequel vit la région depuis la proclamation le 7 avril d'une «république de Donetsk» par les séparatistes.



tourne sur YouTube depuis six ou sept jours. Empêché d'entrer dans la mairie aux cris de «le fascisme ne passera pas» et «nous ne donnerons pas notre drapeau», l'élue n'échappa au lynchage que grâce à la très molle intervention d'un policier. Quelques minutes plus tard, sur le même boulevard, des individus cagoulés l'ont rattrapé et poussé dans une voiture qui l'a emmené vers une destination inconnue.

Une personne qui se trouvait avec lui a averti la police criminelle de la petite ville, qui a ouvert une enquête «pour enlèvement», raconte la policière Alla Borovikh. Après la découverte du corps, la police de Sloviansk «nous a envoyé la photo d'un cadavre ressemblant au conseiller municipal disparu». C'est elle qui s'occupera désormais

l'impression d'être en deuil. «Rien ne changera. La police – ou plutôt les deux polices, celle qui est restée fidèle à son ancien chef et celle qui reconnaît le nouveau, nommé par les séparatistes – ne fera rien. Quant aux gens, ils sont bien trop influencés par la propagande prorusse pour remettre en question leur «révolution» insensée», se lamente Iouri Jouk, du Parti européen, presque un gros mot dans cette partie de l'Ukraine. «Beaucoup pensent que le drapeau ukrainien n'est plus leur drapeau et que l'Ukraine n'est plus leur pays», dit-il. «Torturé pour un drapeau, c'est terrible, murmure cependant un jeune à la mairie. Ce n'est pas comme si les fascistes étaient venus nous attaquer, c'était quelqu'un de chez nous.»

Forêt. Le cas de Volodimir Ribak rappelle celui de Rechat Ametov, un jeune Tatar emmené lui aussi de force à l'issue d'une manifestation pro-ukrainienne par des hommes en uniforme et retrouvé une dizaine de jours plus tard mort avec des signes de torture dans une forêt. Un incident qui devait rester isolé en Crimée début mars à la veille d'un référendum sur le rattachement de cette péninsule du sud de l'Ukraine à la Russie.

A part quelques personnes qui disent craindre pour leur sécurité, Gorlovka, petite ville à l'architecture très soviétique ne donne pas l'impression d'être en deuil.

de ce dossier, devenu une «affaire de meurtre». Le ton de la policière est très clinique. Comme si elle était soulagée de ne pas avoir à prendre l'affaire en main : «Comme il s'agit de séparatisme, l'enquête sera diligentée par le SBU, les services de sécurité d'Etat.» Les braves pandores peuvent revenir à leur routine, se proposant même d'escorter les journalistes jusqu'aux check-points («blok-posts» en russe) pour leur éviter d'«avoir des ennuis».

A part quelques personnes qui disent craindre pour leur sécurité, la petite ville à l'architecture très soviétique ne donne pas

ninsule du sud de l'Ukraine à la Russie. C'est d'ailleurs la Russie que le SBU pointe du doigt. Le commanditaire du meurtre que désigne Kiev est un colonel du GRU (les services du renseignement militaire russe), Igor Bezler, surnommé Strelak, qui, après celle des bases et établissements militaires de Crimée, aurait organisé la prise du commissariat de Gorlovka, où il se trouverait toujours, selon un communiqué. Invérifiable, bien entendu. On n'entre pas dans cet immeuble à moitié détruit et barricadé.

H.D.-P. (à Gorlovka)

hier, les séparatistes ont également libéré le journaliste américain Simon Ostrovsky, retenu depuis trois jours, et qui a dit lui-même être en bonne santé. «Nous avons prévenu la population que la situation était critique. C'est seulement lorsque vous entendrez les sirènes, a-t-elle ajouté avec emphase, que la guerre sera annoncée.»

Les sirènes n'ont pas mugé. La mairie de Sloviansk n'est pas tombée, à la différence de celle de Marioupol (sud-est), reprise apparemment sans victime. Selon le journal de Kiev en langue anglaise *The Kyiv Post*, l'armée ukrainienne avait bien l'intention de reprendre la mairie de Sloviansk, mais elle y aurait renoncé à l'annonce de nouveaux mouvements de troupes russes à la frontière. Le président Alexandre Tourtchinov dit cependant ne pas vouloir céder, et dénonce le «chantage» russe. «Nous n'allons pas reculer devant la menace terroriste, a-t-il martelé dans une intervention télévisée. Nous exigeons que la Russie retire ses troupes de la frontière est de l'Ukraine.» Toujours non déclarée, la drôle de guerre ukrainienne a encore escaladé d'un cran. ◆

C'EST POUR VOUS **CULTURES MONDE** LE MAGAZINE SANS FRONTIÈRES

FLORIAN DELORME DU LUNDI AU VENDREDI / 11H-12H AVEC LA PARTICIPATION CHAQUE VENDREDI D'UN JOURNALISTE DE LIBÉRATION

en partenariat avec **Libération** **franceculture.fr**



Barack Obama et l'empereur Akihito, au Palais impérial de Tokyo, hier. Les Etats-Unis ont réaffirmé leur soutien au Japon. PHOTO L. DOWNING, REUTERS

REPÈRES



OBAMA DE TOKYO À MANILLE

C'est le cinquième voyage en Asie de Barack Obama depuis le début de sa présidence. Il doit quitter Tokyo vendredi matin pour se rendre à Séoul, en Corée du Sud. Samedi et dimanche, il effectue une visite officielle à Kuala Lumpur, en Malaisie. Dernière étape de sa tournée: les Philippines, où il doit rencontrer le président, Benigno Aquino.

Face à la Chine, Obama à la manœuvre en Asie

Le président américain, en tournée en Asie, entend soutenir ses alliés contre les revendications territoriales de Pékin sur plusieurs archipels.

Par **PHILIPPE GRANGEREAU**
Correspondant à Pékin

Bousculés par une Chine qui gronde, les alliés des Etats-Unis ont besoin d'être rassurés sur la volonté de Washington de les défendre dans l'éventualité d'un conflit. C'est tout le sens de la tournée en Asie de Barack Obama, entamée mercredi soir au Japon. Le président américain doit se rendre également en Corée du Sud, en Malaisie et aux Philippines. Avant même de poser le pied à Tokyo, Obama a mis les points sur les «i» en assurant l'allié japonais, dans une interview au quotidien *Yomiuri*, que le Pentagone interviendrait si la marine chinoise tentait de s'emparer des îles nippones Senkaku. Appelée Diaoyu en chinois, cet ensemble d'îles inhabitées est revendiqué par Pékin depuis deux ans. «Les Senkaku sont administrées par le Japon. Elles sont donc incluses dans le cadre du traité américano-japonais de défense et de coopération, et nous nous opposons à toute tentative unilatérale de changer le fait que ces îles

sont administrées par le Japon», a déclaré le président américain. Depuis 2012, l'Armée populaire de libération envoie chaque jour des navires et des avions dans les parages des Senkaku. Pour les intercepter, Tokyo fait croiser sans relâche des vedettes dans la zone et fait décoller d'urgence ses chasseurs (pas moins de 415 fois l'an dernier) vers ces îles disputées.

RÉCIT

PORTE-AVIONS. Pékin a réagi hier en affirmant sa «détermination inébranlable» à «sauvegarder sa souveraineté et ses intérêts maritimes». «L'émergence de la Chine a créé un nouvel ordre stratégique dans

«Nous sommes capables en très peu de temps d'assembler une force d'intervention et de gagner.»

Chang Wanquan ministre chinois de la Défense au sujet des îles Senkaku

la région Asie-Pacifique, et rien ne peut changer un rééquilibrage des forces. Les Etats-Unis ne sont ni assez puissants ni assez déterminés pour étrangler la Chine avant qu'elle

trouve son rang de puissance mondiale», commentait hier l'éditorialiste du quotidien officiel chinois *Global Times*.

Car le véritable enjeu est bien entendu de savoir si la Chine parviendra, à terme, à supplanter militairement les Américains dans cette région. Second budget militaire au monde après les Etats-Unis, la République populaire a mis à flot l'an dernier son premier porte-avions, le *Liaoning*, et renforce sa marine dans le but de s'emparer de territoires qu'elle estime lui appartenir. Outre de nombreuses îles que revendiquent aussi le Japon, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie et Brunei, Pékin proclame sa souveraineté sur 90% de la mer de Chine du Sud – qui s'étend jusqu'à 2000 km au sud de ses côtes méridionales. Les cartes chinoises délimitent cette zone avec de simples pointillés. Un argument cartographique qui, selon le secrétaire d'Etat adjoint aux questions asiatiques, Danny Russel, «n'est pas

conforme aux lois internationales». Ces revendications créent, dit-il, «un climat d'incertitude, d'insécurité et d'instabilité».

Pour contrer ces ambitions chinoises, Obama avait annoncé fin 2011 le renforcement de la présence militaire américaine dans la région. Cette stratégie consistant à faire pivoter une partie du dispositif militaire du Moyen-Orient vers l'Asie a été interprétée par Pékin comme une tentative d'endiguer sa montée en puissance.

RÉCIF PHILIPPIN. En réponse, le ministre chinois de la Défense a décrété en novembre la création d'une vaste «zone de défense aérienne» (ZDA) englobant les îles japonaises Senkaku. L'armée chinoise a sommé tous les avions qui traversent ce secteur de s'identifier faute de quoi elle pourrait prendre «des mesures de défense d'urgence». De nombreux pays, dont les Etats-Unis, ont choisi d'ignorer cette ZDA. Mais le moment venu, elle pourrait apporter à Pékin un prétexte «légitime» à une intervention. Les économies américaine et chi-

noise étant étroitement liées, la rivalité entre les deux pays en Asie a longtemps été mise sous le boisseau. Mais depuis l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping, en mars 2013, les échanges ont gagné en vivacité. S'adressant à son homologue américain, le secrétaire d'Etat à la Défense, Chuck Hagel, en visite en Chine début avril, le ministre chinois de la Défense, Chang Wanquan, a averti au sujet des Senkaku: «Nous sommes capables en très peu de temps d'assembler une force d'intervention et de gagner [...]». Nous ne ferons aucun compromis sur notre souveraineté, aucune concession.» Le ton est monté entre les deux hommes. Y compris sur les revendications de Pékin sur des îlots philippins.

La marine chinoise a débarqué par surprise en 2012 sur le récif philippin Scarborough. Elle tente depuis de s'emparer d'un autre îlot, sur lequel sont basés des militaires philippins. En février, le président du pays, Benigno Aquino, a comparé ces incursions avec l'annexion du territoire tchécoslovaque par Hitler en 1938... Lors de son étape à Manille, Obama pourrait signer un accord autorisant le positionnement de GI dans deux bases. Malgré l'insistance des Philippines, il est toutefois improbable qu'il s'engage, comme au Japon, à assister l'armée en cas d'attaque chinoise sur ses lointains îlots disputés. ◆

SUR LIBÉ.FR

Japon. Shinzo Abe veut montrer ses muscles. Analyse.

LES GENS



ABDULLAH ABDULLAH EN TÊTE

Candidat malheureux à la présidentielle afghane de 2009, Abdullah Abdullah est en tête de celle d'avril, avec 43,8% des voix après décompte de 80% des votes. Il devance largement l'économiste Ashraf Ghani (32,9%). Un second tour devrait probablement les opposer le 28 mai.

PHOTO AP

Libération est habilitée aux annonces légales et judiciaires pour le département 75 en vertu de l'arrêté du 20 décembre 2013

1120146

ANGOA

Agence Nationale de Gestion des Œuvres Audiovisuelles
11bis, rue Jean Goujon - 75008 Paris
Société civile Capital variable au

31/12/2013 : 8 295 €

RCS Paris D 322 961 012

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'ANGOA aura lieu le : VENDREDI 27 JUIN 2014 A 11 HEURES A L'ELYSEES BIARRITZ - 22/24 RUE QUENTIN BAUCHART - 75008 PARIS
Pour délibérer de l'ordre du jour suivant :
1. Approbation du procès verbal de l'Assemblée Générale du 28 juin 2013
2. Rapport de gestion 2013 - Bilans des Commissions Cinéma et Télévision
3. Comptes de l'exercice 2013 - Rapports du Commissaire aux comptes
4. Rapport de la Commission de Contrôle des SPRD
5. Renouvellement partiel de la Commission de l'article R.321-6-3 du C.P.I.
6. Admissions - Radiations de membres
7. Résolutions

1120380

La Louvière

SARL au capital de : 11 157 €
Siège social : 3 rue de l'Oise, Café '61' - 75019 PARIS

507 492 627 RCS PARIS

L'Assemblée Générale Ordinaire du 31/03/2014 a nommé en qualité de Cogérant : M. Guillaume Héreaudt demeurant 35 rue de la Glacière - 75013 PARIS à compter du 31/03/2014.
Modification au RCS de PARIS.

1120154

PROCIREF

Société des Producteurs de Cinéma et de Télévision
11bis, rue Jean Goujon - 75008 Paris
Société civile

Capital variable au 31/12/2013 : 9 645 €
RCS Paris D 500 575 305

L'Assemblée Générale Ordinaire de la PROCIREF aura lieu le :
VENDREDI 27 JUIN 2014 A 10 HEURES
A L'ELYSEES BIARRITZ
22/24 RUE QUENTIN BAUCHART
75008 PARIS

Pour délibérer de l'ordre du jour suivant :
1. Approbation du procès verbal de l'Assemblée Générale du 28 juin 2013
2. Rapport de gestion 2013 - Bilans des Commissions Cinéma et Télévision
3. Comptes de l'exercice 2013 - Rapports du Commissaire aux comptes
4. Rapport de la Commission de Contrôle des SPRD
5. Renouvellement partiel de la Commission de l'article R.321-6-3 du C.P.I.
6. Admissions - Radiations de membres
7. Résolutions

1120273

Par ASSP en date du 18/04/2014, il a été constitué la société suivante :
Dénomination : Raisbony

Forme sociale : SAS
Objet social : Étude, Recherche, Développement, Conception, Commercialisation, Fabrication cosmétique et matériel de coiffure innovant et de tout ce qui s'y rapporte.

Siège social : Bureau 46, 66 av des Champs Elysées 75008 PARIS.

Capital : 1000 euros - Durée : 99 ans
Président : EBELLE EBOUMBOU
Caliste Raïssa, 2 Hameau le Petit Saussoy 77510 DOUË

Immatrication au RCS de PARIS.

Génocide arménien : des mots, pas les bons

TURQUIE Les condoléances prononcées par le Premier ministre turc ne convainquent pas les descendants.



Commémoration avant-hier à Erevan des 99 ans du génocide. PHOTO KAREN MINASYAN, AFP

L'Arménie, qui commémore jeudi le génocide perpétré il y a quatre-vingt-dix-neuf ans sous l'Empire ottoman, a rejeté les condoléances présentées par la Turquie dans un geste inédit, et réclamé d'Ankara reconnaissance et «repentir». «Nous sommes convaincus que le déni d'un crime constitue sa continuation directe. Seule la reconnaissance et la condamnation [du génocide] peuvent empêcher la répétition d'un tel crime à l'avenir», a déclaré le président arménien, Serge Sarkissian. La veille, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a fait un geste inattendu en présentant les condoléances de la Turquie «aux petits-enfants des Arméniens tués en 1915» (Libération d'hier)

lors des massacres visant cette communauté. C'est la première fois que le chef du gouvernement turc s'est exprimé aussi ouvertement sur ce drame survenu entre 1915 et 1917, aux dernières années de l'Empire ottoman et qui a fait quelque 1,5 million de morts. De nombreux pays, dont la France, ont reconnu ce premier génocide du XX^e siècle, ce que la Turquie refuse farouchement. «Inhumaine». Le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, avait déjà fait un pas lors d'une visite à Erevan il y a quelques mois, en qualifiant les faits de «tragédie inhumaine». Le 24 avril 1915 a commencé la déportation vers la province ottomane de

Syrie de centaines de milliers d'Arméniens accusés de collaborer avec l'ennemi russe. Cette journée a été commémorée dans le monde entier par la diaspora arménienne. Les intellectuels turcs, qui ont réservé un accueil mitigé au message d'Erdogan, y ont vu une volonté d'atténuer les critiques qui risquent de s'abattre sur la Turquie à l'occasion du centenaire, en 2015. «Les condoléances ne sont pas des excuses ; c'est un petit pas, mais pas une rupture

Les intellectuels turcs voient une volonté d'atténuer les critiques qui risquent de s'abattre sur la Turquie lors du centenaire, en 2015.

profonde», souligne ainsi l'universitaire Ahmet Insel qui, depuis des années, lutte pour une reconnaissance par la société civile turque de la réalité de cette tragédie longtemps taboue dans la mémoire collective. En 2008, une demande publique de pardon aux Arméniens pour «la grande catastrophe» de 1915 avait recueilli plusieurs dizaines de milliers de signatures. Ces ambiguïtés de l'appel d'Erdogan ont aussi été soulignées par nombre d'Arméniens de la diaspora. Ainsi le chanteur français d'origine arménienne Charles Aznavour a, pour sa part, estimé que le terme de «condoléances» devait être lu «non comme

une reconnaissance et encore moins comme une présentation d'excuses» pour le génocide. Le texte de Recep Tayyip Erdogan, certes inédit, est néanmoins vague. Il fait en effet référence à une peine partagée et décrit la fin de l'Empire ottoman comme une période «difficile [...] pour les millions de citoyens ottomans, turcs, kurdes, arabes, arméniens et autres, quelle que soit leur religion ou leur origine ethnique». Il ne prend pas en compte la spécificité de l'anéantissement de la communauté arménienne et se refuse bien évidemment à évoquer les responsabilités dans les tueries. Le texte met aussi en cause ceux qui

«profitent du climat de liberté et de débat en Turquie» pour exprimer «des allégations accusatrices blessantes, voire provocatrices». En bref, ceux qui parlent de «génocide». «Explicites». La presse turque a salué, elle, une démarche «historique» du régime islamo-conservateur, à l'heure où son image internationale a été fortement ternie à cause de la répression de la fronde antigouvernementale l'été dernier et des accusations de corruption touchant Erdogan. «Ce sont les mots les plus explicites que peut prononcer à ce stade un Premier ministre turc», s'est félicité un éditorialiste du journal Hürriyet.

M.S.

VU DE TEL-AVIV

Par SERGE DUMONT (intérim)

Palestine : Israël rompt toute négociation

Gel des négociations de paix et sanctions économiques contre l'Autorité palestinienne (AP). C'est la décision prise hier, au terme de sept heures de discussions animées, par le cabinet israélien de la Politique et de la Sécurité convoqué par Benjamin Nétanyahou pour décider de la nouvelle stratégie du pays face à l'accord de réconciliation conclu la veille entre les frères ennemis du Fatah et le Hamas.

Certes, le Premier ministre israélien était informé de la reprise des tractations entre les deux organisations antagonistes, mais il a été surpris par la rapidité avec laquelle elles ont annoncé leur «union nationale». Il a donc réagi au quart de tour en convoquant ses principaux ministres et en exigeant qu'ils marquent le mécontentement de l'Etat hébreu par une mesure spectaculaire. Ses commentateurs israéliens ne croient pas, cependant, que la «punition» infligée à l'AP par les neuf membres du cabinet restreint durera longtemps. «C'est de la gesticulation des-

tinée au public israélien, estime le chroniqueur politique Amir Segal. Lorsque les Américains sonneront la fin de la récréation, Nétanyahou autorisera la reprise des contacts avec l'AP.»

Ce moment pourrait arriver plus vite que prévu car, à Jérusalem comme à Ramallah, personne ne croit sérieusement que l'accord entre le Fatah et le Hamas tiendra la route. Parce que les deux parties ne sont d'accord sur rien, à commencer par la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël, que le Hamas continue de nier. De fait, l'accord de réunification est très général. Il évite les sujets qui fâchent : les compétences du Fatah et du Hamas au sein de la nouvelle autorité réunifiée, la fusion des services de sécurité opérant à Gaza et de ceux de l'Autorité palestinienne qui collaborent avec Israël, la libération des prisonniers du Fatah détenus par le Hamas et vice versa, ainsi que le dossier fondamental de la poursuite – ou non – des pourparlers de paix avec «l'entité sioniste». ◆

«Nous voulons que le Conseil envisage un régime de sanctions.»

Samantha Power ambassadrice américaine à l'ONU hier, à propos des responsables d'exactions au Soudan du Sud

536 000

C'est le nombre d'habitants du comté des Cornouailles, dans le sud-ouest de l'Angleterre. Ils auront désormais droit au statut de «minorité nationale», comme les Ecosais, les Gallois et les Nord-Irlandais, ont annoncé hier les autorités britanniques.

L'HISTOIRE

LA CHASSE À L'OUTARDE MONTE AU NEZ DES PAKISTANAIS

L'outarde houbara est un petit oiseau haut sur pattes qui court plus qu'il ne vole. Vulnérable, il est menacé d'extinction. Cela n'a pas empêché un prince saoudien amoureux de la fauconnerie d'en exterminer plus de 2000 en janvier, lors d'une seule chasse de trois semaines dans la province pakistanaise du Balouchistan. Les représentants locaux du ministère de la Forêt ont protesté, arguant du danger de disparition d'une espèce déjà confrontée à la dégradation de son environnement. Les autorités délivrent à l'occasion des permis aux riches ressortissants des monarchies du Golfe, bailleurs importants du Pakistan, mais ils n'excèdent pas dix jours et se limitent à la capture de 100 oiseaux.

A un mois du scrutin, l'UMP, divisée entre europhiles et eurosceptiques, a lancé hier sa campagne, avec la crainte d'arriver derrière le FN.

Par **ALAIN AUFRAY**
Photo **MARC CHAUMEIL**

L'affaire paraît mal emmanchée. Deux mois après son triomphe inespéré aux élections municipales, la droite n'est pas à l'abri d'une défaite aux européennes. Certes, tous les sondages laissent d'abord prévoir une nouvelle déroutante du PS le 25 mai. Mais même avec un score honorable, l'UMP risque de se retrouver derrière le FN.

«Un parti antieuropéen tel que le Front national en tête dans un pays fondateur comme la France, ce serait un séisme», s'inquiète l'ancien président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer. Le 25 mai, le séisme est d'autant plus probable que la droite et le centre partent divisés à ces élections, alors qu'ils étaient alliés dans la campagne victorieuse de 2009, recueillant 28% des suffrages. Selon les sondages, l'UMP seule ne peut guère espérer dépasser les 23%. Si le scrutin européen tourne au défilé électoral, tous les espoirs sont donc permis pour le Front national.

ICONOCLASTES. Comme pour décourager ses propres électeurs, l'UMP se complait dans l'exhibition de ses vieilles fractures entre europhiles et eurosceptiques. Plusieurs candidats potentiels à la primaire, qui devrait désigner le champion de la droite en 2017, profitent de cette campagne pour marquer leur territoire à coups de propositions iconoclastes. Ainsi, Xavier Bertrand proclame que le renforcement du moteur franco-allemand ne saurait rester l'alpha et l'oméga de la politique européenne. Son ancien collègue Laurent Wauquiez, ex-ministre des Affaires européennes de Nico-



Européennes: l'UMP rassemble ses morceaux

las Sarkozy, publie ce mois-ci un pamphlet provocateur pour expliquer qu'«il faut tout changer», sortir de Schengen et revenir cinquante ans en arrière, à l'Europe des six du traité de Rome (lire aussi page 20). On voit même, dans un accès de masochisme, certains députés déclarer publiquement qu'ils ne voteront pas pour le chef de file de cette campagne, le trop fédéraliste Alain Lamassoure, tête de liste en Ile-de-France. L'électron libre Henri Guaino, ancienne

plume de Nicolas Sarkozy, l'a publiquement déclaré le 2 avril sur Public Sénat: «Je ne voterai pas pour l'incarnation d'une ligne qui est à l'opposé de ce que je crois être l'intérêt de mon pays.» Le député UMP du Rhône Philippe Meunier ferait de même s'il était électeur en Ile-de-France. Mais il consentira à voter UMP parce que le candidat de l'eurorégion Sud-Est, Renaud Muselier, a dit non au traité de Maastricht en 1992... Connus et re-

connus, à 70 ans, un cinquième mandat de député européen. Personne en France ne connaît mieux que lui les rouages de l'UE et de son Parlement. Mais, dans un parti en pleine surenchère eurosceptique, «l'eurocrate» Lamassoure est le bouc émissaire idéal. L'accusé proteste qu'il n'est pas fédéraliste et qu'il n'a nullement l'intention de liquider la nation. Rien n'y fait. Lancé par Guaino, le Lamassoure-bashing est à la mode. De la Droite populaire de

Philippe Meunier à la Droite forte de Guillaume Peltier, en passant par la Droite sociale de Laurent Wauquiez, tous les courants droitiers de l'UMP s'y sont mis. S'ils voulaient décomplexer les électeurs tentés par le FN, ils ne s'y prendraient pas autrement.

CAP. Comment peut-on «faire du Le Pen» quand on est si jeune et si diplômé, s'est emporté Jean-Pierre Raffarin, s'adressant à Wauquiez, lors du dernier bureau politique de l'UMP. Le commis-

ANALYSE



Les têtes de liste aux européennes Alain Lamassoure (Ile-de-France), Renaud Muselier (Sud-Est) et Nadine Morano (Est) au côté de Jean-François Copé lors du lancement de la campagne de l'UMP, hier, à Paris.

saire européen Michel Barnier a renchéri en s'en prenant à ceux qui semblent croire qu'il faut «crier plus fort que Marine Le Pen» pour se faire entendre. Pour les responsables de l'UMP, une victoire de l'extrême droite à ce scrutin annulerait tous les effets politiques du raz-de-marée bleu des municipales. Ce serait une catastrophe pour le président de l'UMP, Jean-François Copé, qui a impérativement besoin de succès électoraux pour se construire un minimum de légitimité. D'autant qu'il porte sa part de responsabilité dans la division de la droite et du centre. Ressassant sans relâche son panégyrique d'une «droite décomplexée», le député-maire de Meaux n'a rien fait pour retenir l'UDI de Borloo. Resté prudemment au-dessus de la mêlée, Nicolas Sarkozy peut espérer tirer profit de la catastrophe qui menace, pour apparaître comme le seul et ultime recours d'une droite sans cap et sans chef.

Il peut compter, dans cette entreprise, sur le soutien de son ancien ministre de l'Economie François Baroin. Interrogé sur l'Europe au *Grand Jury* du dimanche 13 avril, il a répondu qu'il serait «bon que Nicolas Sarkozy s'exprime sur ce sujet, comme sur l'Ukraine, car sa voix porte, et il a toute la légitimité». Agacés par cette sortie, plusieurs leaders de l'UMP font observer que Baroin cherche surtout à se positionner en futur Premier ministre...

Sur l'Europe, l'ex-chef de l'Etat a tenu des discours si variés que chacun peut sans peine s'y retrouver. Il y en a pour tous les goûts. Laurent Wauquiez et tous les eurosceptiques pourront se référer au Sarkozy du 13 mars 2012 : à Villemor, dans sa mémorable apologie des frontières, le candidat avait posé une série d'ultimatums à Bruxelles. Faute de progrès nota-

Comment peut-on «faire du Le Pen» quand on est si jeune et si diplômé, s'est emporté Jean-Pierre Raffarin, s'adressant à Laurent Wauquiez lors du dernier bureau politique de l'UMP.

bles dans un délai d'un an, la France menaçait de suspendre sa participation aux accords de Schengen et d'imposer le protectionnisme sur son territoire. Jean-Pierre Raffarin et les militants d'une Europe intégrée choisirent plutôt le Sarkozy du 28 février de cette année, venu célébrer «le trésor sacré» de l'amitié franco-Allemande à Berlin, à l'invitation de la fondation Konrad-Adenauer. «Européen militant», l'ancien chef de l'Etat avait rendu hommage aux pères de l'Europe qui ont «compris qu'il fallait sortir du système mortifère» des nationalismes. «L'Europe de l'euro» devait, selon lui, «aller plus loin dans une intégration économique».

«CARTON». Sans attendre le très hypothétique oracle du recours, l'UMP tente de se mettre en ordre de marche. L'entreprise est laborieuse. A un mois du scrutin, la droite n'est pas tout à fait au clair sur son programme européen, ni même sur les candidats censés le porter. Sujets d'après-négociations entre fillonistes et copéistes, les candidats ne seront pas choisis avant le 30 avril, date ultime de dépôt des listes au ministère de l'Intérieur. La commission d'investiture de l'UMP a tout de même désigné les têtes de liste en janvier, à la grande satisfaction de Copé qui a su caser plusieurs de ses protégés. Pour limiter la cacophonie, le président de l'UMP a proposé de faire au plus simple. Derrière un slogan de campagne suffisamment vague pour que chacun s'y retrouve – «L'Europe, je l'aime tellement que j'en veux une autre» –, les électeurs sont invités à sanctionner François Hollande : «Le carton jaune du 30 mars n'a pas suffi,

mettons-lui un carton rouge le 25 mai», martèlent en chœur les copéistes. Argument repris dans un manifeste cosigné la semaine dernière par toutes les têtes de liste : «Puisque le premier avertissement a été méprisé, seul un second désaveu en mai pourra contraindre François Hollande à sortir de l'impasse dans laquelle il enferme la France.»

«CHANTIER». Mais les trois anciens Premiers ministres, Alain Juppé, François Fillon et Jean-Pierre Raffarin, tous ardents supporters de la tête de liste en Ile-de-France, Alain Lamassoure, ont promis de tout faire pour que l'UMP n'escamote pas le débat européen. C'est pourquoi ils ont imposé un slogan moins négatif : «Pour la France, agir en Europe.» Les candidats UMP proclament que «les batailles entre souverainistes et fédéralistes appartiennent au siècle passé» et insistent lourdement sur les sujets consensuels à droite : arrêt de l'élargissement sans fin, réformer Schengen de fond en comble, refus de l'immigration subie et réduction du regroupement familial. Lamassoure veut croire qu'une campagne européenne est possible : «Nous ouvrons un chantier nouveau. Le débat institutionnel est derrière nous, tout comme la question des frontières. On va pouvoir poser la seule question qui intéresse vraiment les citoyens : pourquoi l'Europe ? Parce que c'est au niveau européen que se règlent les grandes questions du moment, l'énergie comme l'immigration.» Le candidat UMP assure qu'il ne craint pas la concurrence des listes centristes parrainées par Bayrou et l'UDI : «Pour se distinguer de nous, ils vont devoir plaider pour le fédéralisme. Pas sûr que les Français voudront entendre ça...» Dans cette campagne européenne, il serait bien imprudent de défendre une ligne claire. Voilà au moins un point qui fait consensus à l'UMP. ♦

REPÈRES

LES DÉSACCORDS DE SCHENGEN

L'UMP a présenté hier les grandes lignes de son programme pour les européennes. Nouveauté, le parti défend une Europe «à géométrie variable». Ce qui doit «permettre aux pays qui veulent avancer plus vite et plus loin ensemble de pouvoir le faire». L'UMP cite des exemples de «coopérations» : «sur les questions d'immigration avec les Etats du nord de la Méditerranée», «dans le domaine nucléaire avec le Royaume-Uni et la Finlande», «avec l'Allemagne et les pays nordiques dans le domaine du développement des industries électroniques et de communication». Le parti réaffirme son opposition à l'élargissement de l'UE, «la sanction, la suspension ou même l'exclusion» de Schengen d'un «Etat défaillant» en matière de contrôle des frontières, son «opposition à l'entrée dans l'espace Schengen de la Roumanie et de la Bulgarie». «Sans progrès sérieux dans les douze mois, nous pourrions suspendre la participation de la France aux accords de Schengen», écrit le parti.

«Le temps du débat sur le «sexé de l'Europe» (fédéral ou intergouvernemental) est de facto résolu, car le traité de Lisbonne organise une union de l'Europe des nations pour les dix années à venir.»

Alain Lamassoure tête de liste UMP en Ile-de-France, hier dans une interview au Monde

29

C'est le nombre de députés européens obtenus en 2009 par la liste UMP.

Avec 27,88% des suffrages, le parti de Nicolas Sarkozy avait largement devancé le PS (16%), au coude-à-coude avec les écologistes, et surtout le Front national (6,3%).



SUR LIBÉRATION.FR

A Lire. «L'UMP lance sa campagne européenne sur le dos du FN» et «Fédéraliste ou pas ? La droite européenne ne sait plus».

À l'aube de notre sixième printemps et à l'arrivée des beaux jours, bon nombre d'entre nous ne prennent pas le temps de se retrouver entre amis pour une soirée de détente, et de plaisir en toute convivialité.

LUXURY PRECIOUS BAR prend donc les devants, en vous proposant une offre adaptée à un moment privilégié comme le votre. Contactez nous pour recevoir l'offre *Printemps*.


LUXURY PRECIOUS BAR
WWW.BARLUXURY.COM

ANALYSE

Par JONATHAN BOUCHET-PETERSEN

Dissolution: Le Guen et Le Roux jouent les maîtres-chanteurs

Une poussée de caporalisme. Dans la bouche du nouveau secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, comme dans celle du président du groupe PS à l'Assemblée, Bruno Le Roux, les menaces contre les élus pas assez godillots à leur goût se sont intensifiées depuis quelques jours, alors qu'un nombre inédit de députés PS pourraient ne pas voter (lire page 23) en faveur du plan d'économies de 50 milliards, mardi au Palais-Bourbon (il se sont abstenus lors du discours de politique générale de Manuel Valls). Pour ce vote «consultatif», sur lequel le bureau national du PS prendra une «position solennelle» lundi, le (tout petit) risque de voir pour la première fois le gouvernement mis en minorité a fait monter Le Guen et Le Roux dans les tours.

Le premier, peu adepte de la finesse en politique, a brandi le spectre d'une dissolution, qui verrait une bonne part de la majorité retourner au vestiaire parlementaire. Le second, à peine moins belliqueux, invite les récalcitrants à «se poser la question de vouloir [...] appartenir à la majorité, au groupe, au Parti socialiste». Tirades peu mobilisatrices, qui traduisent davantage la faiblesse des auteurs que la force du propos. A ce jour, l'hypothèse

même d'une dissolution est inconséquente. Cette prérogative présidentielle a vocation à lever un blocage insurmontable entre le Président et sa majorité – à fortiori avec son Premier ministre –, et non de la faire chanter. Elle apparaîtrait dès lors pour ce qu'elle serait : une manœuvre bas de gamme. Il n'y a pas en effet de point de non-retour entre le chef de l'Etat et la masse du groupe PS, mais un aller qui n'a vraiment pas été rose et durant lequel la majorité a déjà voté en de nombreux domaines plus que ce que les Français supportent.

A l'UMP, Jean-François Copé est dans son rôle quand il assure qu'il en va de sa responsabilité de se tenir prêt, tandis que Marine Le Pen se plaît à juger une dissolution inéluctable dès lors qu'elle arriverait en tête des européennes. Rêvant de se voir offrir un boulevard pour cartonner «l'UMPS» : une cohabitation Hollande-UMP, qui verrait passer la France d'une rigueur questionnable à une austerité funeste, serait le carburant le plus efficace au vote frontiste en 2017. Une élection à laquelle Hollande a dit qu'il ne participerait pas si le chômage n'avait pas baissé. Dissoudre reviendrait donc à considérer qu'un gouvernement UMP serait le mieux à même d'atteindre cet objectif. ♦



LES GENS

SÉGOLÈNE ROYAL NIE PRÔNER LA RIGUEUR VESTIMENTAIRE

Le retour de l'ordre (vestimentaire) juste a fait bicher le microcosme politico-médiatique hier. Selon des informations du Point, Ségolène Royal mènerait le ministère de l'Ecologie à la baguette, façon pensionnat de la République. Interdisant les décolletés, exigeant qu'on se lève à son passage et imposant les bureaux partagés à son équipe. Autant de consignes démenties par la ministre sur Twitter: des «rumeurs ridicules». «La seule instruction donnée concerne la plus grande rigueur dans l'utilisation des fonds publics, ce que les Français attendent de nous», a insisté l'ex-candidate à l'Elysée, qui rebondit par l'annonce d'une conférence de presse, cet après-midi, pour exposer son «plan d'action» ministériel. Royaliste de la première heure, l'ex-ministre Michèle Delaunay juge bon de limiter les décolletés: «Je ne pourrais que souscrire au conseil d'en mesurer la profondeur dans le cadre professionnel, et ceci par authentique féminisme.» L.Br. PHOTO AP

75%

C'est la part de Français qui estiment que le plan d'économies annoncé la semaine dernière par Manuel Valls ne sera pas efficace pour ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB en 2015. Selon ce sondage OpinionWay réalisé les 23 et 24 avril auprès de 941 personnes, 52% des Français jugent que la priorité dans les semaines à venir doit être la baisse des dépenses publiques.

«[Il y aura] une mesure forte concernant les retraites modestes. [...] C'est non seulement la demande du groupe PS mais aussi de l'ensemble des parlementaires.»

Manuel Valls
Premier ministre, hier

L'HISTOIRE

LES KANAKS, UN PEUPLE (AUTO) DÉTERMINÉ

La Nouvelle-Calédonie poursuit sa voie vers l'émancipation. Les autorités coutumières de l'archipel vont proclamer samedi une «Charte du peuple kanak» qui définira les valeurs et les principes de leur civilisation millénaire dont ils souhaitent la prise en compte dans la «future Constitution du pays». Ce document est l'aboutissement d'une année de réflexion et d'échanges au sein des huit aires coutumières kanak de Nouvelle-Calédonie, représentées au Sénat coutumier, dont les pouvoirs sont consultatifs. «C'est une démarche inédite pour un peuple autochtone. Il a déterminé ses principes fondamentaux pour construire sa place dans le système contemporain», explique Raphaël Mapou, chargé du dossier au Sénat coutumier. Cette charte sera proclamée demain lors d'une cérémonie à Nouméa, en présence des chefs coutumiers, des autorités de l'Etat et de la Nouvelle-Calédonie. Un référendum d'autodétermination doit être organisé entre 2014 et 2018.

Les écologistes cultivent le sillon de l'Europe

CAMPAGNE La caravane verte, porteuse d'un discours pro-UE à contre-courant, était hier à Abbeville.



Les écologistes François Veillerette et Karima Delli, hier dans la Somme. PHOTO SÉBASTIEN CALVET

De l'art de faire campagne à contre-courant : parler d'Europe. Et pour dire qu'on l'aime, en plus... Pour les européennes du 25 mai, les écologistes n'ont pas peur de reprendre la formule qui les avait portés à 16% en 2009. A touche-touche avec le PS. Vu le contexte national de montée de l'extrême droite, de déception à gauche et d'inertie de l'Union européenne, rééditer cet exploit – qui plus est sans Daniel Cohn-Bendit – relèverait d'une jolie surprise pour les listes Europe Ecologie (qui se passent à nouveau de l'étiquette les Verts sur les affiches). Après de bons scores aux municipales et la prise de Grenoble en mars, certains se mettent à rêver d'une dynamique qui pourrait les porter haut.

«Lutte». Pour remettre les troupes écolos en mouvement et intéresser les médias à autre chose qu'aux soubresauts de la majorité et du gouvernement Valls, leurs candidats ont entamé un «tour de France de l'écologie». Du Parlement de Strasbourg il y a une semaine à la banlieue parisienne aujourd'hui. A chaque fois : la visite d'un haut lieu de lutte écolo (la centrale nucléaire du Tricastin, dans le Vaucluse, le chantier de l'EPR de Flamanville, dans la Manche...) est prévue avec l'ambition de montrer comment «l'Europe peut aider dans ces batailles locales», explique Karima Delli, eurodéputée et

tête de liste dans le Nord-Ouest.

«L'Europe protectrice», pas facile à porter dans une France où le sentiment anti-UE grandit. Mais à Drucat, à côté d'Abbeville (Somme), on veut bien croire que les institutions européennes peuvent aider dans leur «lutte» contre un projet de ferme géante, dite «des 1000 vaches».

Hier, ils étaient une bonne trentaine de sympathisants,

«Un lycéen est intervenu pour dire que le sentiment d'appartenance à l'Europe, ça ne lui parlait pas.»

Clarisse Heusquin tête de liste écolo

tous résidant à proximité du futur site industriel et membres de l'association Novissen. «Ce n'est pas simplement un problème local ou régional mais d'intérêt national et européen : quel type d'agriculture voulons-nous ?» souligne Michel Kfoury, président de Novissen. Karima Delli et les responsables écologistes ont réussi il y a quelques mois à le convaincre de figurer en numéro 4 sur leur liste. Pour contrer le projet des 1000 vaches, ils réclament «une directive» à l'Europe. «Ils l'ont fait pour le poulet et le porc ! Ils n'ont encore rien fait pour les bovins !» critique Michel Kfoury. «On peut déjà demander une contre-enquête pour voir si les directives sur l'eau et les sols ont été respectées», ajoute l'eurodéputée

Karima Delli. Et tenter d'arrêter les travaux déjà en cours sur le site. Une tactique à la Notre-Dame-des-Landes.

Carburant. Si ce discours proeuropéen passe bien auprès des opposants à la ferme des 1000 vaches, c'est beaucoup plus difficile lorsqu'il s'agit d'une jeune génération moins qualifiée. Venue hier dans la Somme pour accompagner Karima Delli, Clarisse Heusquin, 26 ans et

tête de liste dans la grande région Centre, n'a pas réussi la veille à intéresser des jeunes d'un lycée des métiers entraînés à la Maison de l'Europe de Clermont-Ferrand pour assister à un débat entre candidats. «L'un d'eux est intervenu pour dire que le sentiment d'appartenance à l'Europe, ça ne lui parlait pas, raconte-t-elle. Je suis allée les voir à la fin pour leur dire que si j'étais élue, je leur ferais visiter le Parlement à Strasbourg, ils m'ont répondu : «On n'en a rien à foutre»... Quand tu te prends ça, c'est difficile.»

La benjamine des têtes de liste à ces européennes ne se dégonfle pas : «Pour les prochaines étapes, j'ai demandé à mon équipe de trouver des exemples concrets de ce que l'Europe fait pour leur quotidien.» Mettre du carburant dans le discours proeuropéen, pas si courant.

LILIAN ALEMAGNA
Envoyé spécial à Abbeville

Depuis le début de l'année, la police a arrêté plusieurs auteurs présumés de vols violents visant l'horlogerie de prestige.

Par PATRICIA TOURANCHEAU

À Paris, les vols spectaculaires de montres de luxe se succèdent alors même que les attaques à main armée contre des bijouteries en France ont chuté d'un tiers en 2013. De quoi donner le tournis à la Brigade de répression du banditisme (BRB) qui piste des équipes aux profils variés. Le duo de braqueurs masqués rattrapés le 4 avril par une empreinte ADN et une photo de vidéosurveillance, pour le coup – arme au poing – chez le joaillier de luxe Grisogono rue Saint-Honoré à Paris le 15 mars, s'apparente à «des vieux de la vieille, multirécidivistes de plus de 50 ans». Mais, comme le souligne le commissaire Philippe Huetz de la BRB, «on trouve aussi de jeunes malfrats des pays de l'Est et des petites frappes de banlieue». La BRB recherche tou-

ENQUÊTE leurs qui ont ciblé Colette, la bouti-

que branchée également située rue Saint-Honoré, attaquée et pillée le 22 mars, au fusil à pompe et à la hache de bûcheron, «en une poignée de minutes». Ces deux motards casqués ont débarqué un samedi, avant 10 heures, exigeant que le vigile et les six employés s'allongent par terre. Ils ont fracassé à la hache le présentoir et raflé toutes les montres de luxe à 12 000 ou 13 000 euros pièce, avant de s'enfuir sur un scooter. Butin de ce raid éclair : 600 000 euros.

Comme dit Doron Lévy, de l'Observatoire de l'union française de la bijouterie, la protection de la boutique Colette et des grands magasins, n'a rien à voir avec celle d'une bijouterie. Ils n'ont pas de sas d'entrée : «Ils y a tellement de marchandises partout qu'il n'y a pratiquement qu'à se baisser pour ramasser.»

ALERTE. Ainsi, une équipe de «gens du voyage venus spécialement de Roumanie à Paris» a été coffrée pour deux braquages ultraviolents perpétrés sur le mode du *smash and grab* («fracasser et saisir»). Le 4 octobre, une dizaine d'hommes de ce gang ont même fait exploser les vitrines du célèbre Vacheron Constantin rue de la Paix, avec des masses et des haches pour emporter une vingtaine de montres évaluées à 1 million d'euros. Repérés par la BRB, certains ont été interpellés le 13 janvier en flagrant délit de tentative de braquage chez le vendeur de Rolex Dubail près des



Vitrine d'une bijouterie attaquée par deux hommes à coups de hache en septembre à Toulouse. PHOTO FRED SCHEIBER, SIPA

Braquages de montres de luxe : les flics à l'heure tapante

Champs-Élysées : «Ils sont parvenus à casser à coups de masse la première porte d'entrée mais se sont retrouvés coincés dans le sas», a expliqué un policier. Cinq Roumains ont été écroués. La préfecture de police de Paris, qui a enregistré 57 «VMA»

«Ils sont parvenus à casser à coups de masse la première porte d'entrée mais se sont retrouvés coincés dans le sas.»

Un policier à propos d'un vol tenté le 13 janvier

(vols à main armée) dans des bijouteries en 2013 contre 87 l'année précédente, signale que son «plan d'action spécifique» mis en place dès septembre, avec des patrouilles en alerte, a permis de résoudre plusieurs affaires.

A Strasbourg, la police judiciaire a

fini par coincer deux hommes originaires des Balkans, entre 20 et 30 ans, soupçonnés d'avoir piégé un horloger suisse. Ces prétendus commerciaux spécialisés dans les montres précieuses pour les Emirats lui ayant demandé des pièces de luxe,

l'horloger leur a présenté à Strasbourg sept montres «très haut de gamme», «de véritables œuvres d'art, notamment des Julien Coudray qui valent entre 100 000 et 400 000 euros», se-

lon Doron Lévy. Evidemment, le marchand s'est fait dépouiller par un inconnu qui lui a arraché son sac avant de s'enfuir à bord d'un véhicule qui l'attendait. L'horloger a porté plainte en Suisse, puis la police judiciaire (PJ) et un juge de Strasbourg ont été chargés de l'en-

quête. Le Suisse a été recontacté par ces faux VRP des Emirats qui lui ont proposé de le dédommager du vol et de lui acheter de nouvelles montres en échange d'une valise de 2,5 millions d'euros en cash. Epaulé par la PJ qui a tendu «une souricière» aux voleurs, l'horloger a accepté un rendez-vous le 14 mars à l'aéroport de Roissy, qui a été déplacé au 19 mars au centre commercial Rosny 2 (Seine-Saint-Denis). La victime a alors reconnu le voleur de ses sept montres qui a fini par être arrêté ainsi que son complice, avec une mallette de 2,5 millions d'euros en billets marqués... Disneyland. A Paris, la BRB enquête également sur l'attaque bélier au moyen d'un 4x4 pour défoncer, le 9 septembre, la vitrine du luxueux Casty, à deux pas de la place Vendôme, ayant permis à ses auteurs d'emporter

2 millions d'euros de butin... Aux yeux de Doron Lévy, c'est parce que le «carré d'or» – Vendôme, Saint-Honoré – «et les enseignes les plus prestigieuses» ont été visés que «les médias et le public croient à une recrudescence des braquages de montres», ce qui n'est pas le cas.

SCOOTER. Toutefois, des arracheurs de montres non armés ont sévi à Paris depuis six mois, avant de se faire attraper. Ainsi, deux Napolitains âgés de 26 et 39 ans ont été interpellés le 18 mars par la sûreté départementale «75» après 22 agressions dites de *watchjacking*. Sur un scooter, les deux Italiens tapaient dans le rétroviseur d'une belle voiture, dans les quartiers chics, pour que le conducteur sorte son bras gauche afin de le remettre en place et lui arrachaient sa montre. Le duo qui faisait des allers-retours entre Paris et Naples pour écouler les tocantes en a volé pour 730 000 euros. Une autre équipe de cinq voleurs «à l'arraché», dont trois Marocains et un Irakien, opérant à la sortie de restaurants chics ou de boîtes de nuit sur des clients parfois alcoolisés. Ils comptent parmi leurs victimes un styliste chinois dépouillé de sa montre à 100 000 euros et un pilote français de Formule 1 qui en portait une à 63 000 euros. ➤

REPÈRES

224

vols à main armée contre des bijouteries horlogeries ont été enregistrés en 2013 en France contre 325 en 2012, soit une chute d'un tiers.

DIOR ET CÉLINE CAMBRIOLÉS À PARIS

Des malfaiteurs ont encore sévi dans le quartier des Champs-Élysées. Hier, peu avant l'ouverture, un homme a pénétré dans une boutique Céline et s'est fait remettre le contenu d'un coffre en menaçant les trois employés avec «une arme et une bombe

lacrymogène», selon la police. La veille, non loin de là, la porte de la réserve d'un magasin Dior a été fracturée par deux hommes encagoulés. Ils ont emporté des sacs et des chaussures avant de prendre la fuite en voiture.

AU RAPPORTPar **WILLY LE DEVIN**

Inégalités hommes-femmes, les ZUS et coutumes

En France, ce n'est pas nouveau, les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres se creusent inexorablement. Ce que l'on sait moins, c'est l'accroissement inquiétant des disparités entre les hommes et les femmes dans les zones paupérisées. Mardi, *Libération* consacrait une double page à une étude de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) pointant l'exclusion toujours plus grande des femmes du marché de l'emploi. Désormais, c'est le Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes (HCEHf) qui publie une étude alarmante (1).

L'accès aux soins

Dans les zones urbaines sensibles (ZUS), 27% des femmes affirment avoir renoncé aux soins, contre 18% des hommes. L'extrême pauvreté, la désertification médicale et le moralisme religieux pour les actes de gynécologie sont autant de facteurs insurmontables. En outre, 19% des femmes vivant dans ces quartiers en difficulté présentent des cas d'obésité, contre 12% hors ZUS. En zone rurale, c'est l'accès aux maternités qui pose problème. En moyenne, une femme met dix-sept minutes pour accéder à une maternité en France. A la campagne, le trajet moyen

est de trente minutes, avec un record à quarante-deux minutes dans le Gers.

Insécurité et violences

En ZUS, près d'une femme sur trois éprouve un sentiment d'insécurité dans son quartier, contre moins d'une femme sur cinq hors ZUS. Mais le vrai souci se niche dans les conflits intrafamiliaux. Une plus grande proportion de femmes déclarent avoir subi des violences au sein du couple dans les ZUS : 3,8%, contre 2,4% hors ZUS. C'est surtout le revenu (comparativement plus faible dans les ZUS) qui joue un rôle, car les femmes sont moins autonomes économiquement et potentiellement plus dépendantes ou vulnérables.

Le marché du travail

Au niveau de l'emploi, les chiffres témoignent d'une grande régression : 47% des femmes sont inactives en ZUS, contre 31% des hommes. La part de femmes de moins de 30 ans détentrices d'un CDI en ZUS est passée de 62% en 2009 à 54% en 2012. Un recul encore plus fort est à noter chez les immigrées. Enfin, les femmes sont victimes de l'envolée des emplois précaires : elles sont 66% en ZUS à occuper un poste à temps partiel. ♦

(1) www.haut-conseil-egalite.gouv.fr

**LES GENS**

LE RAPPEUR ROHFF EMPRISONNÉ POUR VIOLENCES

Housni Mkoubi, alias Rohff, 36 ans, a été mis en examen hier pour «violences volontaires en réunion avec préméditation» et placé en détention provisoire, suivant les réquisitions du parquet de Paris. Selon un magistrat, Rohff a avoué aux policiers avoir «donné des coups de pied et de poing latéraux et verticaux» à un vendeur de vêtements de la marque Unkut de son rival Booba : «Difficile de nier ce qui se voit sur la vidéo...» Après d'énormes insultes sur les réseaux sociaux entre les deux rappers, Rohff n'a pas supporté que Booba le traite de «sale pédale» et le provoque «Trouves-moi à Panama» (sic). Rohff a déboulé, accompagné soi-disant de «fans» inconnus, dans la boutique de Booba, «pour vérifier l'éventuelle présence de mon ennemi», a-t-il dit. Ne l'ayant pas trouvé, c'est le vendeur, âgé de 19 ans, qui a pris. Sept à huit supporters de Rohff ayant aussi frappé l'employé n'ont pas été identifiés. Victime d'un traumatisme crânien qui lui vaut plus de trente jours d'arrêt, le vendeur dit qu'il ne se souvient de rien, mais a fini par porter plainte. **P.T.** PHOTO SHEMS



Les prix du forfait vingt heures varient, 780 euros à Lille, 1425 euros à Paris. F.-A. SURUN, TENDANCE FLOUË

Une mise au point du permis de conduire

VOITURE Attente interminable, coût élevé... Un rapport émet des pistes pour rendre l'examen plus accessible.

Délais d'attente trop longs pour passer le permis, tarifs abusifs, mauvaise formation des élèves, taux de réussite à l'examen de conduite variable d'un département à l'autre : le permis est devenu un sujet de préoccupation pour le gouvernement. Un rapport d'une commission d'experts doit être remis dans les prochains jours au ministre de l'Intérieur. Car cet examen, national, se révèle très inégalitaire selon la ville où l'on est inscrit. «C'est devenu un produit de

Le document évoque un label qui permettrait d'avoir un critère de qualité au moment de choisir son établissement.

luxé, alors que ce document est indispensable pour tout jeune qui démarre dans la vie», pointe Olivier Gayraud, chargé de mission à la Consommation Logement Cadre de vie (CLCV).

Idées. En août, une enquête publiée par son association de consommateurs avait mis le feu aux poudres. Elle pointait notamment des prix du forfait vingt heures variant du simple au double (780 euros à Lille et 1425 à Paris, par exemple), ainsi que des tarifs peu transparents ne permettant pas au consommateur de comparer. Ou encore des délais d'attente, par endroits très longs, qui obligent les élèves à accumuler les heures de conduite, en sus du forfait, avant l'examen. Le rapport doit proposer des pistes pour rendre le permis

plus égalitaire. Le document n'a pas encore été publié, mais quelques propositions ont filtré. L'une des idées avancées par la commission consiste à fournir plus de places d'examen, permettant de présenter plus de candidats afin de «désengorger» les auto-écoles. Pour y parvenir, la commission préconise de rappeler des examinateurs fraîchement mis à la retraite. Mais, pour Olivier

final compensé par une meilleure réussite à l'examen. Le rapport préconise d'y recourir dès 15 ans, au lieu de 16 ans.

Le document évoque aussi la possibilité de créer un label qui permettrait aux consommateurs d'avoir un critère de qualité au moment de choisir leur auto-école : il permettrait de faire un tri pertinent au-delà des simples tarifs. Pour la CLCV, la création d'un tel label doit intervenir rapidement et non «figurer au rang de pistes de réflexions futures», comme le laisse entendre le rapport. L'association craint un enterrement de première classe pour cette mesure qu'elle juge «indispensable».

«Taxes». Enfin, dans ce rapport, il y a une proposition qui fâche : la facturation du droit d'examen pour les candidats, afin de financer notamment l'embauche d'inspecteurs supplémentaires. «Nous nous opposons au rétablissement de ce droit de taxe supprimé il y a une quinzaine d'années», souligne Gayraud. Car cette mesure alourdirait un poste de dépenses déjà important pour ceux qui passent le permis. «Il faut vraiment se garder du fait que le permis de conduire puisse devenir un luxe : il est bien souvent indispensable pour aller travailler quand il n'y a pas de transports ou pour exercer son travail», pointe la CLCV.

JOLAN ZAPARTY

8

homicides par balles dont 6 règlements de comptes ont été perpétrés depuis le 1^{er} janvier dans les Bouches-du-Rhône. Le dernier a ciblé hier un homme de 25 ans, connu pour trafic de drogue, à la cité de la Busserine, quartier nord de Marseille, abattu par des tirs de kalachnikov, la veille de la visite du nouveau ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

«Rencontrer la Manif pour tous ne veut pas dire me soumettre à leur point de vue.»

Laurence Rossignol secrétaire d'Etat chargée de la Famille, qui doit rencontrer le collectif opposé à l'extension de la procréation médicalement assistée lundi

L'HISTOIRE

LE LYCÉE CÉVENOL PLACÉ EN LIQUIDATION

L'assassinat d'Agnès Marin, interne du lycée Cévenol en Haute-Loire, par un autre élève fin 2011, a précipité la chute de cet établissement du Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire) qui va fermer. Le tribunal de grande instance du Puy-en-Velay a en effet ordonné la liquidation judiciaire de l'association gestionnaire de ce lycée privé. Il accuse un déficit d'environ 650 000 euros. Fondé en 1938 par des protestants, et sous contrat d'association avec l'Etat depuis 1971, l'établissement noyé dans 16 hectares de verdure était réputé pour sa tradition d'accueil, des Juifs pendant l'Occupation puis d'élèves en difficultés. Jusqu'au jour où un adolescent ayant déjà violé une jeune fille, a été admis au lycée cévenol. Il a récidivé en novembre 2011 et tué Agnès Marin, dont le corps calciné fut retrouvé dans une forêt à proximité. Il a été condamné en juin 2013 à la perpétuité. Depuis, les effectifs ont fondu et grevé les finances, passant à 80 élèves scolarisés de la troisième à la terminale, soit quatre fois moins qu'il y a vingt ans. La valeur du domaine est estimée 2 millions d'euros.

Par CATHERINE MALLAVAL

Des piles de bobines de fils de toutes les couleurs, franches ou douces comme de la soie. Du fil simple, mais aussi du fil mousse pour que les coutures caressent le corps. Des rouleaux de tissus de lycra, tulle, jersey. Des élastiques, satinés ou mats, dont on fait des bretelles ou la basque qui soutient les seins. Des agrafes. Des baleines. Des rubans. Des centaines de petits nœuds, blanc, chair, rose, noir qui attendent de venir se nicher au creux de la gorge. Où le regard, souvent, se pose. A Rueil-Malmaison dans les Hauts-de-Seine, siège le groupe DBA, leader français du sous-vêtement, avec une foultitude de marques comme Dim, Wonderbra et Playtex (contraction de Play et de latex).

PROTOTYPES. Dans une vaste pièce qui tient d'un paquebot nommé désir, au huitième étage avec vue sur la Seine, on coupe, on assemble, on pique : on fabrique les prototypes des soutiens-gorge (et culottes) des saisons à venir. «C'est le sein des seins», ose la facétieuse designer Ana Duddillieu, 46 ans. La boutade est aisée, mais pour une fois appropriée. Dans cet atelier, six couturières s'affairent derrière des surjeteuses, des machines à deux aiguilles ou à faire des zigzags, en plein anniversaire : l'icône Cœur croisé a 60 ans. Et ça, c'est pas rien pour un soutien-gorge qui peut se vanter d'avoir porté haut (et bien en avant) les célèbres seins de Jane Russell (au moins un bonnet E), mais aussi ceux de Stéphanie Seymour, Helena Christensen ou Diane Kruger... Comme dans le tube de

Chagrin d'amour, *Chacun fait c'est qui lui plaît*, Ana avec «son sourire rouge, son corps qui bouge», fait glisser un Cœur croisé sur la table de patronage. Le classique, l'original, celui qui répond au nom de code «5-5-6». Au petit jeu du «Déshabillez-moi», on attaque par la partie galbée : le bonnet. «Il est fait de trois pièces. Une au dessus, deux en bas pour un emboîtement parfait du dessous des seins. Nous faisons une couture en forme de T. Une couture transversale, une autre verticale, caractéristique de ce soutien-gorge. Quand on les assemble, on provoque des pinces qui permettent d'habiller la rondeur en trois dimensions du sein.» On peut toucher ? «Dessus, vous avez de la dentelle, dessous du coton. Les deux matières sont collées pour un maintien optimum.» Autant dire que le

sein n'a aucune chance de s'échapper, même en faisant le poirier. On enchaîne avec les élastiques. Et le fameux croisé qui

«En 1954, Playtex est la première marque à oser parler de lingerie à la télé.»

La designer Ana Duddillieu

vous sépare les seins en deux. «Large, 1,5 centimètre. Tandis que la basque fait 2,5.» Avec ça, pas de besoin de baleines. D'autres signes particuliers ? Un point d'attache de la bretelle savamment calculé pour prévenir toute glissade, et quatre rangées d'agrafes (au lieu des classiques trois du marché) pour que toutes les largeurs de dos y trouvent leur compte. Voilà, c'est ça un Cœur croisé. Celui qui fait partie du top 3 des produits de

lingerie de maintien les mieux vendus en grandes et moyennes surfaces, et s'achète toutes les deux minutes. Le modèle qui fait chaud au cœur des plus de 50 ans (65% des ventes), mais grignote des parts de marché chez les 35-49 ans (de 25 à 28% en deux ans) émoussées par la mode du rétro : culottes hautes et soutiens-gorge qui n'ont rien d'un petit triangle de Lolita.

SOUPLESSE. Nul ne sait pourtant qui se cache derrière l'historique soutien-gorge. «Des femmes, sûrement, assure Ana. Mais on ignore qui précisément l'a dessiné.» On sait seulement qu'il est né sur un empire construit dans l'enthousiasme du plastique, c'est fantastique, par un certain

Abram Nathaniel Spanel à l'origine de quelque 2 000 brevets inspirés par le latex. Un homme qui, après avoir fabriqué des gants, des bonnets, des maillots de bain, se lança dans la culotte pour bébé et les gaines en latex. Manquait le haut. Qui arriva en 1954.

«Cette année-là, avec son Cœur croisé, Playtex est la première marque à oser parler de lingerie à la télé». D'emblée, il fait mouche avec son côté «la silhouette de madame est impeccable». Avant de gagner la France en 1968. Cette année-là, tandis que certaines décident de libérer leurs seins, d'autres fantasment sur les poitrines en «obus» des stars ou les pin-up «made in USA» et se jettent dessus. Il a tou-

jours ses fans (avec une préférence pour le blanc). Mais le fameux 5-5-6 a désormais des petits frères de Robert. Évolution, oblige. Des seins d'abord. «Les femmes ont pris une taille desoutien-gorge en vingt ans. Et le dessus des seins est plus bombé qu'avant. Désormais, c'est le 90 B qui se vend le plus», explique Ana. Et les modes de vie aussi ont bougé : les femmes gigotent davantage. Pour celles-là, le Cœur croisé (huit modèles en tout, qui avec plus de dentelles, ou du plumetis, etc.) a pris quelques libertés et décollé les deux tissus du bonnet, pour plus de souplesse. «Ensuite, depuis cinq, six ans, les femmes aiment les formes plus rondes. Nous avons donc émoussé la pointe des bonnets», explique Ana. Une experte, une vraie corsetière, qui a toujours en travers du gosier les travaux du médecin du sport de Besançon Jean-Denis Rouillon qui, l'an passé, professait que si la femme «mettait un soutien-gorge dès l'apparition de ses seins, l'appareil suspenseur ne travaillerait pas correctement et se distendrait». A gorge déployée, elle en rit encore. Soutenue par tout l'atelier. Et son Cœur croisé. ♦

Cœur croisé, 60 ans de gros bonnet

Un atelier de la banlieue parisienne maintient le glamour du soutif iconique de Playtex.



STUDIO PIVELS

REPÈRES

2,7

soutiens-gorge ont été achetés en moyenne par chaque Française l'an passé avec un budget de 47 euros. En tout, il s'est vendu l'an passé 63 millions de soutiens-gorge.

700 000

C'est le nombre de Cœurs croisés vendus l'an passé. Sur la saison printemps-été 2014, Playtex commercialise 45 modèles. Le groupe DBA distribue sa lingerie Playtex dans de nombreux pays d'Europe et en Afrique du Sud.

93,7

C'est, en centimètres, le tour de poitrine moyen des Françaises. Le tour de taille s'élève à 79,9 et celui des hanches à 93, selon l'Institut français de l'habillement et du textile.



Les VTC ne payent quasiment pas de frais d'immatriculation alors que les taxis peuvent déboursier jusqu'à 200 000 euros. PHOTO L. CHARRIER, MYOP

Guerre des taxis : des bâtons dans les roues des VTC

Gel des immatriculations, remise en cause de la géolocalisation... Rendu hier, le rapport du député PS Thomas Thévenoud freine les véhicules de tourisme.

Par IVANHOÉ GOVOROFF

Voiture de tourisme avec chauffeur (VTC) ou taxi ? Le député socialiste Thomas Thévenoud a déposé hier à Ma-

RÉCIT

«Quand on commande un taxi, pourquoi on a déjà 12 euros au compteur ? Je propose de supprimer la course d'approche.»

Thomas Thévenoud député de Saône-et-Loire

conflict qui a explosé en février. Aussi, lorsque Christian Delomel, le président de la Chambre syndicale des artisans taxis de Paris (CSAT), salue un rapport qui «va dans le bon sens», Yan Hascoet, PDG de la société Chauffeur-privé, confirme : «Ces mesures sont de toute évidence favorables aux taxis.»

MODERNISATION. Un des points les plus épineux est la question du mo-

nopole de la maraude pour les taxis, à savoir la possibilité de stationner ou de circuler sur la voie publique dans l'attente d'un client. Le rapport réaffirme l'interdiction de cette pratique pour les voitures de tourisme et y greffe le problème de la géolocalisation des VTC, proposée par plusieurs applications smartphone. Ouf de soulagement de Christian Delomel : «C'est par là que commence la concurrence loyale et donc l'acceptation des VTC sur le marché par les chauffeurs de taxi.» Seulement, dans le camp d'en face, on s'interroge. Pour Yan Hascoet, la géolocalisation ne peut en aucun cas être assimilée à de la maraude, «ces applications ne font qu'informer l'utilisateur de la localisation d'un véhicule afin de connaître le temps d'attente. On ne peut pas, délibérément, choisir son véhicule via son smartphone». Une défense purement hypocrite pour les syndicats de taxis.

Une fois de plus, le débat tient du dialogue de sourds. Pourtant, les deux acteurs se disent «ouverts à la discussion». Au sein même du rap-

port, certaines mesures pourraient servir de fondation à un terrain d'entente. Sur la modernisation des taxis, par exemple, dont le député semble faire l'un de ses chevaux de bataille. Une amélioration du ser-

vice des taxis, des bornes et de leur utilisation, «comment pourrait-on être contre ?» consent Delomel. Un avis partagé par le PDG de Chauffeur-privé : «On ne nous croit pas quand on le dit, mais tout ce qui va

vers le développement des taxis est une bonne chose et est également positif pour les VTC. Lorsque les gens auront la possibilité de laisser leur voiture au garage, voire de la revendre, tout le monde y trouvera son compte et les gens se tourneront aussi vers nos services de chauffeur.»

COUPERET. Au-delà d'apporter au taxi sa version 2.0, Thomas Thévenoud abat le couperet sur les VTC : il confirme le gel des immatriculations des voitures de tourisme, «au moins jusqu'au passage de la loi devant l'Assemblée». Un report aux allures de tragédie pour le PDG de Chauffeur-privé, qui fustige une «instabilité législative inquiétante qui gangrène le pays», et redoute un enterrement de la profession, qui «crée pourtant un nombre considérable d'emplois».

Une fois encore, les organisations syndicales des chauffeurs de taxi saluent une mesure qui mettrait fin à une concurrence déloyale jusque-là nourrie par la différence exubérante – voire irrationnelle – du prix de l'immatriculation (jusqu'à 200 000 euros à Paris pour les taxis, quasiment nul pour les VTC). Selon Yan Hascoet, le problème dépasse le simple coût de l'immatriculation et ne devrait pas pénaliser les VTC, qui proposent un service alternatif : «Il y a un problème interne au mode de fonctionnement des taxis locaux, qui travaillent la moitié du temps au remboursement de leurs différentes locations, voitures, licences...» Une analyse qui fait écho à une autre proposition du rapport Thévenoud, désireux de s'attaquer au statut de ces artisans locaux : «Pour eux, il faut faire 4 500 euros de chiffre d'affaires par mois pour dégager 1 centime de bénéfice», a rappelé le député de Saône-et-Loire sur RMC. Il propose donc «de faire évoluer le système pour aller vers la location-gérance [le chauffeur devient progressivement propriétaire de sa licence, ndlr]».

Mais ce rapport n'est pas sans contraintes pour les taxis. Il entend ainsi plafonner à 6,86 euros la course d'approche : «Quand on commande un taxi, pourquoi, quand il arrive, on a déjà 12 euros au compteur ? Je propose de supprimer la course d'approche et de faire en sorte que quand le taxi arrive, on soit au tarif minimum.» Il propose aussi la mise en place d'un forfait fixe, indépendant du temps de parcours comme de la destination ou de l'endroit de prise en charge, pour les courses depuis et vers les aéroports de Paris. Cependant, c'est la décision d'imposer le paiement par carte bancaire qui inquiète le plus Christian Delomel, même s'il n'est «dans l'absolu pas contre» : «Il faut que les frais bancaires soient vraiment raisonnables, nous sommes en général des petites entreprises qui ne peuvent se permettre des taux de commission exorbitants.»

Les VTC comme les chauffeurs de taxi espèrent être mis dans la boucle des négociations pour aboutir à une proposition de loi qui permettrait une concurrence (un peu plus) saine et loyale. ►

TAXIS



55 000
voitures, dont
19 000 à Paris

Tarifs non forfaitaires et réglementés (prise en charge + tarif kilométrique ou horaire)



Peuvent prendre des passagers **sans réservation** dans la rue, stationner sur la voie publique et emprunter les voies réservées aux taxis

VTC

Pas de signalétique lumineuse sur le toit



Réservation obligatoire

12 400
véhicules de tourisme
avec chauffeur

Facture forfaitaire quelle que soit la circulation, fixée au moment de la réservation ou tarif/km (tarifs environ **20 % plus élevés** qu'un taxi hélié dans la rue)



Pas autorisés à prendre des passagers dans la rue n'ayant pas réservé, de stationner sur la voie publique et d'emprunter les voies réservées aux taxis

DU NORD...



AU JAPON, LE LIBRE ÉCHANGE EN ÉCHEC

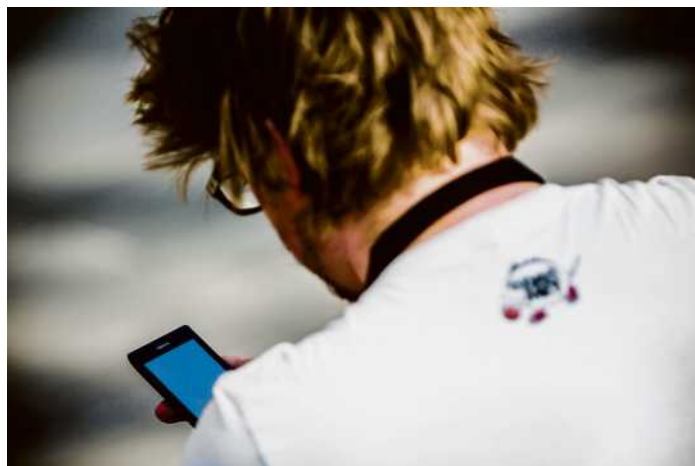
Les dirigeants des États-Unis et du Japon ont reconnu avoir échoué à boucler un accord, hier, sur le «partenariat transpacifique», vaste accord de libre-échange qui regrouperait 12 pays. Le deal achoppe notamment sur les réticences de Tokyo à ouvrir davantage son agriculture. L'un des grands chevaux de bataille de Washington est de faire lâcher Tokyo sur ses cinq «vaches sacrées»: sucre, riz, blé et dérivés, viande de bœuf et porc, et produits laitiers.

...AU SUD



RANA PLAZA: LA COLÈRE DES VICTIMES

Des milliers de personnes ont exprimé leur colère hier sur le site du Rana Plaza, au Bangladesh, un an après l'effondrement du complexe textile qui a tué 1138 ouvriers et blessé 2000 personnes. Seulement 15 millions de dollars (10,8 millions d'euros) ont été apportés à un fonds d'indemnisation de 40 millions, provoquant la colère des syndicats et des ONG. Et les premiers paiements de 640 dollars à chaque victime ou proche n'ont été versés que cette semaine...



Le mobile concentre 61% des plaintes, qui ont toutefois chuté d'un quart. PHOTO L. TROUDE

Télécoms: friture en baisse pour les clients

RÉSEAUX En 2013, le nombre de conflits entre consommateurs et opérateurs a reculé.

Moins de plaintes concernant Internet et moins encore dans le mobile: le cru 2013 de l'Observatoire de l'Afutt (Association française des utilisateurs de télécommunications) marque un net recul du nombre de litiges. Est-ce la qualité des services des opérateurs qui progresse, ou l'habileté des usagers à déjouer les pièges? «C'est un peu des deux», selon l'association, qui a présenté mercredi son bilan.

Elle a reçu 3 200 plaintes en 2013, contre 4190 en 2012 et 2011. Soit un recul de 22%. Cette même décade est observée par le Médiateur des communications électroniques, l'instance de règlement des litiges mis en place par les opérateurs. Il a instruit 8 998 dossiers en 2013, soit une baisse de 23 % par rapport à 2012.

Chassés-croisés. Dans le rapport, le mobile se taille toujours la part du lion. Il concentre 61% des plaintes, alors que celles-ci ont chuté en volume d'un quart. «Le

marché s'est un peu calmé après l'irruption de Free mobile», a expliqué hier Jacques Pomonti, le président de l'Afutt. L'arrivée fracassante de Free mobile en janvier 2012 avait généré beaucoup de résiliations et de changement d'opérateurs, des opérations à hauts risques. Ces chassés-croisés se sont calmés en 2013. S'ajoute un autre facteur de pacification, avec la simplification des offres – deux offres en tout et pour tout chez Free mobile –, le développement de l'illimité et la montée du «sans-engagement», qui facilite le passage d'un opérateur à un autre.

L'Afutt salue au passage les lois Chatel et Novelli, qui ont mis de l'huile lors du divorce des abonnés avec leurs opérateurs. L'association souligne enfin la «maturité» plus grande des consommateurs dans le maniement des outils de communication et leur compréhension des règles du jeu. Particulièrement en matière d'Internet. Moins d'une plainte sur dix concerne la

livraison ou l'installation du matériel. Mais la mise en route est une chose et le bon fonctionnement, une autre: interruption du service, insuffisance du débit, rupture de l'accès au flux de la télévision... Cette non-qualité est pointée dans le tiers des plaintes signifiées à l'Afutt.

Compteurs. Pour le service Internet, c'est Bouygues Télécom qui ferme la marche avec un taux de plainte par abonné entre trois et quatre fois supérieur à celui d'Orange, SFR ou Free. Numéricable, qui totalise 8% des litiges pour une part de marché dans le haut et le très haut débit de seulement 4,4%, n'est pas non plus très performant. Dans le mobile, c'est Orange (comme dans le fixe) qui recense le moins de plaintes, comparé à sa part de marché, suivi de SFR, lui-même talonné par Free Mobile. Après avoir explosé les compteurs l'année de son lancement, l'agitateur est rentré dans le rang.

CATHERINE MAUSSON



BOURSE DE PARIS / CAC40
+0,64 % / 4 479,54 PTS

Transaction: 4 283 893 578€ +62,22%

Les 3 plus fortes

ALSTOM
TECHNIP
SCHNEIDER ELECTR.

Les 3 plus basses

MICHELIN
GEMALTO
RENAULT

BOURSES DU MONDE

New York Dow Jones	16 521,88	+0,12 %
New York Nasdaq	4 153,54	+0,64 %
Londres Footsie 100	6 703,00	+0,42 %
Tokyo Nikkei	14 404,99	-0,97 %

DÉCRYPTAGE

Par AMANDINE CAILHOL

Le Revenu de solidarité active, droits et avoirs

Cinq ans après son entrée en vigueur, et alors que Manuel Valls entend suspendre sa revalorisation, quel bilan tirer du Revenu de solidarité active (RSA)? Trois études, publiées hier dans la revue scientifique de l'Insee, se penchent sur cette aide sociale souvent critiquée, qui concerne 2,3 millions de foyers, soit 7,3 % de la population.

Qui touche quoi?

À la fin 2013, 500 000 foyers, soit 22% des allocataires, ont perçu un RSA «activité» (en complément d'un emploi). Près des deux tiers ont bénéficié du RSA «socle» (RSA forfaitaire). Les 200 000 foyers restants dépendaient des deux systèmes à la fois.

Réduit-il l'exclusion?

En partie seulement. Selon les travaux de Pauline Domingo et Muriel Pucci, le RSA «activité» a permis de sortir 151 000 individus de la pauvreté. Mais les chercheurs appellent que seuls 7 foyers sur 10 éligibles font valoir leur droit à cette prestation (manque de connaissance, rejet ou instabilité des situations). Idem pour le RSA «socle», qui n'est sollicité que par 35% des foyers pouvant en bénéficier. Au total, si toutes ces personnes avaient fait valoir leur droit,

ce sont 645 000 personnes qui auraient pu sortir de la pauvreté. Le taux de pauvreté a donc bien baissé (de 0,3 point en 2010) grâce au RSA, mais la baisse aurait pu être bien plus importante en cas de plein recours (1,1 point). En moyenne, les 776 000 foyers concernés ont perdu 83 euros par mois. L'Etat a, quant à lui, fait des économies significatives...

Favorise-t-il l'emploi?

Tout dépend de la catégorie d'allocataire. L'étude menée par Véronique Simonnet et Elisabeth Danzin montre que la création du RSA n'a pas eu d'impact sur le taux de retour à l'emploi des hommes. En revanche, l'effet est positif sur l'emploi des mères isolées, notamment celles ayant de jeunes enfants à charge. La reprise d'emploi se vérifie aussi pour les femmes en couple, mais essentiellement pour du temps partiel.

Est-il adapté aux 25 ans?

Oui. Les travaux d'Olivier Bargain et Augustin Vicard montrent que le RMI et le RSA n'ont pas d'effet répulsif marqué sur l'emploi des jeunes de 25 ans (sauf, et de manière très faible, sur les non qualifiés), et ne sont donc pas des trappes à inactivité durable pour jeunes, comme certains le craignaient. ♦

C'EST POUR VOUS france culture

L'ÉCONOMIE EN QUESTIONS

DOMINIQUE ROUSSET CHAQUE SAMEDI 11H-12H

RETROUVEZ CHAQUE SEMAINE LES DOSSIERS DU CAHIER ECOFUTUR DE LIBÉRATION

en partenariat avec **Libération** franceculture.fr



Facebook sur la rampe mobile

En explosant bénéfices et chiffre d'affaires, le réseau social continue son ascension boursière. Sa stratégie est désormais centrée sur les smartphones, où il multiplie les acquisitions.

Par **CHRISTOPHE ALIX**

Ces dernières semaines, la déroute boursière de quelques valeurs internet stars avait réveillé le spectre du krach du début des années 2000. La «plantade» magistrale de King, la maison mère de l'éditeur du jeu *Candy*

ANALYSE

Crush, lors de son introduction boursière, ou les 150 milliards de dollars (108 milliards d'euros) de capitalisation partis en fumée entre la mi-mars et la mi-avril sur le Nasdaq étaient scrutés comme des signes avant-coureurs du retour d'une bulle internet menaçant à nouveau d'exploser. Les résultats publiés avant-hier soir par Facebook ne changeront probablement rien au haut niveau de risque qui reste associé à une économie internet en perpétuelle reconfiguration et dont le réseau social a lui aussi déjà fait les frais (-18% en Bourse en mars). Mais en dépassant une nouvelle fois et dans les grandes largeurs les attentes des analystes, la société dirigée par Mark Zuckerberg réaffirme la robustesse de son modèle publicitaire et suggère que les 19 milliards de dollars dépensés pour racheter WhatsApp et étoffer son écosystème d'applications mobiles n'étaient peut-être pas qu'un caprice d'enfant gâté.

BOND. Les chiffres parlent d'eux-mêmes et confirment l'envol de Facebook, en particulier dans le mobile, où se concentre désormais l'essentiel de la croissance des géants d'Internet. Le chiffre d'affai-

res fait un bond de 72% sur un an, à 2,5 milliards de dollars avec une progression des seules recettes publicitaires de 82% dont le prix payé par annonce, longtemps stagnant ou en baisse, progresse à nouveau. Le bénéfice net trimestriel fait mieux encore, multiplié par trois, à 642 millions de dollars. Deux ans après son arrivée, pourtant ratée, au Nasdaq, Facebook vaut aujourd'hui 60,5% de plus et atteint un niveau de valorisation digne des grandes heures de la bulle.

«C'est notre plus forte croissance publicitaire en près de trois ans», s'est félicitée la numéro 2 de Facebook, Sheryl Sandberg, qui y voit la rançon du succès du virage pris dès la fin 2012 par le réseau social en direction des mobiles et tablettes. La part de la publicité sur mobile ne cesse en effet d'augmenter dans l'activité du site: elle est passée de 53% au dernier trimestre 2013 à 59% au premier trimestre 2014.

Reputée moins efficace et visible que la publicité sur ordinateur, la publicité sur mobile reste moins rentable et avec un niveau d'accep-

tabilité des internautes plus limité, comme l'indique une récente étude de l'institut Forrester. Mais les smartphones devraient permettre à l'avenir d'aller plus loin que les ordinateurs dans la segmentation et la personnalisation des messages publicitaires. Un marché sur lequel Facebook est parmi les mieux placés grâce à la masse d'informations que le réseau social ne cesse d'accumuler sur ses 1,28 milliard d'utilisateurs mensuels, dont 1 milliard sur mobile.

Lors de la conférence de présentation des résultats, Sheryl Sandberg n'a ainsi pas exclu d'utiliser à cet usage les informations récoltées avec certaines des fonctionnalités

Facebook a récemment lancé de nouvelles applications et a annoncé hier le rachat de Moves.

du site comme celle présentée récemment et utilisant la géolocalisation pour alerter les utilisateurs quand certains amis se trouvent à proximité. Facebook compte également sur deux nouveaux formats

publicitaires pour améliorer leur impact et asseoir sa croissance future: les vidéos qui se déclenchent automatiquement (+785% au premier trimestre) et les photos sponsorisées par des marques sur l'application de partage de photos Instagram, rachetée par Facebook à l'été 2012. «De par ses usages et le nombre de ses utilisateurs, Facebook est au cœur du nouvel écosystème mobile d'Internet», explique Mark Mahaney, analyste pour les valeurs internet chez RBC Capital Markets. Ces deux nouveaux formats ont un très fort potentiel et sont susceptibles de devenir des sources de revenus majeures pour Facebook.»

Selon les prévisions du cabinet américain eMarketer, les annonceurs devraient d'ailleurs accentuer cette année leur redéploiement vers la publicité sur mobile en y investissant pas moins de 32 milliards de dollars en 2014. Et si Google devrait concentrer à lui seul presque la moitié de ce nouveau marché (47%), la part de Facebook y atteindrait 21,7%.

Au-delà de ces projections propres à rassurer les marchés, Mark Zuckerberg a esquissé un «après-Facebook» avec la création d'un «écosystème complet» de différentes applications (WhatsApp, Messenger, Instagram, etc.) permettant aux internautes de partager leur vie en ligne. Un écosystème pour lequel la priorité reste aujourd'hui d'augmenter la base d'utilisateurs (WhatsApp vient de dépasser la barre des 500 millions d'utilisateurs) avant de gagner de l'argent. «Toutes ces applications doivent d'abord grossir avant de devenir de nouvelles sources de revenus, a-t-il expliqué. Leur monétisation n'est pas notre priorité de court terme.»

«PARIS». Bien conscient des risques d'usure de son navire amiral, dont les membres vieillissent et qui est en partie déserté par des ados à la recherche de nouvelles interactions, Facebook a récemment lancé de nouvelles applications, comme le journal en ligne Paper, et a annoncé hier le rachat de l'application mobile Moves, qui permet de surveiller son activité physique sur un iPhone ou un smartphone opérant sous Android. S'y ajoutent quelques «paris à long terme sur l'avenir», selon les mots de Mark Zuckerberg, comme l'acquisition à 2 milliards de dollars du spécialiste de la réalité virtuelle Oculus VR autorisée en début de semaine par le gendarme américain de la concurrence (FTC). Riche d'un trésor de 13 milliards, Facebook, suivant l'exemple de Google, se diversifie, ne mettant plus ses billes dans le même panier. Avec le risque, cependant, de s'éparpiller. ♦

REPÈRES

L'ACTION FACEBOOK

à New York

38,23\$

le 18 mai 2012*



* Jour de son introduction en Bourse

** en séance

61,36\$

Hier**

+60,5% en deux ans

43,71

millions d'iPhone ont été vendus le dernier trimestre soit une hausse de 14% sur un an. Les ventes de l'iPad ont baissé de 13% sur un an.

VU DE BERLIN

Par DELPHINE NERBOLIER (intérim)

Bernie Ecclestone, grand manitou de la F1, attendu au tournant par les juges

En entrant jeudi dans le tribunal de Munich, Bernie Ecclestone, 83 ans, était en terrain connu : le «grand argentier de la Formule 1» y a témoigné en 2012 dans le procès de Gerhard Gribkowski, ancien membre du directoire de la banque munichoise BayernLB. Hier, il a retrouvé le même juge et le même banquier allemands, dans le cadre de son propre procès. Celui qui règne en maître depuis des décennies sur la F1 comparait pour corruption, accusé d'avoir versé 44 millions de dollars (31,8 millions d'euros) de pots-de-vin, en 2007, à ce banquier munichois. Selon l'acte d'accusation, Ecclestone lui aurait graissé la patte afin de convaincre BayernLB de vendre ses parts de la société SLEC –détentrice des droits commerciaux de la F1– au fond britannique d'investissement CVC Capital. Ecclestone restait ainsi directeur général et gardait le contrôle de l'empire qu'il a créé.

Personne ne nie le paiement des 44 millions de dollars. La question est de savoir pour quoi ils ont été versés. Sur ce point, le face-à-face s'annonce intense entre Ecclestone et Gribkowski. Le banquier de 56 ans, père de trois enfants, n'a plus rien à perdre. Il a été condamné en 2012 à huit ans et demi de prison pour fraude fiscale, n'ayant pas déclaré cette somme. Depuis, il a collaboré avec la justice pour mettre en cause Ecclestone et bénéfi-

cier d'un aménagement de peine. Ecclestone affirme de son côté avoir été victime d'un chantage : Gribkowski aurait voulu le dénoncer au fisc britannique dans le cadre d'une affaire concernant la fondation Bambino, détenue par son ex-femme, qui versera au banquier une partie des 44 millions de dollars. Mais pas pour le corrompre, jure Bernie, juste pour s'assurer de son silence.

Ce procès, qui doit durer jusqu'en septembre, permettra de passer à la loupe le système Ecclestone. Gribkowski symbolise à lui seul la manière dont le grand maître de la F1 a instrumentalisé son entourage. Selon de nombreux témoignages, le banquier a changé au contact de Bernie. Au départ, Gribkowski voulait faire le ménage dans l'empire Ecclestone, en apportant de la transparence à un système où cohabitaient une multiplicité de firmes, de contrats et de sources de financement. Mais c'était avant de céder au luxe, au plaisir des vols en jet privé et aux sorties sur le yacht du milliardaire. Du haut de son 1,60 m, Bernie a refusé tout accord avec la justice. Contestant les accusations qualifiées par sa défense d'«inexactes, trompeuses, et vagues», il préfère un procès «afin de tout clarifier» et de «pouvoir reprendre le travail au plus vite». Mais il risque dix ans de prison maximum, et s'il est condamné, il pourrait perdre la main sur la F1. ♦



LES GENS

BENZEMA DONNE L'AVANTAGE AU REAL MADRID FACE À MUNICH

Karim Benzema a été mercredi soir le buteur d'un Real hyperréaliste face à un Bayern dominateur mais stérile, en demi-finale aller de Ligue des champions (1-0). Il n'a eu besoin que d'une tentative pour marquer sur un contre rondement mené. «J'ai eu un début de saison un peu poussif, mais il me fallait du temps de jeu, enchaîner les matchs, la confiance de l'entraîneur. Tout va bien.» Il n'y a plus qu'à jouer comme ça en juin au Mondial brésilien. En attendant, l'ancien Lyonnais se verrait bien en finale de Ligue des champions, après trois échecs consécutifs en demi avec Madrid. Mais, pour cela, il faudra résister à Munich mardi. «Ça va être comme le match aller. Sauf que, cette fois-ci, ils vont encore plus attaquer...» PHOTO AFP

Tony Parker aura sa salle de shoots à Villeurbanne

BASKET Les élus du Rhône ont conclu un accord qui va permettre d'ériger près de Lyon l'Arena dévolue aux joueurs de l'Asvel.



Tony Parker sous les couleurs de l'Asvel en 2011. Le joueur est actionnaire du club depuis 2009. PHOTO LAURENT CIPRIANI AP

Finis les bisbilles entre élus du Rhône sur le lieu d'implantation de la future salle de l'Asvel, le club de basket de Villeurbanne dont Tony Parker est l'actionnaire majoritaire depuis mars. Après avoir laissé planer l'ambiguïté pendant des années en évoquant différents lieux, Gérard Collomb, le maire PS de Lyon et président de la Communauté urbaine –le Grand Lyon–, a annoncé mardi à Libération que l'Arena serait construite à Villeurbanne.

«J'ai dit à Jean-Paul Bret [le maire PS de Villeurbanne, ndlr] que c'était à lui de choisir le terrain», précise l' élu lyonnais, ajoutant que «la salle sera à Villeurbanne ou aux abords de Villeurbanne». L'un des sites possibles, le Carré de soie, se trouve à cheval sur la commune de Vaulx-en-Velin.

Difficultés. Du côté de Gaëtan Müller, représentant image de Tony Parker en France et vice-président de l'Asvel, la nouvelle suscite une réaction prudente : «Cela fait quatre ans qu'on entend parler d'une grande salle», rappelle-t-il. Et, devant les difficultés à faire

aboutir le projet, Tony Parker a failli plaquer l'Asvel à deux reprises, la dernière fois en septembre.

Sur le choix du site, Gaëtan Müller assure que le champion «n'a pas directement de préférence, même si la notoriété du club s'est jouée et s'est construite à Villeurbanne».

«Il faut que le lieu ait du sens et s'inscrive dans le projet global de développement du club.»

Gaëtan Müller représentant de Tony Parker

Pour autant, le meneur de jeu de l'équipe de France et des San Antonio Spurs, avec lesquels il est triple champion NBA, aura son mot à dire, car «l'avenir du club dépend de cette salle aussi». «Il faut que le lieu ait du sens et s'inscrive dans le projet global de développement du club», précise Gaëtan Müller. Outre une équipe de niveau européen, Tony Parker veut créer dans le Rhône un centre de formation, qui sera baptisée la Tony Parker Académie. Quid du financement ? Selon Gérard Collomb, il sera identique au grand stade de football de l'Olympique lyonnais : «Le Grand Lyon prendra

en charge la desserte, voirie et transports en commun», le reste étant laissé au privé. D'après le maire de Lyon, Tony Parker aurait trouvé «des partenaires financiers très solides pour pouvoir construire cette salle». Gaëtan Müller relativise : «Il y a des pistes, mais aucune décision

n'a été prise, on sera amenés à parler de cela fin juin.» Sur la date d'achèvement de la salle, Gérard Collomb reste prudent : «On va essayer de la faire assez vite, d'ici trois-quatre ans.»

Si les délais sont tenus, ce calendrier coïnciderait avec celui de Tony Parker. «Je veux jouer encore cinq ou six ans en NBA, avait annoncé Tony Parker dans l'Equipe en mars. Et ensuite, je ferai ma dernière saison avec l'Asvel. Le rêve, ce serait que je la fasse dans la nouvelle salle.»

Jusqu'ici, le club de Villeurbanne n'a pas brillé sous le règne Parker. Entrée comme actionnaire minoritaire en 2009, la star confirme plutôt l'adage selon lequel un grand joueur n'est pas forcée-

ment un dirigeant visionnaire. Pourtant, «TP» mouille la chemise. Selon son entourage, il passe de nombreuses heures dans sa propriété texane à disséquer les performances de son équipe. Pas sûr qu'il s'en réjouisse car, sur les quatre dernières années, les résultats s'avèrent médiocres : 9^e, 6^e, 12^e, 3^e, très loin de l'âge d'or du début des années 2000.

Assortiment. Tony Parker a installé l'un de ses proches sur le banc, Pierre Vincent, ancien sélectionneur de l'équipe de France féminine. Il entretient une amitié très forte avec Edwin Jackson, l'ailier-shooter de l'Asvel, seul joueur de dimension internationale. Le reste de l'effectif est plutôt composé d'ex-gloires déclinantes (Amara Sy, Uche Nsonwu) et d'espoirs jamais confirmés (Pacelis Morlande, Marko Keselj). Un assortiment brinquebalant qui ressemble à s'y méprendre aux piètres Charlotte Bobcats dont Sa Majesté Michael Jordan est propriétaire depuis 2010.

CATHERINE COROLLER (à Lyon) et WILLY LE DEVIN

DÉSINTOX



ALAIN BRILLON

«L'Union européenne a injecté des milliards d'euros dans le développement de l'industrie photovoltaïque, elle n'a pas eu la moindre politique industrielle. Quand un cri d'alarme a été poussé par les entreprises européennes, disant "Vous nous laissez nous faire massacrer par les Chinois", il n'y a eu aucune réaction.»

Laurent Wauquiez
député UMP
le 16 avril sur France Inter

Wauquiez voit l'Europe ouverte aux vents chinois

A l'approche des élections européennes, il est de bon ton d'affubler l'Union à vingt-huit de tous les maux. La semaine dernière, sur France Inter, avec Laurent Wauquiez, qui brocardait l'«idéologie du libre-échange absolu» de l'UE. Pour étayer son propos, le député-maire UMP du Puy-en-Velay (Haute-Loire) prenait l'exemple des fabricants de panneaux solaires. «Qu'a fait l'Union européenne ? Elle a injecté des milliards d'euros sur le développement de l'industrie photovoltaïque, elle n'a pas eu la moindre politique industrielle. Quand un cri d'alarme a été poussé par les entreprises

européennes, disant "Vous nous laissez nous faire massacrer par les Chinois", il n'y a eu aucune réaction. [...] Cela aboutit à un rejet de l'Europe qui n'est pas infondé.» A ce marché ouvert aux quatre vents, Laurent Wauquiez oppose le bunker américain. «Les Etats-Unis ont développé le photovoltaïque et, dans le même temps, ils ont décidé de fermer les frontières par rapport à la Chine car ils considéraient que la Chine faisait du dumping et qu'elle ne respectait pas les règles du jeu.»

L'UE serait donc la grande naïve de la mondialisation ? Contrairement à ce qu'affirme Laurent Wauquiez, l'Europe n'est pas restée passive devant l'invasion de panneaux photovoltaïques «made in China» à prix cassés. Le phénomène était réel. En 2011, la Chine a vendu 21 milliards d'euros de panneaux photovoltaïques à l'Europe, s'emparant ainsi de 80% du marché. «A l'époque, les produits chinois se vendaient à 45 centimes le watt, tandis que les fabricants européens arrivaient difficilement à descendre sous

les 60 centimes», se souvient Romain Poubeau, responsable du photovoltaïque au Syndicat des énergies renouvelables (SER), qui regroupe les industriels du secteur.

Devant cette concurrence déloyale, les professionnels du solaire, en particulier l'allemand SolarWorld, ont bien «poussé un cri d'alarme». Et contrairement à ce qu'affirme Wauquiez, celui-ci n'est pas resté vain. A l'automne 2012, le commissaire européen au Commerce, Karel de Gucht, a ainsi lancé une en-

Sans attendre la publication de l'enquête sur le dumping de panneaux solaires, l'Europe a annoncé une surtaxe de 11,8% en juin 2013.

quête sur le dumping, c'est-à-dire la vente de panneaux à perte, par les Chinois. Très vite, les soupçons se confirment : la Commission estime que les produits chinois sont vendus en moyenne 88% en dessous de leur prix réel. Sans attendre la publication de l'enquête, l'Europe annonce une surtaxe de 11,8% en juin 2013, et prévoit de la passer à 47% deux mois plus tard.

L'annonce déclenche les foudres de la Chine qui, en guise de représailles, lance une enquête sur les vins européens.

Les deux parties trouvent finalement un accord à l'amiable en juillet. Les deux tiers des industriels chinois s'engagent à ne plus vendre leurs panneaux en dessous de 56 centimes le watt, dans la limite d'un volume total de 7 gigawatts. En décembre, cet accord débouche sur un règlement européen. Les industriels chinois

qui ne respectent pas le prix plancher sont alors soumis aux surtaxes initialement prévues. «L'effet protecteur est évident, estime Romain Poubeau. Cette mesure a mis un coup d'arrêt à la baisse vertigineuse des prix, qui avaient été divisés par cinq en cinq ans». La part du photovoltaïque chinois décroît légèrement, pour atteindre 70% aujourd'hui. Les Etats-Unis, cités en modèle par Wauquiez, ont certes frappé plus fort. Dès octobre 2012, ils ont adopté des surtaxes atteignant 250%. Sauf que la mesure

a été contournée... «Comme elle ne concernait que la Chine et certains composants, les cellules, les industriels sont allés fabriquer ces pièces à Taiwan», explique Romain Poubeau. En janvier, les Etats-Unis ont donc lancé une nouvelle enquête qui pourrait déboucher sur... des mesures proches de celles de l'UE.

«Le problème de l'Europe, c'est le retard à l'allumage, souligne Arnaud Gossement, avocat spécialisé dans le droit de l'environnement. Pour les fabricants français, le mal était fait.» Aujourd'hui, seuls deux acteurs européens, SolarWorld et REC, figurent dans le top 20 des industriels du secteur. En janvier 2013, la France a bien tenté de rattraper le coup en adoptant un tarif bonifié de 5 à 10% pour l'électricité produite par les panneaux européens. Mais sous la pression de la Commission européenne, qui estimait que cette mesure allait trop loin, elle s'est résolue à l'abroger en mars dernier. En revanche, les boucliers européens, passés inaperçus aux yeux de Laurent Wauquiez, restent en vigueur.

AMÉLIE MOUGEY

LA RECHUTE

LE FOLL RETOMBE DANS LE TROU DE LA SÉCU

Etre porte-parole du gouvernement, c'est régulièrement vanter l'action des siens. Pour cela, Stéphane Le Foll a son exemple préféré : la réduction du déficit de la Sécurité sociale. «Il était de combien quand on est arrivé ? Plus de 20 milliards. Il est de combien aujourd'hui ? Il va être de 12 milliards», se félicitait-il récemment sur France Inter. Le Foll ne fait que recycler un argument qu'il utilisait déjà du temps où il n'était que «simple» ministre... mais qui ne tient pas. Ce qui est vrai, c'est que le gouvernement table sur un déficit du régime général et du fonds de solidarité vieillesse de 12,8 milliards en 2014. En revanche, ce «trou» n'a pas attendu la gauche pour diminuer : de 28 milliards en 2010, il est descendu à 20,9 en 2011, 17,5 en 2012 et 16,2 en 2013.

BOBARD SANS FRONTIÈRES

ÉNERGIE SOLAIRE : COSSE ASSOMBRI LE TABLEAU

Emmanuelle Cosse est «désespérée». La patronne de EE-LV, récente invitée du Bondy Blog Café, s'attristait que la France soit «le seul pays d'Europe où la filière solaire a perdu des emplois l'année dernière, parce que le gouvernement passait son temps à déréglementer». Certes, depuis 2010, la réduction des soutiens et les changements de réglementation ont freiné le secteur, et la France reste à la traîne. Mais c'est surtout la concurrence asiatique qui a miné cette industrie en plein essor... un peu partout en Europe, rien déplaît à Cosse. En 2013, l'Allemagne a ainsi perdu 22 000 emplois, soit un quart de ce qui avait été créé depuis 2006. Même reflux en Italie et en Espagne.

Retrouvez la page Désintox le mardi et le vendredi dans Libération.



VRAI FAUX LA FRAUDE AUX ALLOCATIONS NE COÛTE PAS 20 MILLIARDS PAR AN

Les économies trop faciles de Geoffroy Didier

Où trouver 50 milliards d'euros à économiser ? La Droite forte a plein d'idées pour le gouvernement de Manuel Valls. La semaine dernière, sur iTélé, Geoffroy Didier, l'un des fondateurs de ce mouvement ultrasarkozyste de l'UMP, a ainsi appelé à lutter contre l'assistanat et les «fraudeurs multirécidivistes», qui grèveraient les comptes de l'Etat. «Il y a selon un rapport parlementaire 20 milliards

d'euros par an de fraude aux allocations sociales, 20 milliards d'euros», s'étranglait-il. On ne saurait que trop lui conseiller de relire le rapport auquel il fait allusion, présenté en juin 2011 devant l'Assemblée nationale par le député UMP Dominique Tian. Ce document fait bien état d'une «fraude sociale» de «près de 20 milliards d'euros». Mais fraude sociale ne signifie pas, contrairement aux

apparences, fraude aux allocations sociales. En réalité, l'arnaque aux allocs est estimée par ce rapport «entre 2 et 3 milliards» d'euros, loin des 20 milliards brandis par Geoffroy Didier. L'essentiel de ce montant correspond en fait au travail dissimulé et à la tromperie sur les cotisations patronales : un ensemble qui représente 8 à 16 milliards, selon les estimations.



SUR LIBÉRATION.FR

Désintox
Richtig-Falsch!

Désintox traque tous les jours petits et gros mensonges du débat public, en partenariat avec Libération et 2P2L. Une pastille d'impartialité à retrouver du lundi au jeudi, sur Arte, dans l'émission présentée par Elisabeth Quin 28 Minutes, à partir de 20h05, et sur Libération.fr.

REGARDS DE MARCHANDS DE PRESSE (4) Faouzi, kiosquier à Saint-Denis:

«Mettez une page turf, ça va monter en flèche»

La crise de *Libération*, c'est, au-delà de ses spécificités, aussi la crise de la presse en général. Pour tous les titres, les ventes en kiosques dégringolent, alors que longtemps, celles-ci ont représenté la principale source de revenus des journaux. Du coup, cette crise affecte aussi celles et ceux qui, à l'autre bout de la chaîne, vendent les titres: kiosquiers, maisons de la presse... Les salariés de *Libération* sont allés leur demander de raconter leur métier, leurs difficultés, leur vision de la crise de la presse et de celle de *Libé*. Aujourd'hui, Faouzi, vendeur de journaux à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

Recueilli par **LES SALARIÉS DE «LIBÉRATION»**

Depuis quatre ans, Faouzi tient l'unique kiosque du centre-ville de Saint-Denis (93). A deux pas de l'arrêt de tramway qui dessert l'immense marché couvert de la ville, au bord de la place du 8-mai-1945, il répond sans hésiter à la question «qui achète *Libé*?»

«**BOBOS**». «Ceux qui achètent *Libé*, ce sont les bobos de Saint-Denis. Des gens des médias, des intellectuels ou des artistes. Ce sont

tous des habitués, tous entre 45 et 55 ans. J'en vends entre sept et dix chaque jour, toujours aux mêmes. Ceux qui sont un peu plus âgés, ici, ils achètent *l'Huma*. Quand je vends plus de *Libé*, c'est qu'il y a un gros scandale politique en une, genre les écoutes de Sarkozy. Là, les gens en parlent, et ils peuvent repartir avec *Libé* parce qu'ils sont sensibles à la une. Mais quand ça retombe, on en revient très vite aux mêmes habitués.

Libération
NOUS SOMMES UN JOURNAL

Bon, c'est toujours plus que le *Figaro*, hein! Ici, je n'en vends pratiquement pas. Mais c'est normal, on est à Saint-Denis!

«La presse ne va pas bien, c'est vrai, mais

je crois que c'est surtout à cause de la crise qui touche toute la population. Je sais qu'on accuse souvent Internet et les journaux gratuits, mais je ne crois pas qu'ils soient responsables de la baisse des ventes. Au contraire, même, je pense qu'ils donnent envie de s'informer, et qu'ils devraient, en théorie, booster les ventes. Quand les gens s'informent, ils ont envie de plus d'information. Mais avec la crise, les clients n'ont plus les moyens, ils font attention à leurs dépenses. Le pouvoir d'achat a tellement baissé qu'une personne qui achetait un quotidien tous les jours de la semaine, elle va aujourd'hui se contenter de deux ou trois jours. Même le *Monde*, j'en vends moins, alors que généralement ce sont des gens qui ont plus les moyens, comme des médecins. Une cliente qui l'achetait tous les jours m'a dit l'autre fois qu'elle ne pouvait plus se le permettre. Les hebdo, c'est pareil.

«**CURIEUX**». «Les habitués, maintenant, ils regardent la une avant d'acheter, ce ne sont plus des acheteurs réguliers. Aujourd'hui, les gens ont peur du lendemain, et c'est mal parti pour s'améliorer. Si je ne vendais que des quotidiens, j'aurais déjà fermé depuis longtemps. Mais, ici, c'est une ville de désespoir, et la grande majorité des gens, il ne leur reste plus que l'espoir de gagner au jeu, au Loto, au PMU. Du coup, ils achètent les journaux de tiercé, *Paris Turf* et les autres. Ce sont eux qui me font vivre. Même quand ils achètent un quotidien classique, c'est *Aujourd'hui en France* et le *Parisien*, et je ne sais pas s'ils le lisent vraiment, ou si c'est juste pour les dernières pages, celles avec les pronostics.

«A une époque, *l'Huma* en faisait aussi, et ils vendaient plus. Pour vendre plus de *Libération*, ici, sincèrement, c'est facile: vous réservez une page pour le turf, et les gens, ils vont vous acheter, ça va monter en flèche! En banlieue, au moins. Et peut-être que, du coup, les gens vont jeter un coup d'œil sur le reste. Ils seront curieux de voir ce qu'ils ont acheté et vous pourrez sans doute gagner de nouveaux lecteurs.» ♦

NOUS SOMMES DES PHOTOGRAPHES

Par **RÉMY ARTIGES**

«Self-portrait»,
14 mars.



SUR LES INTERNETS

► **Twitter** @nousjournal
► **Facebook** facebook.com/noussommesunjournal
► **Tumblr** noussommesunjournal.tumblr.com
► **Mail** noussommesunjournal@gmail.com

Entretien avec Peter Magubane, qui couvrait il y a 20 ans les premières élections libres d'Afrique du Sud.

«Ma vie a changé quand je suis devenu le photographe de Madiba»

Recueilli par
PATRICIA HUON,
correspondante
de Libération en
Afrique du Sud.

Peter Magubane, né en 1932, a grandi à Sophiatown, Johannesburg. Un quartier dont les habitants noirs seront expulsés pour

céder la place aux nouveaux résidents blancs. C'est au moment de ces évictions, à partir de 1955, que Magubane commence sa carrière de photographe au sein du célèbre magazine sud-africain *Drum*. Il a documenté en images l'histoire de l'Afrique du Sud pendant plus d'un demi-siècle, couvrant des événements tels que le massacre de Sharpeville en 1960, le procès de Rivonia en 1963, ou les émeutes de Soweto en 1976. Sous l'apartheid, il a été arrêté, détenu à l'isolement pendant 586 jours, et interdit de photographier durant cinq ans. «Son engagement dans le photojournalisme a aidé à paver la route vers la transformation de l'Afrique du Sud», dira de lui Nelson Mandela, qui l'a choisi pour être son photographe officiel après sa sortie de prison, en 1990.

Les photos de Magubane ont été publiées dans de nombreux magazines et exposées partout dans le monde. L'une d'elles est celle de Mandela qui dépose son bulletin de vote dans l'urne, lors des premières élections démocratiques le 27 avril 1994. Désormais âgé de 82 ans, gravement malade, le photographe a reçu *Libération* dans sa résidence de Melville, un quartier de Johannesburg, pour partager ses souvenirs de ce jour historique.

Comment s'est déroulée la journée du 27 avril 1994 ?

Je me suis levé tôt ce matin-là. Nelson Mandela a toujours été matinal et ce n'était pas quel- qu'un que l'on pouvait se permettre de faire attendre. Sur- tout pas ce jour-là. Nous avons pris l'avion pour la province du Kwazulu-Natal, où il allait voter – à l'école de Ohlange, près de Durban, où est enterré John Dube, le premier président du Congrès national africain. A partir du moment où je suis devenu le photographe officiel de Madiba, à sa sortie de prison, ma vie a changé. J'étais au premier rang pour suivre cet homme extraordinaire et être



Un jeune sud-africain à côté d'une pancarte «réservé aux Blancs», en mai 1968. PHOTO PETER MAGUBANE, RAND DAILY MAIL, GALLO, GETTY IMAGES

un témoin de l'histoire en train de s'écrire.

Quelle était l'atmosphère ce jour-là ?

C'était une journée magnifique. Je n'avais jamais rien vu de si- milaire avant. Il y avait d'im- menses files devant les bureaux de vote, sous un soleil radieux. De toute façon, qu'il pleuve ou qu'il vente, rien n'aurait pu dé- courager tous ces Sud-Afri- cains qui venaient voter pour la première fois. Toutes les gé- nérations étaient présentes, cer- tains chantaient, dansaient... Il y avait une atmosphère très joyeuse. Le processus était as- sez lent à cause du nombre d'électeurs et du fait que beau- coup ne savaient pas comment procéder [le scrutin s'est pro- longé pendant trois jours, ndlr]; des gens avaient marché pen- dant des heures depuis leur vil- lage pour effectuer ce geste. Mais tout le monde était pa- tient, on avait attendu pendant tellement longtemps. Ce mo- ment, c'était miracle, personne n'y avait vraiment cru.

Qu'est-ce que vous avez res- senti au moment du vote ?

Mettre pour la première fois de ma vie un X sur le bulletin de vote, décider qui dirigera le pays, se débarrasser de l'op- presseur, c'était émouvant. J'avais vu tellement de gens mourir au cours des années précédentes. Moi-même, pen- dant quarante ans, j'ai lutté avec mon appareil photo en guise de fusil. Photographe était un acte militant, et j'ai été arrêté et jeté en prison pour ça. Ce jour marquait un tournant : ce pour quoi on s'était battu se réalisait enfin. Et il n'y avait bien sûr aucune hésitation quant à qui j'allais donner mon vote ! Les jeunes d'aujourd'hui n'imaginent pas ce qu'était l'apartheid, l'oppression. On peut leur raconter ce qui s'est passé, mais ils ne l'ont pas vécu. C'est peut-être pour cela que, vingt ans plus tard, beau- coup se désintéressent de la po- litique et ne vont pas voter.

Il y avait eu beaucoup de violence à travers le pays dans les mois précédents le scrutin. Est-ce que les électeurs crai- gnaient pour leur sécurité ?

Il y avait évidemment la crainte

que quelque chose arrive à Nel- son Mandela et des mesures de sécurité strictes avaient été prises. Tout le monde savait que si un drame avait lieu, le pays serait à feu et à sang. Mais les gens étaient tellement exci- tés qu'ils étaient confiants. Ce jour-là, ils avaient remis leur destin entre les mains de Dieu. Et Madiba lui-même montrait l'exemple : il n'avait pas peur. On circulait en voiture, en s'ar- rêtant pour qu'il salue la foule ou quelqu'un qu'il connaissait. Les gens l'acclamaient, cer- tains voulaient le toucher.

Comment a réagi la population à l'annonce des résultats ?

C'était une immense célébra- tion, partout dans le pays. A Soweto, à l'hôtel Carlton où Nelson Mandela a annoncé sa victoire, tout le monde expri- mait sa joie, enlaçait son voi- sin... Beaucoup n'ont pas fermé l'œil de la nuit. Ce jour-là, j'ai ressenti de l'amour, de l'ac- ceptation, de la confiance en l'avenir. Il y avait des enfants, des adultes, des Noirs, des Blancs qui faisaient la fête en- semble. Il ne faut pas oublier

qu'il y avait aussi des Sud- Africains blancs qui étaient heureux que l'apartheid soit terminé.

Vous avez pris une célèbre photo de Nelson Mandela dépo- sant son vote dans l'urne...

C'était la première fois que Nel- son Mandela, comme des mil- lions de Sud-Africains noirs, votait. Son sourire en dit beau- coup sur le sentiment d'allé- gresse et de victoire qui régnait ce jour-là. J'attendais près de l'urne qui se trouvait dehors [en réalité, Nelson Mandela a voté à deux reprises – pour les élections nationales et provinciales –, une des urnes ayant été déplacée à l'extérieur afin de permettre aux photographes d'obtenir leur cli- ché]. Je savais que c'était un moment historique. Je voulais prendre une photo dont on se souviendrait des années plus tard. J'ai pris trois ou quatre cli- chés, et je savais que j'avais ma photo. Avec l'âge, ma mémoire n'est plus très bonne, mais je me souviens parfaitement de ce moment. C'est à cet instant que j'ai réalisé que je photogra- phiais un président. ◆

Pourquoi nous ne voterons pas le pacte de stabilité

Par **LAURENCE DUMONT, JEAN-MARC GERMAIN et CHRISTIAN PAUL** Députés PS

Le 29 avril, nous ne voterons pas le pacte de stabilité de François Hollande. Pour la première fois depuis juin 2012, nous n'apporterons pas notre suffrage au gouvernement issu de la majorité à laquelle nous appartenons.

Le redressement dans la justice, l'engagement clé du Président et de chacun d'entre nous, n'a pas été abandonné après 2012.

Mais notre conviction s'est faite, et rien n'est venu la démentir : le nouveau plan qui nous est soumis n'atteindra pas ces deux objectifs majeurs. Ce n'est pas le diagnostic qui nous distingue : nous connaissons l'état de notre appareil industriel, les finances publiques naufragées par la droite, le modèle social à protéger. Mais c'est bien la recherche du bon chemin pour l'économie française et de choix justes dans le partage des efforts indispensables qui nous guident.

Le redressement ne sera possible que si de réelles et judicieuses contreparties sont demandées aux entreprises pour

Les 50 milliards d'économies créent un risque majeur de récession et peuvent être considérablement atténués si les aides aux entreprises sont mieux ciblées : pourquoi s'enfermer ?

Notre désaccord ne s'exprime pas simplement dans les milliards de la macro-économie, mais d'abord dans les euros de la vie quotidienne. Où est la justice quand, pour financer la baisse des prélèvements des entreprises, on envisage la baisse du pouvoir d'achat des pensions de retraite, des allocations familiales, des aides au logement et du traitement des fonctionnaires, y compris les plus modestes ?

Car il faut appeler un chat un chat, c'est bien de cela qu'il s'agit quand on gèle des prestations alors que les prix augmentent.

Les contre-propositions venues de nombreux députés évitent trois ans d'austérité. Elles sont l'antidote économique, social, mais également démocratique attendu après la déroute des élections municipales : le temps du Parlement est venu !

Transformons en République moderne ces rapports que la Ve République a rendus infantilisants entre l'exécutif et les assemblées. Une démocratie mature

permet de construire une majorité, de la cimenter par un dialogue loyal et continu en son sein, et non par l'usage de l'article 49-3 ou les menaces de dissolution.

Nos initiatives ne desservent pas le Premier ministre qui, pour déterminer et conduire vraiment la politique de la nation, a besoin d'un Parlement renforcé. Le gouvernement y puisera la légitimité d'aller à Bruxelles pour affirmer, comme nous le disons, que le peuple français que nous représentons juge le calendrier actuel du déficit (3% en 2015) injuste socialement et dangereux économiquement, pour nous comme pour l'Europe.

On ne passe pas de 4,3 à 3% aussi rapidement sans dégâts majeurs. Ni mutins ni frondeurs, nous sommes plus simplement des députés déterminés à servir au mieux notre pays, à la place qui est la nôtre, dans le respect de l'exécutif et la fidélité à nos concitoyens.

Le chemin que nous dessinons est aussi nécessaire que juste. L'emprunter, c'est ouvrir dès le 29 avril et dans les semaines qui suivront un dialogue nouveau avec notre gouvernement.

L'économie de proximité et de résistance

Par **CLAUDE ALPHANDÉRY, CHRISTIANE BOUCHART, CHRISTIAN SAUTTER et HUGUES SIBILLE**
Pour le conseil du Labo de l'ESS

Les Français traversent une de ces crises profondes de doute et d'indignation. Celles-ci ont été surmontées lorsque les institutions se sont appuyées sur la force de ces indignations et la vigueur de l'engagement civique.

L'économie sociale et solidaire (ESS) témoigne de cet engagement. Au cœur des résistances, elle apporte une valeur ajoutée aux projets de développement économique et social. Des cités fragiles, des «pays ruraux» abandonnés ne semblent pas et se projettent ainsi dans l'avenir ; des femmes et des hommes en manque d'emploi, de logement, de soins, de considération, se reconstruisent, gardent espoir grâce à la richesse d'initiatives, à l'esprit d'entreprise et à l'engagement collectif des citoyens qui les portent.

Les institutions, de leur côté, lancent quelques signes encourageants mais ces premiers pas se font dans un contexte de coupures budgétaires cumulées au niveau national et local qui menace la vie des associations et fragilise nos petites entreprises. L'état du pays exige une volonté politique non au coup par coup mais s'affirmant par une vision d'ensemble soucieuse de la jeunesse porteuse d'avenir, de l'emploi qui est au cœur de nos problèmes, de l'environnement gage de la vie. L'ESS y contribue à travers ses modes d'organisation, de collaboration, de mutuali-

sation (comme les pôles territoriaux de coopération économique), les échanges économiques en circuits courts. L'expansion de l'épargne et de l'investissement solidaires en font de vraies dynamiques de développement local. Elle a ainsi été à l'initiative de nouvelles formes d'économie, collaborative, circulaire, et contribue à leur généralisation.

En réponse à cette action, il est urgent que les pouvoirs publics jouent pleinement leur rôle. Nous appelons le Parlement à adopter la loi relative à l'ESS dans l'esprit ayant animé la longue concertation qui l'a élaborée et à rédiger rapidement les décrets pour fixer le cadre de son développement. Et, s'il s'agit bien d'une politique d'ensemble traversant de nombreuses administrations, nous souhaitons que le ministre de l'Economie et la secrétaire d'Etat qui ont l'ESS particulièrement en charge disposent de moyens administratifs dédiés pour la mettre en œuvre. Ceci implique de veiller à ce que la Banque publique d'investissement suscite, intègre et finance des projets de plus en plus nombreux en soutenant la créativité de jeunes, de seniors, d'entrepreneurs peu avertis des procédures.

L'appui à l'ESS exige enfin une Europe audacieuse. Il n'y a pas opposition entre la micro-économie de proximité et une vision macro-économique européenne. Celle-ci doit, au contraire, financer par l'emprunt de grands travaux qui viendront impulser les expérimentations locales les plus innovantes. Il y a là un immense chantier qui peut contribuer largement à réduire les souffrances et à faire renaître l'espoir.

L'ŒIL DE WILLEM



Pour la première fois depuis juin 2012, nous n'apporterons pas notre suffrage au gouvernement issu de la majorité à laquelle nous appartenons. Ni mutins ni frondeurs, nous sommes des députés déterminés à servir au mieux notre pays...

les baisses d'impôts ou de cotisations patronales. Un euro qui part dans les dividendes, les hautes rémunérations, les assurances, les banques et la finance est un euro perdu. Des euros bien ciblés vers l'industrie, dans la recherche, l'innovation, la formation, dans l'export et l'amélioration des lignes de production des usines françaises, ce sont des emplois gagnés. On peut faire mieux avec beaucoup moins que les 38 milliards par an prévus.

L'enjeu des contreparties, c'est l'efficacité ! Le redressement de l'économie ne sera pas davantage au rendez-vous si les moteurs de la consommation ou de l'investissement ne repartent pas. Or, le pied reste sur le frein du pouvoir d'achat. Et les 11 milliards de baisses des dotations aux collectivités locales, qui portent 75% des investissements publics, risquent d'étouffer dans l'œuf les timides signes de reprise qui se sont manifestés ces derniers mois.

Rythmes scolaires : sortir du débat par le haut

Par **BARBARA POMPILI**
Députée
écologiste
CORINNE BOUCHOUX
Sénatrice
écologiste
et **OLIVIER MASSON**
Responsable
de la commission
enfance,
éducation,
formation

Lors de la campagne des élections municipales, la question des rythmes scolaires a été posée mais, bien souvent, de façon à alimenter des polémiques politiques alors qu'elle aurait mérité, au contraire, un vrai débat de fond associant l'ensemble des acteurs concernés, y compris les parents d'élèves. Quel est l'intérêt éducatif pour les enfants ? Voilà le prisme à partir duquel il convient d'envisager les rythmes éducatifs et leur déclinaison concrète. Voilà la question que tous les acteurs éducatifs doivent se poser. Encore faut-il qu'ils puissent être réunis durablement autour de la même table, sans exclusive – parents, enseignants, associations, communes, citoyens, secteur médico-social – sans confier les décisions aux seuls experts. Ce dont les enfants ont besoin avant tout, c'est que les adultes se mettent d'accord sur des projets communs pour leur bien-être.

Comment lutter contre les inégalités ? Voilà l'autre grande question qui devrait animer toutes les réflexions. Si le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Benoît Hamon, a raison de porter cette exigence pour l'école, n'oublions pas que les inégalités s'élaborent aussi en dehors d'elle. Tous les enfants ne vivent pas les mêmes expériences : découvrir des activités culturelles ou sportives variées, s'éloigner pour un temps de la cellule familiale, partir en vacances. Tout cela contribue, dès le plus jeune âge, à la construction individuelle de chacun. D'où l'importance des activités périscolaires qui, décidées collectivement pour répondre aux besoins spécifiques de chaque territoire et accessibles gratuitement, contribuent indéniablement à l'enrichissement de tous.

Pour préparer la rentrée de septembre 2014, trois défis politiques immédiats s'imposent. Il faut sortir de l'inquiétude généralisée – voire de la guerre des tranchées et des affrontements stériles.

Qui décide ? Qui contrôle ? Il faut donner plus de souplesse, revoir et compléter les deux décrets de janvier 2013 et août 2013 pour instaurer une liberté de choix entre le mercredi et le samedi, donner la possibilité de libérer un après-midi par semaine pour des projets ambitieux, qui nécessitent des déplacements ou peuvent créer des

emplois qualifiés permettant aux écoles de communes isolées de partager plus facilement des solutions.

Comment recruter davantage d'animateurs ? Raisonner sur le seul champ périscolaire est une erreur. Il faut aussi penser à l'animation occasionnelle qui a lieu pendant les vacances. Pourquoi ne pas proposer la création d'un statut de l'animation volontaire, comme le ré-

clament, depuis des années, des associations à but non lucratif ? Une telle réforme ne coûterait rien à l'État mais sécuriserait le secteur des colonies de vacances en donnant aux jeunes volontaires des rémunérations correctes. Comment inciter les communes à investir le champ des activités périscolaires – dont l'organisation de la cantine ? Voici un enjeu politique fort,

qu'il faut aborder en dehors de toute urgence et pas sous le seul angle de la pérennité de son financement. Une loi d'orientation sur l'éducation partagée permettrait de réduire durablement les tensions entre les communes et l'État, entre les enseignants et les animateurs, entre les parents et les institutions. Il faut un acte II de la refondation.

A Benoît Hamon, ministre de l'Éducation nationale

Par **ÉRIC ZEDER**
Professeur des écoles

Je ne parle, ici, au nom de personne, si ce n'est le mien. Celui d'un professeur des écoles enseignant en RRS (réseau réussite scolaire, ex-ZEP) depuis dix ans, et qui vit donc les réformes structurelles de l'Éducation nationale depuis le cœur du réacteur. En effet, les enfants dont parlent tant les élus, pédagogues, ministres, chronobiologistes, je les ai en face de moi six heures par jour. Et il me semble qu'un dangereux pas est en train d'être franchi par les opposants à la réforme des rythmes scolaires : celui de l'instrumentalisation de ces enfants et de leurs parents.

J'enseigne et vis dans une commune que certains élus de droite qualifieraient de « défavorisée ». Grâce à l'école, beaucoup de mes élèves ont accès à la langue française, à la culture, à certaines clés qui leur permettront, je l'espère, de devenir des citoyens capables d'ouvrir les portes d'une société française qui, trop souvent, les rejette, tout comme elle continue de rejeter leurs parents. Lorsque je lis que ces élus souhaitent boycotter la réforme engagée sur les rythmes et prendre ainsi en otage (comme le disent à longueur de reportages télévisés les usagers des services publics dont les employés défendent une certaine idée du service public) les enfants scolarisés dans leur commune, je ne peux m'empêcher de m'insurger ! Certes, cette réforme n'est pas parfaite. Certes, elle n'apportera pas toutes les solutions à la crise actuelle de l'école.

Certes, elle créera des difficultés dans certaines communes. Mais elle a, au moins, le mérite d'exister !

Cette réforme n'est pas rejetée par tous. De nombreux enseignants (que l'ont dit trop souvent arc-boutés sur ce que beaucoup croient être des privilèges) et parents pensent qu'elle apportera aux enfants un temps supplémentaire de vie extrascolaire qui pourra être mis à profit pour faire du sport ou pratiquer des activités culturelles ou familiales. C'est un changement énorme dans notre système

Cette réforme reflète des valeurs de gauche. Ne reculez pas ! Sinon aucun changement ne pourra voir le jour avant des décennies.

éducatif qui aura des répercussions sur les rythmes qui structurent notre société : temps de travail, de loisirs, de vie de famille. Cette réforme porte, à mon sens, des valeurs de gauche qui sont fortes et humanistes.

C'est cela qui semble déranger ses opposants qui refusent un changement dont ils ont peur, car il présente une forte part d'inconnu. Le lobby du tourisme s'est fortement mobilisé pour éviter qu'une seule zone de vacances scolaires ne soit mise en place : aucun souci du bien-être des enfants et de leurs familles, mais de simples considérations économiques ! En effet, quel manque à gagner si les vacances de printemps se réduisaient à deux pauvres semaines sur l'ensemble du territoire au lieu des quatre ou cinq actuelles !

Les élus de droite qui menacent de ne mettre en place aucune activité périscolaire utilisent, eux aussi, le levier économique : c'est trop cher ! L'avenir de nos enfants est en jeu et tout ce qui entre en ligne de compte est de nature économique. Et c'est l'Éducation nationale qu'on traite de « mam-mouth » : quel comble ! J'en appelle donc à vous, monsieur le ministre : de grâce, ne reculez pas !

Si cette réforme est abandonnée, aucun changement ne pourra voir le jour avant des décennies. Cette ré-

forme des rythmes est l'un des symboles fort que votre gouvernement a l'occasion de porter, elle est le reflet des valeurs de gauche. Elle doit être élargie à l'ensemble du territoire. Croyons-en le re-

tour d'expérience des habitants et enseignants des communes qui l'ont déjà mise en place à la rentrée scolaire 2013 : il faut du temps pour que tout roule, certes, mais au final les effets sont plutôt positifs. Cette opinion n'est que très peu relayée par les médias mais, c'est un fait, de nombreux parents ont pu réorganiser leur temps de travail pour profiter un peu plus de leurs enfants. Beaucoup d'acteurs de la vie associative (sportive ou culturelle) prennent en charge les enfants plus tôt après l'école, leur permettant ainsi de rentrer chez eux à une heure raisonnable. Ne renonçons donc pas à cet outil qui peut nous permettre de changer en profondeur notre société pour replacer l'humain, et non l'économie, au cœur de la vie de notre pays. C'est une occasion à ne pas manquer.

Libération OFFRE DÉCOUVERTE

55€ seulement au lieu de 146€

Libération chez vous pendant 3 mois !

62% de réduction

→ l'accès gratuit à tous les supports numériques

Abonnez-vous À découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération, service abonnement, 11 rue Béranger, 75003 Paris

Offre réservée aux particuliers, si vous souhaitez vous abonner en tant qu'entreprise merci de nous contacter.

Oui, je profite de l'offre découverte de Libération. Je m'abonne pour 3 mois (78 n°) pour 55 € au lieu de 146 € (prix de vente au numéro). Offert avec mon quotidien, je bénéficie de l'accès à tous les services numériques payants de Libération.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____ E-mail _____

☐ **Règlement par carte bancaire.** Carte bancaire N° _____

Expire le _____ Cryptogramme _____ Date _____

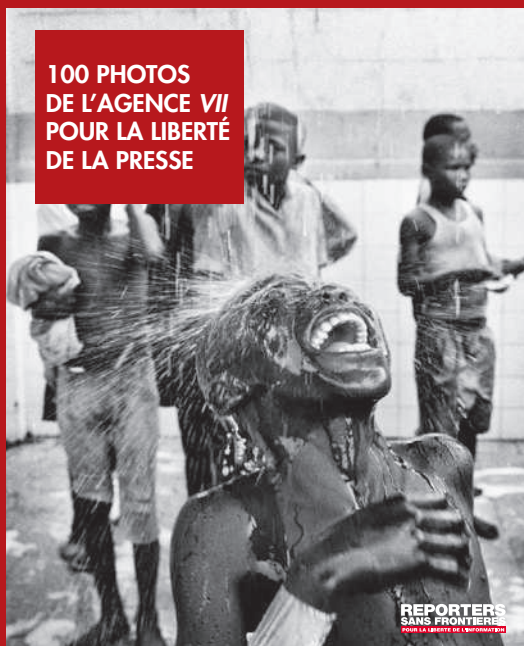
☐ **Règlement par chèque.** Vous pouvez aussi vous abonner très simplement sur : <http://abo.liberation.fr>

*Cet offre est valable jusqu'au 31 décembre 2014 exclusivement pour un nouvel abonnement en France métropolitaine. La livraison du quotidien est assurée par courrier avant 11 heures le jour de la livraison. Les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations recueillies sont destinées au service de votre abonnement et, le cas échéant, à certaines publications partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de nos publications cochez cette case []

AP0036

VOIR LE MONDE SANS FRONTIÈRES

100 PHOTOS
DE L'AGENCE VII
POUR LA LIBERTÉ
DE LA PRESSE



REPORTERS
SANS FRONTIÈRES
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

NOUVEL ALBUM

LE 7 MAI
EN KIOSQUES
ET LIBRAIRIES
9,90€

REPORTERS
SANS FRONTIÈRES
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION



« Un nouvel âge d'or grâce à un journalisme sans frontières,
fondé sur la libre circulation des peuples, la libre communication
et la simple solidarité humaine. »

JULIAN ASSANGE

REPERTOIRE

repertoire-libe@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 40 10 51 66

ENTRE NOUS

entrenous-libe@amaurymedias.fr
Contact: Tél: 01 40 10 51 66

MESSAGES PERSONNELS

Se revoir ? Vraiment ? Sans
lignes de fuite ? Un cadeau est
un cadeau... Pas de suite
néfaste... S'il y a, entre toi et
moi, autre chose que cette
peur, à bientôt...

Mots croisés ? Sens opposés...
juliettedeversonpetroleuse@g
mail.com

Et ... où va la musique
quand on ne joue plus ?

TRANSPORTS AMOUREUX

Devant ce théâtre, ou Othello
mourait, c'était nuit noire, vous
reprenez votre vélo... par sms
au 06 37 22 16 52.

A VOTRE SERVICE

DIVERS RÉPERTOIRE

Disquaire sérieux
achète 33 T & 45 T
moyenne et grande
quantité
+ Platines vinyles
Réponse assurée
06 08 78 13 60

LIVRES - REVUES

LIBRAIRE ACHÈTE :
Livres modernes,
anciens, Bibliothèques,
service de presse.
me contacter :
06 40 15 33 23

retrouvez tous les jours
les bonnes adresses

de

Professionnels, contactez-nous au 01 40 10 51 66,
Particuliers au 01 40 10 51 66
ou repertoire-libe@amaurymedias.fr

CARNET DE DÉCORATION

ANTIQUITÉS/BROCANTES

**Achète
tableaux
anciens**

**XIX^e et Moderne
avant 1960**

Tous sujets, école de Barbizon,
orientaliste, vue de Venise,
marine, chasse, peintures de
genre, peintres français &
étrangers (russe, grec,
américains...), ancien atelier
de peintre décédé, bronzes...

Estimation gratuite

EXPERT MEMBRE DE LA CECO
V.MARILLIER@WANADOO.FR
06 07 03 23 16

IMMOBILIER

immo-libe@amaurymedias.fr Contact: Tél: 01 40 10 51 66

LOCATION

RECHERCHE

JF, employée, cherche location
appartement dans Paris.
Surface : minimum 20m2.
Budget : maximum 800 euros.
Me contacter :
charlotte.reguis@gmail.com

Pour vos annonces
immobilières dans



Professionnels,
contactez-nous
au 01 40 10 52 70,
Particuliers
au 01 40 10 51 66

immo-libe@amaurymedias.fr

NEUF

PROPRIÉTÉS A SASIR

Vitry sur Seine (94)
Centre ville 200 m du RER
A vendre Maisons Neuves
4 pièces, 3 chambres
Terrasses, Jardins et Parkings
A partir de 420.000 €
Tél : 01 47 81 46 46
Mail : sc@cldp.fr

VENTE

PROVINCE



POSS. PAIEMENT A TERME
AVEC APPORT
Belle maison de pierre
avec confort sur 400 m²
DPE F
Prix : 80 000 €
TRANSAXIA BOURGES
02 48 23 09 33
www.transaxia.fr
DOCUMENTATION
GRATUITE

2 PIÈCES

**2 PIÈCES Paris 20^e,
M^e Saint Fargeau
et Télégraphe,**
vue imprenable Square
de Belleville, dans cité
d'ateliers d'artistes arborée
et fleurie, 2 pièces 39m2
refait à neuf en totalité
par architecte en 2014. 2^eme
étage, clair et calme,
matériaux nobles. Entrée,
séjour, cuisine équipée,
chambre, salle d'eau WC,
dressing, Gardien.
Prix : 329 000 €
Tél : 01 43 29 51 21

VILLÉGIATURE

MER

PORT DEAUVILLE
Charmant Studio ensoleillé
6^e étage balcon, belle vue face
plage/casino pour 3 pers. maxi
(BZ 2 Pers/1 lit 1 pers). Cuisine
toute équipée,
salle d'eau avec douche,
lave linge. Wc indépendant.
TV écran plat/lecteur dvd/
chaîne hifi.
Du 27 avril 2014 au 5 juillet
et du 2 août au 27 septembre
2014, (hors saison 440€ et
pleine saison 530€) frais
ménage départ possible 55 €.
Tél. 06 11 02 49 23

CULTURE

PHOTO Le Japonais Hiroshi Sugimoto présente «Aujourd'hui, le monde est mort» au Palais de Tokyo :

«J'en ai assez de faire du beau»

Recueilli par **ARNAUD VAULERIN**
Envoyé spécial à Tokyo
Photos **JÉRÉMIE SOUTEYRAT**

Ce matin, il s'est levé à 5 heures. Comme tous les matins, Hiroshi Sugimoto a manipulé, caressé, fabriqué, imaginé des formes et des images. A cette heure de la journée, il est «seul, tranquille et concentré» à rendre le temps visible, la grande œuvre-obsession de ce touche-à-tout de 66 ans qui investit le Palais de Tokyo jusqu'au 7 septembre, pour sa plus grande exposition jamais organisée en France. Pessimiste rieur et égotiste aristocrate, l'artiste reçoit dans un appartement épuré au 7^e étage d'un immeuble du Tokyo vert et résidentiel. En collectionneur compulsif, en «architecte sans diplôme», en photographe primé et inspiré, il sonde le monde en devenant. Après avoir exposé ses spectaculaires séries de paysages marins, de bouddha, de *Lightning Fields*, d'objets sacrés dans de nombreux musées et galeries, la star de la photographie japonaise est fière de réaliser, à Paris, son «premier show sur la saleté».

Pourquoi avoir intitulé cette exposition «Aujourd'hui, le monde est mort» ?

Cette phrase s'inspire du début de *l'Etranger*, de Camus : «Aujourd'hui, maman est morte.» Je l'ai lu étudiant, l'histoire – très pessimiste – m'a marqué. J'ai le sentiment que les Français sont souvent pleins de pessimisme, de dépression et de mélancolie.

Vous souhaitez sonder ce pessimisme ?

Oui, ça correspond à mon tempérament. Ma vie est pleine d'optimisme, mais je ne suis pas vraiment optimiste. Depuis mes études de sociologie et d'économie, j'ai appris que tout est provisoire, y compris la présence de l'homme sur Terre. Comparée à l'histoire de la vie animale, des planètes, l'existence de l'espèce humaine est extrêmement brève. J'ai ce rapport au temps depuis que je fais de la photographie. Quand j'ai commencé mes paysages marins [*Seascapes*, en 1980, *ndlr*], j'avais l'idée de montrer ce que le premier homme ou la première femme voyait en découvrant la Terre. Mais j'ai toujours été fasciné par le futur.

La fin de l'humanité est proche ?



C'est une hypothèse hautement probable. Elle pourrait intervenir dans les dix ou vingt ans qui viennent. La globalisation et cette quête de croissance continue n'ont aucun sens. Nous devons arrêter cette fuite en avant, sinon nous allons nous détruire. Il n'y aura plus de place pour se développer, les ressources naturelles sont limitées. Il y a trop d'hommes sur Terre, on en voit déjà les limites. Même la croissance chinoise ralentit, et ce pays fait face à d'importants problèmes de pollution atmosphérique. On ne peut déjà plus respirer normalement. Je suis abasourdi de voir qu'on ne considère pas sérieusement ces questions.

Vous les abordez avec le sourire dans votre exposition ?

Les gens pensent qu'il s'agit d'une blague. Mais en me servant de l'idée de survivants, je veux montrer le déclin des civilisations à travers l'art. La haute technologie japonaise, par exemple : elle mène à des situations très intéressantes, regardez le niveau de perfection des poupées, l'attitude, l'expression, la peau sont incroyables (*il rit en montrant une photo d'une poupée gonflable vêtue de dessous érotiques*). Au Japon, des hommes vivent avec ces poupées, se détournent des femmes. Les humains ne se reproduisent plus, la population vieillit et diminue. Je veux montrer cela.

Des prises de vue dans l'appartement de Hiroshi Sugimoto. Au mur (sur la troisième photo), l'un de ses célèbres *Seascapes*.





Sugimoto dans son appartement-atelier de Tokyo, le 19 mars.

Bien sûr, il s'agit d'une fiction, mais c'est un scénario possible. Il y a également le témoignage écrit du dernier homme dont le corps momifié est recouvert d'un masque à gaz. Je consacre une partie aux abeilles qui disparaissent de la surface du globe, victimes des insecticides. Cette exposition est une présentation visuelle d'un possible futur.

L'expérience de la bombe atomique et la récurrence des catastrophes naturelles influencent-elles votre vision du monde ?

Bien sûr. Tous les cinquante ou soixante ans, le Japon est frappé par une catastrophe, un tremblement de terre, un tsunami. Le désastre est déjà programmé, il fait partie de notre

civilisation. Nous nous attendons au «Big One» à Tokyo, où il y a 70% de chances qu'un séisme ravage la ville dans les sept ans qui viennent. Nous avons l'habitude de reconstruire et nous avons survécu à la bombe. Maintenant, nous allons nous venger (*rières*)! Est-ce important pour vous de mêler les formes d'expression ?

Je tenais à proposer plusieurs sortes de visions et d'images. C'est la première fois que je conçois une exposition qui ne soit pas belle. J'ai exposé dans les musées, les galeries du monde entier, avec des installations propres et bien agencées, mais j'en ai assez de faire du beau. Je vais enfin révéler ma vraie

nature! (*éclats de rire*) Je suis un vieil homme sale! En fait, c'est la première fois que l'on me confie un lieu comme le Palais de Tokyo, qui ressemble à un décor de film. Quand on m'a proposé d'exposer dans ce lieu chargé d'histoire qui a des allures de ruine, j'ai tout de suite accepté. Je me suis dit, utilisons-le comme il est. Il incarne lui aussi cette fin du monde. J'ai fait des ouvertures dans le sol en béton et dans les murs pour faire surgir la lumière. J'ai conçu de nombreuses expositions sur le temps passé. Cette fois, je voulais évoquer le futur du temps.

Futuriste et pessimiste, sale et sombre, mais avec le sourire, le nouveau style Sugimoto ?

Cette exposition lance des avertissements. Certains sont sérieux, d'autres drôles. On ne sait jamais ce qu'il adviendra. Le futur trahit toujours l'imagination de l'homme. Ne croyez surtout pas que cette civilisation se poursuivra indéfiniment. Le temps est compté. Tout a une fin.

D'où vous vient cette obsession du temps ?

La photographie est une machine à explorer le temps. Grâce à mon appareil, j'ai pu remonter le temps et prendre des photos de la première femme, Lucy, ou des paysages marins à l'origine de l'humanité. Je me suis toujours demandé comment notre civilisation était née et comment elle avait évolué vers une civilisation globale de cette ampleur. Tokyo au XVIII^e siècle n'était qu'une petite colonie, et regardez la taille et la complexité de cette métropole aujourd'hui. Après la chute des idéologies, l'échec des régimes socialistes, le capitalisme est le seul survivant, le grand vainqueur. Il n'y a plus d'alternative. Même les meilleurs philosophes français ne sont pas parvenus à élaborer de nouvelle doctrine. Mais cette obsession du temps est intimement mêlée à mon enfance, ma période hippie, mes expériences de consommateurs de drogues.

Consommateur de drogue aux Etats-Unis ?

Oui, quand j'y vivais dans les années 70. J'ai essayé plusieurs drogues pour découvrir la nature de chacune et voir comment elles changeaient mon état d'esprit. Le LSD est probablement la plus dangereuse. Je me souviens d'avoir eu le sentiment de parler à Mozart que j'écoutais beaucoup alors. C'était déstabilisant de se rendre compte qu'une substance chimique très pure pouvait bouleverser la perception du temps et du monde qui vous entoure. J'en ai consommé pendant deux ans, mais jamais plus d'une fois tous les deux mois, pour ne pas devenir fou.

Une autre de vos obsessions est la collection d'objets étranges. Par exemple des briques de jus d'orange de la mission spatiale Apollo 11, des toilettes spatiales russes...

Depuis longtemps, je collectionne des traces, des échantillons du temps et de différentes périodes de l'histoire. Ce sont de belles choses. Les toilettes sont un clin d'œil aux Fontaines de Marcel Duchamp, mon mentor. C'est un objet chargé de sens à mes yeux. J'ai

besoin d'acheter, de collectionner ces choses du passé. J'ai besoin de sentir «la présence des lieux» de ces pièces. Je peux faire voyager mes sens, toucher ces outils de l'âge de pierre et être en relation avec ces ouvriers d'il y a vingt mille ou trente mille ans. Ils me servent à dévoiler une brève histoire des civilisations, de l'âge de pierre à la bombe atomique. De même, je ressens physiquement ce voyage sur la Lune en 1969 en touchant des objets utilisés alors. C'est une vision en trois dimensions. Je peux vivre cette histoire par moi-même grâce à cet objet, en le possédant. Avec des livres, des images sur Internet, vous n'aurez jamais cette présence.

Vous n'êtes pas un artiste du numérique ?

Pas du tout. Il n'y a pas de présence avec le numérique, c'est du faux. J'utilise un appareil numérique pour travailler, mais mes photos d'art, je les réalise en noir et blanc, avec un appareil traditionnel. Pour vivre dans ce monde postmoderne, sinon post-postmoderne, je dois utiliser Internet, le numérique pour communiquer, mais pas pour mon activité artistique. Cela ne pourra jamais remplacer les nuances du noir et blanc traditionnel. ◆

«AUJOURD'HUI, LE MONDE

EST MORT» au Palais de Tokyo, 75016, jusqu'au 7 septembre. Rens.: 01 81 97 35 88 ou www.palaisdetokyo.com

LE POST-APOCALYPTIQUE FLEURIT AU PALAIS DE TOKYO

«Aujourd'hui, le monde est mort.»

La phrase-titre introduit chacun des encarts manuscrits qui jalonnent l'exposition. A chaque fois, c'est un petit texte scientifico-fictif où il est question de la fin du monde, de l'évolution des espèces, de la sexualité, de l'art... Pour délaier son port d'ancrage (la photographie) et se tourner vers le registre de l'installation, Sugimoto s'autorise à prendre d'autres voix.

Il imagine ce qu'aurait à dire un paléontologue, un architecte, un dictateur... Titillé par la dimension ruinesque du musée parisien, il immerge le visiteur dans une ambiance post-apocalyptique, écrit en préambule: «On trouvera dans cette exposition les pires scénarios nés de mon imagination, concernant l'avenir de l'humanité.» Dans cette ambiance de maison détraquée et abandonnée, il y a des fragments des collections personnelles de Sugimoto: fossiles, vieilles affiches, vêtements de spationautes, images de dictateurs ou d'icônes comme Astro Boy. Davantage qu'un cabinet de curiosités, c'est un recueil d'obsessions, parfois verbeux, mais à l'efficacité visuelle indéniable. C.Gh.



BD Laurent Galandon et Damien Vidal célèbrent la lutte des salariés de l'usine de montres des années 70.

Lip strip pour les ouvriers horlogers



Bien mené, ce roman graphique revient sur une lutte mythique de 1973. PHOTOS DARGAUD



LIP, DES HÉROS ORDINAIRES de LAURENT GALANDON et DAMIEN VIDAL
éd. Dargaud, 176 pp., 19,99 €.

Les crises du capitalisme s'enchaînent et se ressemblent. Besançon, avril 1973. La marque horlogère Lip, dont les origines de la création remontent aux années 1860, est en danger de mort. Ses actionnaires principaux, des Suisses, veulent licencier à tout va

alors que l'entreprise se porte bien. Les rumeurs vont bon train : le PDG aurait démissionné, le bilan serait bientôt déposé. « Cette boîte est un véritable repaire de gauchistes » à en croire certains. S'il n'y avait pas « sans arrêt des grèves et des revendications », peut-être que cela ne se serait pas passé ainsi. Solange, embauchée depuis un an à la chaîne, n'a pourtant pas « l'impression d'être trop payée ». Elle est l'héroïne principale de *Lip*, des héros ordinaires, une bande dessinée de Laurent Galandon (scénario) et Damien Vidal (illustrations) chez Dargaud.

Emmerdeurs. Dans un roman graphique bien mené, les deux

auteurs racontent ce combat emblématique. Car les 1300 « Lip », face aux menaces de licenciements, ont décidé de ne pas se laisser faire. Leur histoire est même un véritable manuel de résistance face à des actionnaires pourris. En cela, comme le souligne Claude Neuschwander, PDG de 1974 à 1976 lors de la tentative de reconstruction, dans la postface de la BD, « *Lip n'est pas devenue une chose dépassée en quarante ans ; Lip reste une réalité bien vivante, en plein dans l'actualité* » – il cite Florange. Et sur quoi va déboucher cette résistance face aux actionnaires ? Au bout d'un an de lutte acharnée, tous les salariés qui

le voulaient seront réembauchés. Mode d'emploi : en premier lieu, être solidaire à tous les niveaux. Des AG, encore des AG, des discussions à n'en plus finir. Puis, gagner les faveurs de l'opinion. Ce n'est pas forcément évident. Après tout, ce sont des emmerdeurs ces ouvriers. Ils devraient se plier à la réalité du marché, grandir un peu. Et le gouvernement, Pierre Messmer en tête, n'est pas vraiment de leur côté.

L'usine se transforme peu à peu en galerie d'art, les manifestations se multiplient. Prenant sur leurs congés et temps de travail, les employés de Lip tractent tous azimuts. A Be-

sançon, mais aussi partout en France. Pour sensibiliser, expliquer, séduire. Solange, comme d'autres, pas engagée politiquement au départ, comprend qu'il ne s'agit pas juste de garder son emploi. C'est aussi une manière de voir le monde : dans quelle société veut-on vivre ? Grâce à des documents récupérés dans les bureaux des patrons, les résistants découvrent les véritables motivations des actionnaires. Ils comprennent qu'ils sont « à déga-ger », « à larguer ». Les Suisses n'ont jamais voulu trouver de solutions, malgré les médiateurs nommés. Ils prévoient au contraire « la création d'une nouvelle entreprise sur des bases sociales nettement revues à la baisse pour les travailleurs ».

Fierté. Face à cela, les Lip décident de s'emparer des outils de production. En toute illégalité mais en toute fierté, ils se mettent à vendre des montres à prix d'usine. On vient de partout pour en acheter. Autogérés, ils arrivent à se verser des salaires. Une partie de la presse se met à les soutenir activement. *Libération*, qui vient juste de se créer, leur consacre de nombreux articles. Le journal parle de « la république des Lip ». Après un an de combat, en mars 1974, l'activité finalement reprend. Mais la victoire est précaire : trois ans plus tard, Lip est définitivement fermée. En 2014, Claude Neuschwander estime que « le patronat et le gouvernement [...] ont considéré qu'il convenait de démolir Lip, devenue le symbole d'une lutte ouvrière victorieuse ».

QUENTIN GIRARD

CLASSIQUE Rencontre avec la jeune Norvégienne qui interprète demain soir le « Concerto » de Britten.

Vilde Frang, une as du violon à Toulouse

Deux pièces de **BENJAMIN BRITTEN** et une de **RALPH VAUGHAN-WILLIAMS**
Orchestre national du Capitole, sous la direction de Nicholas Collon. Demain à 20 heures à la Halle aux grains de Toulouse. Rens. : 05 61 63 13 13.

Début décembre 2013, les tours Petronas de Kuala Lumpur se perdent dans la brume, mais à l'intérieur du Dewan Filharmonik, Vilde Frang déploie une musicalité tout ce qu'il y a de plus net dans le *Concerto pour violon et orchestre*, de Korngold. Soliste invitée du Malaysian Philharmonic Orchestra, la Norvégienne confirme les qualités remarquables lors de ses débuts parisiens à l'auditorium du Louvre en 2011. A savoir, une sûreté de trait, une sonorité opulente et une variété de couleurs que l'acoustique boisée du Dewan Filharmonik restitue admirablement. On retrouve la musicienne de 27 ans en coulisse. Elle raconte que son père et sa sœur étant contrebassistes professionnels, elle envisageait un destin similaire, jusqu'à ce que le premier lui dise que trois

contrebasses n'entreraient jamais dans leur petite Volkswagen et lui offre un violon en carton. « J'ai haï cet instrument ; puis il m'en a acheté un vrai et je ne m'en suis plus séparée », dit-elle avec son sourire espiègle d'héroïne de contes de fées. Elle a alors 4 ans, vit à Oslo, et se forme dans une école pratiquant la méthode Suzuki : « On jouait en groupe, c'était très ludique. Mais au bout de deux ans, il faut revenir aux exercices en solitaire, si l'on veut progresser. »

Fondation. A 11 ans, Vilde Frang participe au concours de l'Eurovision, est aussitôt éliminée par le jury, mais ne laisse pas indifférent le chef Mariss Jansons qui lui fait faire ses débuts, un an plus tard, avec le philharmonique d'Oslo. Elle passe ensuite une audition devant la violoniste allemande Anne-Sophie Mutter, qui décide de l'aider via sa fondation. « Je lui envoyais des lettres, des vidéos de moi en train de jouer et elle me donnait des conseils. Puis elle m'a prêté un violon et un archet, et a financé mes études à la Musikhochschule de Hambourg. En 2007, elle m'a invitée à interpréter le Concerto pour deux violons de Bach avec l'orchestre de la Camerata de Salzbourg en tournée européenne et américaine. Elle m'a appris à écouter, à explorer, m'a fait comprendre qu'on peut sonner très musical même sans vibrato. Quand j'ai travaillé la Sonate de Debussy, elle m'a dit : « Ça ne va pas du tout, mets ton man-teau », et on a sauté dans un taxi pour aller voir une exposition Monet à Munich. »

tre de la Camerata de Salzbourg en tournée européenne et américaine. Elle m'a appris à écouter, à explorer, m'a fait comprendre qu'on peut sonner très musical même sans vibrato. Quand j'ai travaillé la Sonate de Debussy, elle m'a dit : « Ça ne va pas du tout, mets ton man-teau », et on a sauté dans un taxi pour aller voir une exposition Monet à Munich. »

« Le Concerto de Britten est l'un de mes favoris, pour sa puissance dramatique. C'est comme une messe : le violon est le prêtre et l'orchestre représente la mort. »

Vilde Frang violoniste de 27 ans

Si Vilde Frang se produit avec les plus grands orchestres, ses apparitions françaises sont rares. L'orchestre de Paris l'a invitée en 2013 mais pour un concert à Bucarest. Quant au philharmonique de Radio France, elle n'y fera ses débuts qu'en 2015, année où on la retrouvera au Louvre. D'où l'intérêt de l'écouter à Toulouse dans le *Concerto* de Britten : « L'un

de mes favoris, pour sa puissance dramatique. C'est comme une messe : le violon est le prêtre et l'orchestre représente la mort. Après la passacaille, majestueuse procession, le violon lutte, en proie à une douleur infinie, tandis que l'orchestre représente le paradis libérateur. »

« Compromis. » A défaut de faire le voyage à Toulouse, on peut écouter les concertos de Sibelius, Nielsen, Prokofiev et Tchaïkovski qu'elle a enregistrés pour EMI, même si elle les trouve « peu convaincants » et leur préfère son album de sonates de Strauss et Bartok. « Les disques, c'est difficile. C'est quand on a terminé que je me sens enfin prête. Mon label voudrait que j'enregistre un CD de bis de concertos, mais je préférerais graver le *Concerto* de Britten. On a trouvé un compromis : en mai j'enregistre la Symphonie concertante et deux Concertos de Mozart, pour parution en 2015. Je n'ai pas envie d'enchaîner les CD, je veux réfléchir. Si l'industrie musicale ne croit plus en Mozart ou Britten, ce n'est pas bien grave. J'ai tout mon temps. »

Envoyé spécial à Kuala Lumpur
ÉRIC DAHAN



La compagnie HVDZ a conçu un film-spectacle avec les habitants. PHOTO JÉRÉMIE BERNAERT.

CRÉMAILLÈRE L'ancienne halle rénoverée fait l'objet d'une inauguration en fanfare ce week-end à Paris.

La fête frappe au Carreau du Temple

Après des années de quasi-déshérence puis de travaux, le Carreau du Temple rouvre officiellement ce week-end. Officiellement, car le beau marché couvert, ancien temple de la fripe dans le nord du quartier du Marais à Paris, a déjà accueilli ces dernières semaines divers événements et salons. Sa nouvelle esthétique, due à l'architecte Jean-François Milou, a été généralement appréciée. Construite en 1863, la belle halle de bois, d'acier et de verre renaît donc en «ensemble polyvalent», avec à son programme expos, concerts, spectacles vivants ainsi que sports et pratique musicale dans des espaces spécifiques (*Libération* du 22 février). Un auditorium de 250 places peut d'ailleurs accueillir concerts et théâtre. Le Marais dispose ainsi d'un second espace public d'animation, en sus de la halle du marché des Blancs-Manteaux dans le IV^e arrondissement, ouvert aux salons et pratiques associatives.

Performances. La renaissance du Carreau du Temple nécessitait de retisser le lien avec son quartier, qui a incroyablement changé en vingt ans : l'artisanat et le Sentier ont été balayés par une faune assez jeune dont une bonne partie est de la tribu bobo. Les commerces de peaux, stands de fripes et p'tits cafés ont ainsi disparu au profit de restaurants et galeries d'art à la noncha-

lance new-yorkaise étudiée. Un des événements de ce week-end d'ouverture sera précisément un «portrait» de ce coin de Paris si bouleversé. Les membres de la compagnie HVDZ de Guy Alloucherie sont partis à la rencontre des habitants du quartier, anciens et nouveaux. Ils les ont filmés, provoqués, sondés. HVDZ en a tiré un film-spectacle où – sur deux grands écrans et une scène – se mêleront images et performances. Guy Alloucherie dit avoir été surpris de découvrir à quel point l'âme juive du quartier est encore vivante, ne se-

Construite en 1863, la belle halle de bois, d'acier et de verre, renaît donc en «ensemble polyvalent».

rait-ce que dans le souvenir toujours aigu des rafles qui ont eu lieu autour du Carreau lors de la Seconde Guerre mondiale.

La belle halle du Temple et ses voisins ont donc encore des choses à dire, «et notre rôle est de nous mettre au service de cette parole», explique Guy Alloucherie, dont la compagnie est friande de ce genre d'opérations : elle en a déjà réalisé dans plus d'une cinquantaine de quartiers ou de villes.

Le spectacle de HVDZ sera donné samedi soir, entrecoupé d'interventions de l'Orchestre national de jazz (ONJ), en résidence perma-

nente au Carreau du Temple (le billet d'entrée n'est pas donné : 26 euros). Il le sera de nouveau dimanche soir, sans l'ONJ, pour les habitants du quartier – gratuitement cette fois.

Monochromes. Le week-end d'ouverture du Carreau a pour thème «Le corps sous toutes ses coutures», avec pour projet, d'«explorer le corps sous toutes ses formes», via spectacles de cirque, sport, danse, théâtre et chant. Les manifestations commencent dès vendredi soir, par un concert du Malien Salif Keita avec, en première partie, la chanteuse canadienne Mélissa Laveaux (20 h 30). Suivra un «attentat poétique» du groupe de danseurs Le Corps collectif : une

performance intitulée *la Meute*, dans laquelle les corps sont nus et monochromes (23 heures).

Il y aura enfin, tout au long de ce week-end de lancement, de nombreux spectacles de danse et de cirque, ainsi que des expositions. Autour du Carreau, s'installeront toutes sortes de stands et camions, proposant, comme on dit en français, *mail art*, *skin jacking*, *fashion*, *fooding*, etc.

ÉDOUARD LAUNET

«Le corps sous toutes ses coutures», week-end d'ouverture du Carreau du Temple, jusqu'au 27 avril. 4, rue Eugène-Spüller, 75 003, Paris. Rens. : 01 83 81 93 30. www.carreaudutemple.eu

7

La valeur, en millions d'euros, des bijoux que la richissime Mona Ayoub avait dans son sac lorsqu'elle a sauté à l'eau, un beau matin, alors qu'elle croyait son bateau le *Phocée* en train de couler. Argenterie, tableaux et robes haute couture rescapés seront vendus aux enchères à Drouot, lundi et mardi.

«Moi, en tant que ministre, je soutiendrai la présence d'associations culturelles, d'événements culturels dans les villes Front national.»

Aurélien Filippetti qui, sur BFM-TV, s'est dite préoccupée par l'avenir des associations dans les villes gérées par le parti des Le Pen

Tarantino perd une bataille

Le réalisateur américain Quentin Tarantino a perdu mercredi une première bataille en justice contre le groupe Gawker Media, qu'il accuse d'avoir contribué à faire fuir son dernier scénario et à qui il réclame 1 million de dollars.

Assouplissement pour l'intermittence

Le patronat et les syndicats signataires du récent accord sur l'assurance chômage ont décidé d'assouplir certaines règles concernant les intermittents du spectacle, en faveur des basses rémunérations. Selon Les Echos.fr, le délai de carence avant de toucher les allocations chômage prévu par l'accord va être assoupli. La formule de calcul a été revue pour diminuer le nombre de jours de décalage, en particulier pour les plus basses rémunérations.

L'HISTOIRE

MAUPASSANT ET «BEL-AMI» AUX ENCHÈRES

Une quinzaine de pièces liées à l'écrivain Guy de Maupassant seront vendues aux enchères samedi à Pau. Il s'agit de photographies, mobilier, objets de navigation provenant du voilier en bois de 11 mètres le *Bel-Ami*, que l'écrivain normand avait acheté en 1886 à la faveur du succès de son roman *Bel-Ami*, paru l'année précédente. La vente est issue de la collection d'un habitant de la Gironde qui la tient de ses ancêtres, lesquels avaient racheté le voilier en 1895 à un négociant en vin bordelais. Maupassant le lui avait vendu quelques années auparavant, le trouvant trop petit. L'auteur d'*Une Vie* avait acquis par la suite un autre voilier, de 15 mètres, qu'il avait également baptisé *Bel-Ami*. Quelques objets du premier *Bel-Ami*, démolis en 1904 à l'arsenal de Libourne, avaient pu être sauvés.

Libé

EN KIOSQUE

ET SUR LA BOUTIQUE LIBÉRATION (WWW.LIBERATION.FR)

HORS-SÉRIE

Libé

LE MONDE SELON BOB WILSON

Dessins inédits, photos, carnets, rencontres...
Un hors-série de 100 pages
7€



Selfie devant une manifestation «Star Wars», pendant la campagne présidentielle ukrainienne, le 3 avril à Kiev.

PHOTO SHAMIL ZHUMATOV, REUTERS

INTERVIEW Pour l'universitaire Laurence Allard, au-delà de l'effet de mode, l'autoportrait au smartphone est devenu un genre photographique à part entière.

«Le selfie est un portrait de soi dans le monde»

Recueilli par **ERWAN CARIO**
et **CAMILLE GÉVAUDAN**

Maître de conférences à Paris-III et Lille-III, Laurence Allard a co-dirigé l'ouvrage *Téléphone mobile et création*, sorti en février chez Armand Colin. Sur son blog Mobactu.fr, elle a publié un billet sous le titre : «Selfie, un genre en soi. Ou pourquoi il ne faut pas prendre les selfies pour des *profile pictures*». On ne s'était jamais posé la question. Du coup, on a voulu en savoir plus.

Un selfie, ce n'est donc pas un autoportrait ?

Ça l'était quand on utilisait simplement ces portraits de soi pour se créer des «avatars» sur les réseaux

sociaux. Mais il a connu une double consécration : d'abord quand le mot «selfie» est entré dans l'*Oxford dictionary* en novembre 2013 en tant que «mot de l'année», et surtout en devenant un genre à part entière dans la culture. La photographie mobile est foisonnante de pratiques sauvages et triviales : on peut utiliser son mobile pour photographier son emploi du temps, voire s'en servir comme un miroir ou un périscope sans même déclencher la photo. Mais la consécration du selfie en tant que genre a ramené la photo mobile dans l'histoire noble de la photographie et de l'autoportrait. Lui donner un nom a été l'occasion de créer un répertoire photographique reconnaissable.

Quels sont ses codes esthétiques ?

Le selfie est caractérisé par son cadrage : c'est une photo prise à la main, qui doit montrer le rapport entre le corps photographié et le corps photographiant.

A partir du moment où ce genre est défini, il y a eu des détournements, des retournements et toutes sortes de jeux autour du selfie. Des mises en abyme, des prises de vues décalées, des compétitions de postures impossibles ou des décors improbables. Les contextes d'usage du selfie sont de plus en plus inattendus. En Turquie, des manifestants se sont pris en photo devant des policiers juste avant leur charge...

Le vrai sujet du selfie n'est donc pas le visage au premier plan...

Le selfie n'est pas seulement un

autoportrait mais un autoportrait de soi dans le monde. Le plus important est à l'arrière-plan. Cela a d'ailleurs fait scandale quand un journaliste du *Monde* accompagnant François Hollande en voyage a publié un selfie à la Maison Blanche. Il se cadrait au-devant des politiques, et reléguait les grands de ce monde à l'arrière-plan, au rang de figurants qui papotent.

Obama lui-même n'est pas le dernier à jouer au selfie !

Les célébrités comme Justin Bieber et la famille Obama ont joué un rôle dans la reconnaissance du selfie comme genre, oui. Autrefois, le peuple était celui sur lequel les

flashes crépitaient. Aujourd'hui, un peuple «authentique» est celui qui prend ses photos à la main comme tout le monde. L'appelle cela «l'expressivisme people», et c'est assez paradoxal : le selfie a été anobli par les people qui le pratiquent pour

montrer qu'ils sont des individus ordinaires.

En face des célébrités, tous les acteurs à la recherche d'un art du mobile ont également contribué à consacrer le selfie. Dans l'histoire de l'art, dès qu'une tech-

nologie apparaît, elle est suivie d'appropriations artistiques. Et le selfie est un art mobile par excellence. Le monde de la médiation culturelle – notamment la commu-



nauté museogeek – y trouve aussi son bonheur pour intéresser toutes sortes de public à l'art. Pendant une journée fin janvier, ils ont proposé un concours de selfies au musée qu'il fallait publier avec le mot-clé #museumselfie. Cela réinscrit le selfie dans l'histoire de l'art et permet aux ados de s'incruster dans les toiles, d'avoir une participation active et ludique vis-à-vis de l'art. Les médiateurs ont pris le parti de s'adosser aux usages du public pour encourager l'intérêt des visiteurs et des non-visiteurs.

L'usage connecté est inhérent à la photographie mobile, au selfie ?

Oui, mais il y a beaucoup de selfies qu'on ne va pas partager. Quand on est en colère, qu'on assiste à une scène d'injustice ou qu'on est ému par un paysage, le réflexe est souvent de prendre une photo. Pour témoigner, mais aussi pour exprimer son émotion. La photo devient le média de notre voix intérieure, son support d'expression. Elle nous connecte à nous-même. Parfois aussi, on la prend juste pour partager un moment avec quelqu'un, ou un groupe. L'important est alors d'exprimer cet «être ensemble». Les ados, par exemple, organisent aussi des fêtes pour se mettre en scène. La prise d'un selfie avec les participants fait partie intégrante de cette fête : l'action est liée à sa représentation. Pas tant pour s'en souvenir, mais pour théâtraliser le moment présent.

Le selfie ne revient-il pas finalement à exprimer la première personne du singulier en photo ?

Oui, mais ce n'est pas un «je» replié sur lui-même, il fait partie d'un discours. C'est un portrait de soi dans le monde. Un usage retourné du mobile, mais retourné vers un sujet qui est dans le monde et qui parle avec le monde.

Le selfie ne change-t-il pas le rapport à son propre corps dans la photographie ? On ne cherche plus, comme dans un autoportrait, à se présenter sous un jour avantageux...

C'est vrai. Plus le cadrage est grotesque et déformant, en contre-plongée ou décalé, plus ça authentifie que la photo est faite à la main. L'esthétique d'un cadrage devient plus importante que l'esthétique de soi. C'est un autre type d'image, qui ne prend pas en compte la notion de ressemblance mais qui permet avant tout de relier la photographie à une autre entité dans le cadre de sa prise de vue. Dans un selfie authentique, on doit avoir un gros pif ou un œil plus ou moins sorti du cadre.

La mode actuelle du selfie ne risque-t-elle pas de passer très vite ?

Le selfie réussit à donner un cadre à la photographie mobile qui n'en avait aucun. Il est facile de s'approprier ce genre, donc il peut être très pratique pour pallier à un manque de créativité par exemple. C'est une occasion photographique. Et le pourquoi du selfie, le fait de se connecter au monde et aux autres, a préexisté à la mode. Se prendre en photo et parler aux autres par l'intermédiaire de l'image, ce n'est pas près de disparaître. ◆



PHOTO RAGUIARI, AP

AVEC QUI TU SELFIES ?

Pour qu'une photographie mobile entre dans la catégorie des selfies, il faut que son auteur apparaisse dessus. Mais l'important, ce n'est finalement pas lui, mais l'espace visuel qui l'entoure. Et quoi de mieux pour remplir cet espace qu'une ou plusieurs autres personnes, ce qui correspond parfaitement à l'aspect communautaire de l'exercice ? Bon, l'amie d'enfance ou le compagnon de beuverie, c'est pas mal, mais le jeune Riccardo Aguiari a compris qu'on pouvait faire mieux. En août 2013, au cœur de la basilique Saint-Pierre de Rome, il réussit à apalguer le pape François himself, pour un selfie béni devenu depuis célèbre.



PHOTO K. REEVES, CC BY/ND

OPÉRATION SELFIES

Le selfie est à la mode, populaire, facile à prendre et facile à comprendre. C'est donc un excellent moyen de mobiliser les internautes pour une cause. Les «Museum selfies» sont pris au musée devant une œuvre – poser avec Van Gogh, c'est quand même la classe. En janvier, Twitter a vu passer le message «IVG: mon corps, mon droit» tagué sur le ventre de femmes défendant l'avortement après sa remise en cause en Espagne. Ce mardi, c'est la Nasa qui lançait le mot d'ordre #globalselfie: pour la journée de la Terre, tous les habitants de la planète étaient invités à se tirer le portrait dans leur environnement naturel.



PHOTO E. DEGENERES, AP

SELFIRAZZI

Pendant quelques heures, on a cru à une belle photo spontanée. La présentatrice Ellen DeGeneres a réussi à réunir sur un même selfie une impressionnante brochette de stars hollywoodiennes. Las ! Il s'agissait d'une opération publicitaire d'un fabricant de smartphones. On s'est fait avoir car le selfie est aussi devenu incontournable chez les people. En premier lieu, ceux qui s'adressent à un public adolescent très friand d'une proximité avec ses idoles. Miley Cyrus ou Justin Bieber (qui a lancé sa propre application mobile, Shots, dédiée au selfie) maîtrisent l'exercice à la perfection et engrangent les followers par millions.



PHOTO L. DARMITANO, NASA

D'OÙ TU SELFIES ?

Le «devine d'où je t'appelle» des débuts de la téléphonie mobile a laissé la place à la preuve par l'image. A la plage, devant un monument, voire même en orbite autour de la Terre, les occasions ne manquent pas. Emportés par la vague du selfie, certains en arrivent parfois à perdre toute notion de décence. On l'a vu, par exemple, avec le Tumblr «Selfies at funerals» qui répertorie ceux qui partagent leur présence à un enterrement. Barack Obama a été lui-même surpris en plein selfie de groupe avec David Cameron et la Première ministre danoise Helle Thorning-Schmidt pendant l'enterrement de Nelson Mandela.



PHOTO BUVALEX, CC BY

C'EST DE L'ART OU DU SELFIE ?

Les codes du selfie ne demandent qu'à être détournés. Et si, au lieu de tenir le mobile au bout du bras, on déclenche avec l'orteil, à cheval sur un tricycle perché sur un tabouret ? Ou suspendu en l'air dans la position du lotus ? C'est le principe des «Selfie Olympics», grande compétition d'acrobaties née spontanément sur Twitter en janvier. D'autres photographes ont une démarche plus personnelle: MrPimpGoodGame qui fait le même sourire sur les 493 selfies de son compte Instagram, Joe Wolf qui se cadre toujours à l'identique, excentré, mais varie les couleurs de son pull et du décor, un peu à la mode Marilyn Monroe par Warhol...



PHOTO T. NITOT

SELFINAWAK

Moult sous-genres plus ou moins éphémères relancent l'intérêt de la chose. Farmingselfie.com regroupe par exemple les «felfies», selfies de fermiers posant avec leur biquette sur les genoux ou une langue de poney dans l'oreille. Fin mars, les votants aux élections municipales ont joué au citoyen modèle en postant leur «selfisoloir» (photo). Dans le jeu GTA V, on peut même prendre un selfie de son personnage pour partager en ligne les moments forts de son aventure vidéoludique. Le plus drôle reste d'inventer n'importe quoi à partir d'un jeu de mot – «selfrigo», «selflou» et «selfidiot» sont de bonnes sources d'inspiration.

DÉBAT D'IP
Par **ERWAN CARIO**

Google de bois

Hey, Google, il faut que je te dise : je t'aime pas. Tellement pas que je me le répète souvent comme un mantra. J'aime pas Google. J'aime pas Google. C'est aussi une méthode Coué pour me persuader que je ne suis pas en état de dépendance. Tu sais tout ou presque de ma vie. Ce que je regarde en ligne. Ce que j'écris à mes proches. Qui j'appelle. Où j'habite. Où je travaille. A quelle heure je me lève. Ce que j'ai prévu de faire mardi prochain à 11 heures. Et même, sur Google Drive, des débuts d'articles qui seront peut-être publiés un jour. Je t'aime pas parce que je ne fais pas confiance. Tu es une entreprise privée et, malgré ce que tu aimes à répéter, tu n'œuvres pas pour le bien commun, mais pour le nombre de zéros qui orneront ton bilan financier annuel et les dividendes que tu distribueras à tes actionnaires.

Hey Google, je t'aime pas, et ça rend encore plus pénible la découverte d'un nouveau truc que tu viens de lancer. Déjà, avec Street View, tu avais fait fort. C'est sans doute un des services les plus cool de l'Internet. En sillonnant le monde avec tes Google Cars, tu permets à tous de voyager face à un écran. Et

là, cette semaine, tu mets en place un système qui permet de remonter le temps avec les différentes photos prises depuis 2007 et le lancement de Street View. C'est une très bonne idée. C'est même formidable de pouvoir ainsi observer la construction d'une tour ou de constater les ravages d'un tremblement de terre. Mais avec toi, rien n'est innocent. Le cool est ton cheval de Troie. Même le jour où tu as rajouté automatiquement des guirlandes qui clignotent aux photos de sapins de Noël sur Google+, c'était un piège.

Hey Google, tu as beau créer des GIF animés craquants à partir des photos de mon fils, je ne t'aimerai jamais. Et c'est réciproque, j'en suis conscient. Je sais que je ne suis pas pour toi un ami, ni même un consommateur, mais un produit que tu vends au plus offrant. Je ne suis que quelques gigaoctets de précieuses données. Je suis une cible. Je suis aujourd'hui trop accro à la qualité de tes services (et trop fainéant) pour te quitter, mais ça arrivera un jour. Ce jour-là, je ne t'écirai même pas un mot d'adieu. Pas un merci. J'irai juste voir ailleurs, rejoindre ceux qui sont, à juste titre, affligés par mon triste asservissement. ♦

L'HISTOIRE

AMAZON S'OFFRE LE HAUT DU PANIER TÉLÉ EN STREAMING

Pour se refaire en ligne l'intégrale de *The Wire*, des *Sopranos* ou encore de *Six Feet Under*, ce sera sur Amazon et pas ailleurs. Le géant de la distribution a annoncé mercredi un accord exclusif avec la chaîne payante américaine HBO, au nez et à la barbe de son rival Netflix. Dès le 21 mai, l'intégralité de ces séries, ainsi que les premières saisons des plus récentes comme *Boardwalk Empire* ou *True Blood*, seront ajoutées au service payant «Prime» d'Amazon.com, en streaming. D'autres devraient suivre, dans un délai de trois ans suivant leur diffusion sur HBO. Les modalités financières de l'accord n'ont pas été dévoilées ; il permet en tout cas à Amazon de reprendre la main dans la course à la vidéo en ligne.

Twitter met un pied dans les audiences

Médiamétrie et Twitter viennent de s'associer pour lancer, en 2015, un outil de mesure d'audience des tweets émis en lien avec un programme télé. Baptisé «Médiamétrie Twitter TV Ratings», cet outil destiné aux chaînes ou aux acteurs de l'audiovisuel permettra d'obtenir «le nombre de tweets par émission», mais aussi «le nombre de personnes (comptes) qui ont vu les tweets à propos d'une émission TV», selon un communiqué. Twitter a déjà mis en place un partenariat similaire aux États-Unis avec le cabinet Nielsen pour mesurer l'engagement social autour des émissions américaines.

Droit de réponse de Grégory Cuilleron

«Il est des gens sur lesquels on se contrefiche de taper... Les personnes en situation de handicap en font partie... J'ai beaucoup d'humour et de recul sur mon (le) handicap. Je suis le premier à me servir de quolibets quant à ce bras un peu trop court qui a toujours fait partie de ma vie. Pour moi, le handicap n'a jamais existé car il ne m'a jamais empêché de faire quoi que ce soit. De nombreuses personnes vivent comme le quidam moyen. Ils ont des passions, des sentiments, et parfois des difficultés. Il ne faut pas les éluder, le handicap est réel, et l'on peut se heurter au mur de l'impossible... Mais je reste persuadé que l'homme est une formidable machine qui arrive à contourner, adapter et se transcender... Ce qui me peine dans cet article de *Libération* dans lequel je suis réduit au terme de «man-chot», c'est le manque de recul évident. Handicapé = pitié ? Il me semble que mon passage dans *Top Chef* sur M6 en 2010 n'a pas été larmoyant. J'en remercie M6 qui n'a pas joué la carte du pathos et démontré que l'on pouvait être handicapé, heureux, et posséder un véritable savoir-faire. En tant qu'ambassadeur de l'Agefiph, je me bats aux côtés des acteurs du travail des personnes handicapées pour prouver qu'elles ont leur place dans la société... J'ai la faiblesse de penser que les journalistes sont là pour dénoncer les inégalités. Malheureusement la politique du bon mot, l'a emporté sur le bon sens. Pour ceux qui se battent pour faire bouger les mentalités, pour les personnes en situation de handicap qui démontrent qu'elles sont capables de s'intégrer à la société, et pour celles qui sont victimes de préjugés, je veux croire en des développements sociétaux favorisant l'acceptation de l'autre avec ses différences. Si au lieu de stigmatiser le handicap, on s'interrogeait sur la normalité ? N'est-on pas tous l'anormal de quelqu'un ?»

Réponse de Libération : Qu'une simple phrase décrivant l'évolution du traitement à l'émotion de *Top Chef* par M6 suscite telle réponse nous étonne. Quant à l'emploi du terme «man-chot» qui n'est pas péjoratif, s'il a pu blesser, nous en sommes désolés. Mais, si Grégory Cuilleron pense vraiment que M6 n'a pas joué la carte du pathos, là, c'est pour lui que nous sommes navrés.

R.G. et I.R.

A LA TELE CE SOIR

TF1

20h55. **The best, le meilleur artiste.** Divertissement présenté par Estelle Denis. 23h25. **Euro Millions.** 23h30. **Qui veut épouser mon fils ?** Télé-réalité présenté par Elsa Fayer. 1h35. **Confessions intimes.** Magazine. 3h23. **Confessions intimes.**

ARTE

20h50. **Liz Taylor et Richard Burton.** Téléfilm de Richard Laxton : *Les amants terribles.* Avec Dominic West, Greg Hicks. 22h15. **Naissance d'une île.** Documentaire. 23h00. **La malédiction de naître fille.** Documentaire. 23h55. **Court-circuit.** Magazine.

FRANCE 2

20h45. **Candice Renoir.** Série française : *Le cœur à ses raisons, Bien mal acquis ne profite jamais.* Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet. 22h40. **Ce soir (ou jamais !).** Magazine présenté par Frédéric Taddei. 0h15. **La parenthèse inattendue.** Magazine. 2h15. **Envoyé spécial.**

M6

20h50. **Bones.** Série américaine : *Une équation parfaite, Qui a tué le prince charmant ?* Lettres mortes, Innocence perdue, La momie. Avec Eric Millegan. 1h05. **New girl.** *Inavouables secrets, Un week-end normal.* Série. 2h00. **Météo.** 2h05. **M6 Music.**

FRANCE 3

20h45. **Faut pas rêver.** *Patagonie, de glace et de feu.* Magazine présenté par Tania Young. 22h40. **Soir 3.** 23h10. **Enquêtes de régions.** Magazine. 0h05. **Doc 24.** Documentaire. 0h15. **Si près de chez vous.** *Envoutement.* Série.

FRANCE 4

20h45. **Rugby : Northampton Saints / Harlequins.** *Amlin Challenge Cup - 1/2 finale.* Sport commenté par Laurent Bellet et Jérôme Cazalbou. 22h45. **Gad Elmaleh : La vie normale.** Spectacle, 110mn. 0h30. **Studio 4.0.** Magazine. 2h15. **Monte le son, le live.**

CANAL +

20h55. **Very bad trip 3.** Comédie américaine de Todd Phillips, 100mn, 2013. Avec Bradley Cooper, Ed Helms. 22h35. **Star Trek : into darkness.** Film de science-fiction américain de J.J. Abrams, 132mn, 2013. Avec Chris Pine, Zachary Quinto. 0h40. **Stoker.** Film.

FRANCE 5

20h35. **On n'est pas que des cobayes !** Magazine. 22h20. **C dans l'air.** Magazine présenté par Yves Calvi. 23h25. **Dr CAC.** 23h35. **Entrée libre.** Magazine. 23h55. **Saint-Barthélemy - La belle et l'avion.** Documentaire. 0h45. **Belfast, mon amour.**

LES CHOIX

Gueules de stars
Arte, 20h50
Ah tiens, **Liz Taylor et Richard Burton** (Helena Bonham et Dominic West) dans une fiction made in BBC : why not ?



Gueule de trad
Canal+, 20h55
Qui, mais qui a bien pu avoir l'idée farfelue de traduire *The Hangover* (la gueule de bois) par **Very Bad Trip** ? En voici l'opus 3.



Gueule de rejeton
Arte, 23 heures, TF1, 23h30
Nous vous laisserons réfléchir à ce télécopage entre le doc *La Malédiction de naître fille* et l'infect *Qui veut épouser mon fils* ?

PARIS 1ERE

20h40. **Les Grosses Têtes.** *Les Grosses Têtes en folie.* Divertissement présenté par Philippe Bouvard. 22h55. **Zemmour et Naulleau.** Magazine présenté par Éric Naulleau et Éric Zemmour. 0h20. **Paris dernière.** 1h20. **Programmes de nuit.**

NRJ12

20h50. **Les Boeuf-carottes.** Téléfilm français : *Émotions fortes.* Avec Jean Rochefort, Philippe Caroit. 22h40. **Les Boeuf-carottes.** Sonia. Téléfilm. 0h30. **La maison du bluff 4.** 2h00. **Programmes de nuit.**

TMC

20h50. **Les experts : Manhattan.** Série américaine : *Détour vers le futur, Prédatrices, La femme de l'extérieur, Sœurs de sang, Double jeu.* Avec Gary Sinise, Mélina Kanakaredes. 1h00. **90' Enquêtes.** *Automobilistes : entre pièges et bons plans pour réduire la facture.* Magazine.

D8

20h50. **Touche pas à mes jeux télé.** Divertissement présenté par Cyril Hanouna. 23h05. **Touche pas à mon poste !** Divertissement présenté par Cyril Hanouna. 0h35. **Programmes de nuit.**

W9

20h50. **Enquête d'action.** *Paris : frime et délits dans les beaux quartiers.* Magazine. 22h50. **Enquête d'action.** *La Défense : mystères et coulisses du plus grand quartier d'affaires.* Magazine. 23h55. **Enquête d'action.**

NT1

20h50. **Revolution.** Série américaine : *Blackout, La captive, Sans merci, Aux abois.* Avec Billy Burke. 0h20. **Past life.** *Père un jour... L'entre deux vies.* Série. 2h10. **Troublantes visions.** Téléfilm.

GULLI

20h45. **L'école des fans, nouvelle génération.** *Amaury Vassili.* Divertissement présenté par Willy Rovelli. 21h55. **L'école des fans, nouvelle génération.** *Michael Gregoria, Zaho.* Divertissement. 0h20. **G ciné.** 0h30. **Magic : famille féérique.**

D17

20h50. **Le zap.** Divertissement. 22h20. **Le zap.** Divertissement. 23h20. **Enquête très spéciale.** 2 épisodes. Documentaire. 0h30. **Enquête très spéciale.** 2 épisodes. Documentaire. 0h50. **Programmes de la nuit.**



LIBÉRATION
www.libération.fr
11, rue Béranger 75154 Paris
cedex 05
Tél. : 01 42 76 17 89
Edité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 8 726 192 €
11, rue Béranger,
75003 Paris
RCS Paris : 382 028 199
Durée : 50 ans
à compter
du 3 juin 1991.
Associée unique
SA Investissements Presse
au capital de 18 098 355 €.

Directoire
François Moulais
Gérant
François Moulais
Directeur de la publication
François Moulais
Directeur de la rédaction
Fabrice Rousselot
Directeurs adjoints
de la rédaction

Stéphanie Aubert
Eric Decouty
François Sargent
Alexandra Schwartzbrod

Directrice adjointe
de la rédaction,
chargée des N° spéciaux
Béatrice Vallaeys
Rédacteurs en chef
Christophe Boulard (tech)
Olivier Costemalle
(éditions électroniques)
Gérard Lefort
F. Marie Santucci (Next)
Directeurs artistiques
Alain Blaise
Martin Le Chevallier
Rédacteurs en chef
adjoints
Bayon (culture)
Michel Becquembourg (édition)
Jacky Durand (société)
Matthieu Ecoiffier
(politique)
Jean-Christophe Féraud
(éco-futur)
Elisabeth Franck-Dumas
(culture)
Florent Latrive (éditions
électroniques)
Luc Peillon (économie)

Mina Rouabah (photo)
Marc Semo (monde)
Richard Poirot
(éditions électroniques)
Sibylle Vincendon et
Fabrice Drouzy (spéciaux)
Fabrice Tassel (société)
Gérard Thomas (monde)

Directeur administratif
et financier
Chloé Nicolas
Directrice de la
communication
Elisabeth Laborde
Directeur commercial
Philippe Vergnaud
diffusion@liberation.fr
Directeur du
développement
Pierre Hivernat

ABONNEMENTS
Marie-Pierre Lamotte
03 44 62 52 08
scaeb@liberation.fr
abonnements.libération.fr
Tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 371€.

PUBLICITÉ
Directeur général de

Libération Médias
Jean-Michel Lopes
Tél. : 01 44 78 30 18
Libération Médias, 11, rue
Béranger, 75003 Paris.
Tél. : 01 44 78 30 67

Amaury médias
25, avenue Michelet
93405 Saint-Ouen Cedex
Tél. 01 40 10 53 04
hpiat@manchettepub.fr
Petites annonces.Carnet.

IMPRESSION
Cila (Héric) Cmp
(Escalquens), Midi-print
(Gallargues), Nancy Print
(Nancy), POP (La Courneuve)
Imprimé en France
Tirage du 24/04/14 :
124 356 exemplaires.
Membre de OJD-
Diffusion Contrôlée.
CPPP: 195 280 064
ISSN 0335-1793
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 2417 FACILE

3	4		7		9			
	7	6		9		2		
6				8	7		4	
	8				4		3	
1	6	8				7		
2		9	7	4	6			
7		3			1	4	5	
8	1		9		2			
2		1		7				

SUDOKU 2416

1	8	3	9	2	4	5	6	7
9	6	2	3	5	7	1	8	4
4	5	7	6	1	8	9	2	3
2	9	4	7	6	1	8	3	5
5	3	8	2	4	9	6	7	1
6	7	1	5	8	3	2	4	9
3	1	9	8	7	6	4	5	2
7	2	6	4	9	5	3	1	8
8	4	5	1	3	2	7	9	6

MOT CARRÉ 2416

E	D	R	A	L	O	U	R	
U	S	O	D	E	R	A	L	
B	A	L	O	U	R			
A	U	R						
L	B	E	R	A	L	O	U	
O	R	D	E	R	A	L	O	
B	O	R	D	E	R	A	L	O
R	O	D	E	R	A	L	O	
D	L	O	U	R				

MOT CARRÉ 2417

D		S	L		E			
	S		D					
G	O				A	D		
L	S				G	E		
A	S	G		U	O			
	D	L						
O		E	B	L	S		G	
U	A				L			

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Utilisés au cinéma.

DEMAIN EN KIOSQUE



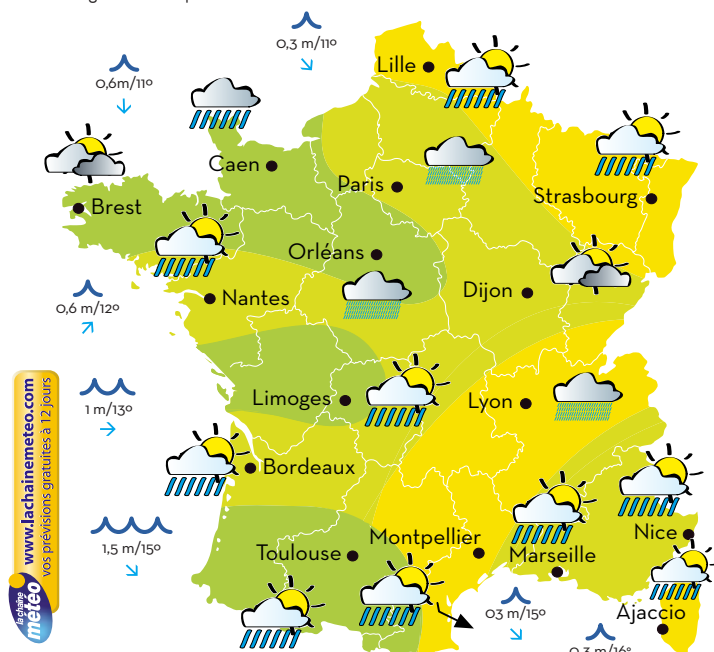
avec
MONDE A Glasgow, un kit anti-overdose
ÉCONOMIE Thomas Piketty en vedette
américaine
IDÉES Entretien avec Bertrand Badie
sur la géopolitique de l'humiliation
CULTURE Les yeux et le photographe
NEXT Rencontre avec la mangaka Kaoru Mori

...et toute l'actu!

VENDREDI 25

LE MATIN Les conditions restent grises sur une bonne partie du pays avec des pluies plus fortes vers la Normandie et des orages au sud-est. Cela dit les pluies sont les bienvenues sur certaines régions. Les températures sont douces.

L'APRÈS-MIDI Les orages concernent les régions frontalières de l'est et du nord avec des intensités parfois fortes. La douceur est présente à l'est mais le temps est plus calme et moins doux en allant vers l'ouest.



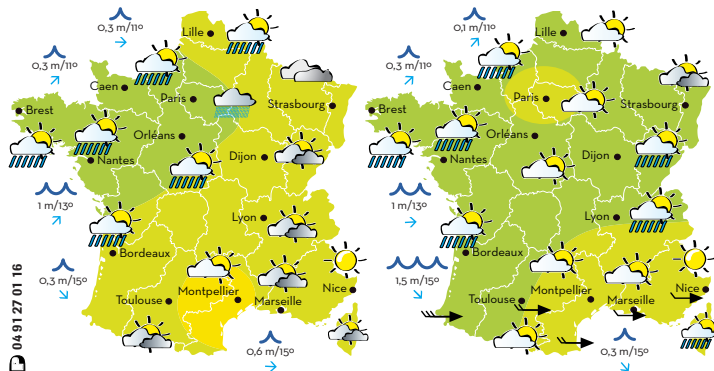
FRANCE	MIN/MAX	FRANCE	MIN/MAX	SÉLECTION	MIN/MAX
Lille	8/22	Dijon	9/18	Alger	13/18
Caen	8/15	Lyon	9/21	Bruxelles	8/20
Brest	8/14	Bordeaux	10/16	Jérusalem	15/32
Nantes	9/18	Ajaccio	12/21	Londres	9/17
Paris	11/17	Toulouse	8/14	Berlin	10/22
Nice	14/19	Montpellier	12/21	Madrid	3/18
Strasbourg	9/23	Marseille	14/17	New York	2/16

SAMEDI 26

Les pluies de la perturbation s'étirent du nord au sud-ouest. Le ciel de traîne se confirme dans le nord-ouest. Les éclaircies se maintiennent par ailleurs en Méditerranée.

DIMANCHE 27

La perturbation de la veille parvient jusqu'aux frontières de l'est avec des pluies fortes, alors que des averses dans un ciel de traîne prennent le relais dans l'ouest. Ciel variable au centre.



Soleil	Éclaircies	Nuageux	Couvert	Faible	Calm
Averses	Pluie	Orage	Neige	Modéré	Peu agitée
				Fort	Agitée



Misant sur son ensoleillement exceptionnel, le Maroc s'est engagé dans un plan ambitieux pour réduire sa dépendance énergétique. La «porte du désert» ouvre le chemin.

Par **ÉLIANE PATRIARCA**

Envoyée spéciale à Ouarzazate (Maroc)

La route file au cœur d'un plateau ocre et désertique, cerné par une muraille montagneuse aux crêtes calottées de neige. Azuréen, le ciel se mire dans le lac lové au cœur d'une palmeraie verdoyante... A cette heure matinale, début avril, la lumière n'écrase pas encore les contrastes mais les souligne à la manière d'un peintre. Au pied des contreforts de l'Atlas et à la lisière du Sahara, on découvre les paysages et la lumière qui ont fasciné tant de cinéastes du monde entier. De *Lawrence d'Arabie à Indigènes* en passant par *Kundun* ou la *Dernière Tentation du Christ*, les grandes productions cinématographiques ont trouvé à Ouarzazate un studio à ciel ouvert, recherché car baigné de soleil plus de trois cents jours par an. Une irradiation et une lumière qui ouvrent désormais un nouvel horizon à la cité berbère qu'on surnomme la «porte du désert» : Ouarzazate va abriter l'une des plus grandes centrales solaires au monde – la plus importante en Afrique –, et le projet phare du plan solaire que le Maroc, dépourvu d'hydrocarbures, a érigé en priorité nationale.

A une dizaine de kilomètres au nord-est de la ville, il faut quitter la nationale qui continue vers Errachidia, et emprunter une petite route récemment construite pour découvrir, à Tamzaghten Izerki, un immense chantier. Pelleteuses en action, batterie de 4x4 alignées devant les préfabriqués qui abritent les bureaux de l'exploitant, Acwa Power, chaufferies en construction, atelier d'assemblage, citernes d'eau, champs de pylônes... Même si l'activité est multiple, le bruit et l'animation restent faibles car le tout est éparpillé sur plus de 3 000 hectares. L'équivalent de la surface de Rabat !

Baptisé Noor – «lumière» en arabe –, le plan solaire marocain a été lancé en 2009 par le roi Mohammed VI afin de réduire la dépendance énergétique du pays. Il prévoit l'installation sur cinq sites de 2 000 mégawatts d'ici 2020. Un investissement évalué à 9 milliards de dollars (6,5 milliards d'euros) pour fournir 14% des besoins énergétiques du pays. Piloté par la Moroccan Agency for Solar Energy (Masen), une agence créée en 2010, le plan solaire commence à se concrétiser à Ouarzazate avec un gigantesque complexe de quatre centrales, pour une puissance totale de 500 MW. La construction de la première – Noor 1 – ainsi que son exploitation durant vingt-cinq ans ont été attribuées, à l'issue d'un appel d'offres international, au saoudien Acwa Power, associé en consortium à des sociétés espagnoles. Pour les trois suivantes, les entreprises adju-

dicataires doivent être désignées d'ici la fin de l'année.

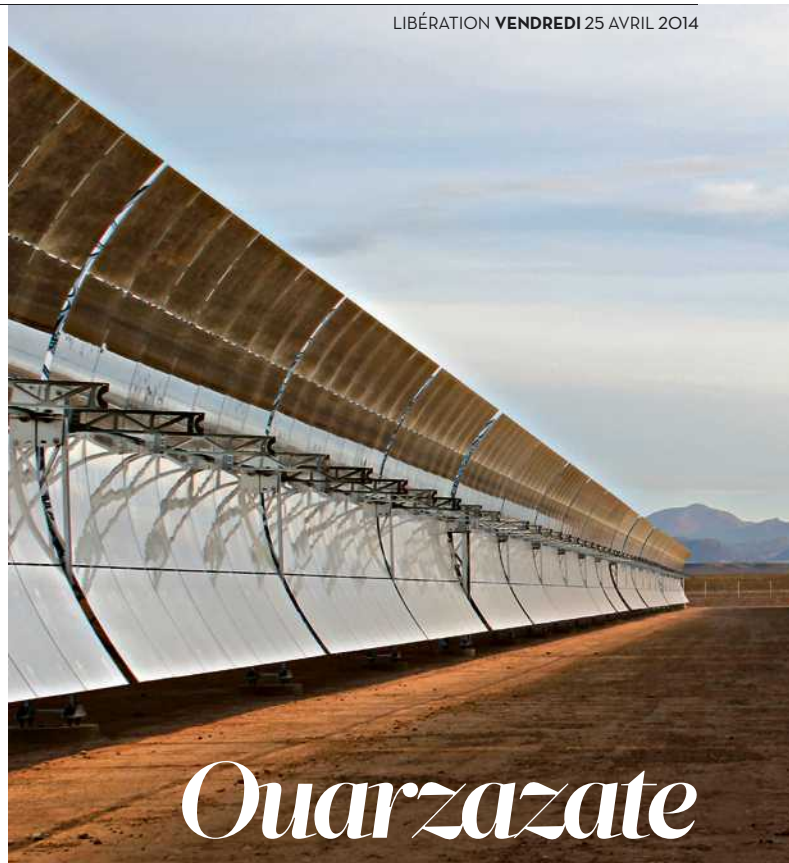
Mohamed el-Bacha, ingénieur d'Acwa Power, est chargé de nous guider en voiture à l'intérieur du chantier. «*Ici, on peut tabler sur un rendement optimal, assure-t-il. Le ciel est dégagé 80% du temps, le soleil est puissant, le rayonnement important et la chaîne montagnueuse bloque la plupart des turbulences.*» Situé à l'écart des zones habitées, le site bénéficie également de la proximité du barrage Mansour Eddahbi, qui garantit une réserve d'eau pour le fonctionnement des turbines. Noor 1, dont le coût est estimé à 600 millions d'euros pour 160 mégawatts sur 450 hectares, devrait injecter les premiers kilowatt-heures dans le réseau électrique marocain

en août 2015. Mais, pour l'heure, il faut faire preuve d'imagination ! De la voiture – on n'est pas autorisé à descendre –, on aperçoit de vastes parcelles de terre rouge disparates ; certaines sont encore en cours de nivellement ; sur d'autres, les forages sont en cours ; plus loin, des pylônes ont été implan-

tés ; sur l'une d'elles, ils sont coiffés de grands miroirs paraboliques scintillant au soleil. «*A peine 2% du parc de capteurs est installé, 30% des fondations sont faites et le terrassement sera achevé dans trois mois*, précise Mohamed el-Bacha. A terme, il y aura ici des miroirs à perte de vue ! »

Un moteur oriente le capteur selon la trajectoire du soleil

La Masen a opté pour la technologie de l'énergie solaire concentrée. Des miroirs géants cylindro-paraboliques réfléchissent et concentrent la chaleur du soleil sur un tube dans lequel circule une huile. Cette dernière recueille l'énergie calorifique et la transporte vers une centrale où elle est asso-



Ouarzazate Le solaire

cée à l'eau. La vapeur active alors des turbines qui génèrent de l'électricité. Un petit boîtier doté d'un moteur oriente le capteur selon la trajectoire du soleil. Un choix qui peut étonner au vu du coût bien plus intéressant du kilowattheure produit par la technologie photovoltaïque ? «*Quand la décision a été prise, le photovoltaïque n'était pas aussi compétitif*, rappelle Cédric Philibert, analyste de l'Agence internationale de l'énergie, au sein de la division des énergies renouvelables. *Et personne ne pouvait prévoir que les prix du photovoltaïque baisseraient aussi vite !* »

Le solaire concentré reste de toute façon très

attractif pour le site de Ouarzazate, qui offre un taux de radiation solaire supérieur de 20% au meilleur spot européen au sud de l'Espagne, et un ciel rarement voilé. Le grand atout de cette technologie par rapport au photovoltaïque, c'est la possibilité de continuer à produire de l'électricité la nuit. Grâce à la technique des sels fondus qui emmagasinent l'énergie collectée, Noor 1 disposera ainsi de trois heures de stockage thermique. «*Crucial au Maroc, où la pointe de consommation survient après le coucher du soleil*, observe Cédric Philibert. *Il en faudrait même plus, cinq heures environ, pour éviter de devoir recourir après le*



Sur une parcelle du chantier de la centrale Noor 1. Les plots sont destinés à accueillir les pylônes.



Les miroirs concentrent la chaleur sur



A Tamzaghten
Izerki.
PHOTOS MASEN

au zénith

coucher du soleil aux centrales à fioul, qui fournissent l'essentiel de l'électricité au Maroc.»

Une marche vers l'indépendance énergétique

L'objectif du plan solaire marocain est justement de réduire la dépendance énergétique du royaume. «Le pays est dépourvu de ressources carbonées, gaz ou pétrole, rappelle Obaid Amrane, membre du directoire de la Masen. Aujourd'hui, il est totalement dépendant de l'étranger pour ses besoins énergétiques et subit donc les fluctuations du cours du baril de pétrole.» Le Maroc importe 96% de l'éner-

gie consommée, dont 61% sont issus du pétrole. Une facture colossale qui plombe le budget national. En outre, dans ce pays jeune, la demande des ménages en électricité ne cesse d'augmenter, la consommation d'électricité a d'ailleurs doublé au cours de la dernière décennie. L'essor de l'activité économique engendre aussi une hausse des besoins en énergie. «Pour accompagner la croissance du pays, nous devons accroître la capacité de production et développer le secteur industriel», poursuit Obaid Amrane. Le Maroc, qui dispose de ressources éoliennes et solaires exceptionnelles, a la «volonté politique de

s'engager sur la voie d'une croissance verte». Le gouvernement mise donc avec détermination sur les énergies renouvelables. «En 2020, 42% de la capacité de production du pays proviendra des énergies renouvelables, dont 14% par le solaire, 14% par l'éolien, et 14% par l'hydraulique», assure la Masen. Les bailleurs de fonds internationaux – la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement, la banque allemande KfW... – qui soutiennent le projet Noor, saluent cet engagement vers l'atténuation du changement climatique et la réduction de l'empreinte carbone du Maroc. Au total, le plan solaire évitera l'émission de 3,7 millions de tonnes de CO₂ par an à partir de 2020.

Un outil de développement territorial

Le développement de la filière industrielle solaire et des infrastructures associées est aussi conçu comme une opportunité d'aménagement du territoire et de développement des régions dans lesquelles elles s'implantent, ajoute Obaid Amrane. «Nous allons pouvoir valoriser des étendues foncières à faible valeur économique, les meilleurs spots solaires du pays se situent dans des zones désertiques.» Près de Ouarzazate, les terres choisies étaient sous le régime de la propriété collective et servaient au pâturage de maigres troupeaux de chèvres. Peu fertiles, rocailleuses, elles ont été rachetées par l'Etat, qui s'est engagé à réaliser des investissements au profit des communautés villageoises. Des petites routes ont été construites pour relier les douars (minuscules villages) à la nationale. Une caravane médicale a été organisée, une mosquée rénovée, une salle polyvalente construite, des canalisations pour drainer l'eau ont été réalisées afin de favoriser l'agriculture vivrière (amandes, dattes, huile d'olive, chèvres...).

L'impact en termes d'emploi est visible. «Il y a déjà 800 salariés d'Acwa Power à pied d'œuvre sur le chantier, il y en aura 1400 dans quelques mois dont 85% de Marocains», assure Mohamed el-Bacha. Une stratégie globale de formation a été engagée par la Masen pour assurer la viabilité du projet et fixer la population sur place grâce à ces emplois qualifiés. Une filière «Énergies renouvelables» existe déjà à la faculté de Ouarzazate et devrait être complétée par un institut technique.

«Le recrutement est effectué par l'Agence pour l'emploi marocaine, qui place en tête de liste les

UN LABEL «MOSQUÉE VERTE»

Dans le cadre de son plan de transition énergétique, fondé sur les énergies solaire et éolienne, l'Etat marocain incite les mosquées du pays à réduire leur consommation d'électricité. La convention de coopération signée le 8 avril à Rabat par le ministère des Affaires islamiques et celui de l'Énergie et de l'Environnement ambitionne de diminuer de 40% la consommation d'électricité dans toutes les mosquées. Pour y parvenir, elle prévoit l'utilisation d'ampoules à LED et surtout l'installation de panneaux photovoltaïques et de chauffe-eau solaires. Un millier de mosquées seront concernées dans un premier temps. Une formation appropriée y sera dispensée, avant d'être généralisée à l'ensemble des mosquées du royaume, selon le ministre de l'Énergie et de l'Environnement, Abdelkader Amara. La consommation nationale d'énergie va quadrupler d'ici 2030, a-t-il rappelé. Ce programme pour les mosquées s'inscrit dans la stratégie nationale visant à économiser 30% de la consommation des administrations du pays et doit constituer un exemple fort pour tous les Marocains. Un label «Mosquée verte» sera décerné aux établissements impliqués.

habitants des villages voisins et ceux dont on a racheté les terres», assure El-Bacha.

Les autorités régionales se réjouissent du début de désenclavement de la zone : la route qui relie Ouarzazate à Marrakech à travers la chaîne montagneuse va être élargie et modernisée, ce qui abaissera le temps de trajet de quatre à deux heures trente. La desserte aérienne de Ouarzazate est appelée à se densifier : le groupe espagnol de BTP chargé de la construction pousse à l'ouverture d'une ligne Madrid-Ouarzazate qui faciliterait les

«Le recrutement est effectué par l'Agence pour l'emploi marocaine, qui place en tête de liste les habitants des villages voisins et ceux dont on a racheté les terres.»

Mohamed el-Bacha ingénieur d'Acwa Power, l'entreprise qui fabrique et exploite la centrale solaire

déplacements de son personnel. L'entreprise espagnole Acciona, un des partenaires d'Acwa Power, a aussi loué à long terme un hôtel quatre étoiles de Ouarzazate. Une dynamique, un effet d'entraînement sur l'emploi et l'activité économique qui devrait s'accompagner d'un développement des équipements hospitaliers et scolaires pour satisfaire les familles des techniciens et des ingénieurs appelés à travailler sur le chantier. Quant aux mesures d'accompagnement du projet Noor 1, elles améliorent progressivement les conditions de vie des villages alentour. Des navettes seront ainsi proposées pour conduire les employés sur le chantier jusqu'à la mise en place de transports publics.

Sous le soleil exactement, la perle du sud marocain se remet à rêver : les tournages interrompus depuis quelques années, à cause de la frilosité des assurances lors du printemps arabe, ont repris depuis décembre – Werner Herzog vient d'y tourner avec Nicole Kidman – et la construction des centrales la propulse en position de leader de l'énergie solaire. ◆



un tube dans lequel circule de l'huile.



Les pylônes supporteront les miroirs cylindro-paraboliques.

PORTRAIT DAVID RACHLINE



Le maire frontiste de Fréjus n'a que 26 ans et s'impose en benjamin d'une génération extrême imprévue et incertaine.

Graine de FN

Par **CHARLOTTE ROTMAN**
Photo **OLIVIER MONGE. MYOP**

Au mur, on a décroché les tableaux. Les traces des anciens cadres encrassent la teinture blanche. David Rachline reçoit dans son bureau de maire de Fréjus, ville du Var de 53 000 habitants. L'élu Front national, âgé de 26 ans, est assis dans le fauteuil qu'il a ravi à la droite. «*Il faut un rafraîchissement*», dit-il à un directeur des services municipaux venu parler peinture et, aussi, faire allégeance. «*On est là, on reste à notre place. Je suis là pour travailler, je vous aiderai. Aucun souci là-dessus*», lui dit le fonctionnaire. «*C'est parfait*», répond Rachline. Puis, ils échangent sur les couleurs, les nuanciers. «*Il faut moderniser un peu*, dit le nouveau maire. *Mais quelque chose de simple, hein, rien d'extraordinaire.*» Un coup de peinture, et puis voilà ? David Rachline est un spécialiste du ripolinage. Militant FN depuis son plus jeune âge, admirateur de Jean-Marie Le Pen, il s'efforce de se montrer sous un jour rassurant. Rentrées, les canines. Tout en rondeur et en sourire, il appelle les Fréjusiens à «*l'apaisement*», après son élection et les manifestations d'hostilité qu'elle a suscitées. Il répète qu'il sera un élu «*à l'écoute permanente*», de «*tous*» les administrés. Il se dépeint comme quelqu'un de «*calme*». Avant d'admettre :

«*Je suis peut-être un faux calme, comme mon père.*» Comme le prouve son «*mouvement d'humeur*», quand, il a barré la route au journaliste de l'Express dont un article lui avait déplu.

Il allume une cigarette, boit un jus d'orange. «*Je me sens bien, mais concentré. Il n'y a pas de panique. Je savais les responsabilités qui seraient les miennes. Je m'étais préparé.*» Sur son bureau imposant, traînent son planning de la journée, quelques dossiers, et le journal d'extrême droite Présent. «*Son passé n'est pas à son avantage, c'est un fidèle de Jean-Marie Le Pen et d'Alain Soral. En soi, cela seul le discrédite déjà*, attaque François Léotard. *Tout cela est caché derrière un regard bonhomme et un physique rond, mais cela ne change rien.*» Celui qui fut maire de Fréjus pendant vingt ans s'«*inquiète*» aussi de la remise en cause de la coexistence pacifique entre les communautés. «*On a ici une cathédrale, une pagode, un temple, une synagogue, une mosquée. Déjà, je sens que le climat a changé. Certains ne se parlent plus*», constate-t-il.

David Rachline offre un café mais son attention décroche le temps de le préparer : «*Je ne sais pas faire deux choses en même temps. Je suis un garçon, vous savez.*» Il est fatigué ce matin, après une campagne menée «*tambour battant*». Il faut qu'il se fasse à ce nouveau mode de vie. Célibataire, il avoue qu'il n'est pas très «*matinal*». Il a l'«*habitude de vivre*

le soir». Mais il vante aussi son «*sérieux*», son sens du «*travail*», son «*pragmatisme*», son «*courage*». On lui demande de développer. Il se renfrogne. «*Ce n'est pas mon truc de parler de moi. Même avec mes proches, j'ai du mal à exprimer mes sentiments.*» Il fait un effort : «*Le courage, c'est celui de défendre nos idées. Il en faut plus que pour ceux qui sont parfaitement intégrés dans le système.*»

David Rachline se livre peu. Mais, s'il ne regorge pas d'anecdotes, il a réponse à tout. Il ne lui faut pas plus de quelques secondes pour dégainer une réplique. Les formules sont efficaces. Il a été bien formé à l'école du Front. D'ailleurs, il a d'abord apprécié Jean-Marie Le Pen parce qu'il «*parle un français parfait*». Il avait 15 ans.

Avant d'être un jeune maire, Rachline a été un militant précoc. Adolescent, il s'engage au FN et prend vite des responsabilités dans son département. «*Je l'ai rencontré, il y a dix ans, dans un bus de militants*, dit un trentenaire frontiste. *C'était déjà un passionné, impliqué à 300%. Il ne s'arrêtait jamais de parler politique.*» Comment ça vient un tel engagement, si jeune ? «*C'est comme toute passion, ça ne s'explique pas complètement.*

Il y a une part d'inconnu», répond Rachline. «*C'est peut-être la spiritualité*», esquisse celui qui, d'origine juive par son père, mais sans tradition religieuse ou culturelle, se définit comme un «*agnostique qui cherche*». «*L'inconscient, sinon ?*» lui suggère-t-on. Là, n'iet : ce n'est pas son «*truc*». «*Je suis plutôt d'accord avec Onfray sur Freud et compagnie*», balaye-t-il. Quand on lui demande quelle est son identité, il répond du tac au tac :

«*Né à Saint-Raphaël. Mon identité, c'est la France.*» Il ajoute aussitôt : «*Je dis ça sans agressivité.*» A l'école qu'il a fréquentée, on se souvient de lui comme d'un enfant solitaire, «*auto-suffisant*», «*qui n'allait pas facilement vers les autres*». Lui raconte un père «*de gauche*», qui travaillait dans les assurances, et une mère «*abstentionniste*». Elle est pourtant l'une de ses conseillères municipales. Ce que Rachline se garde bien de mettre en avant. «*Sa mère, présentée dans le storytelling du FN comme très éloignée de la politique, est membre de la majorité municipale ! L'amateurisme a laissé la place au clanisme familial*», pointe Elsa Di Méo, candidate PS à Fréjus.

David Rachline est titulaire d'un bac STT (tertiaire). Il n'a pas obtenu d'autres diplômes mais affirme «*ne pas avoir de complexe avec ça*». Il est amateur de Formule 1 et de littérature. Il cite *Fragments d'un discours amoureux* de Roland Barthes, Paul Valéry ou La Fontaine.

Depuis plus d'une décennie, il gravit les échelons internes du FN, jusqu'à devenir, en 2013, délégué à la communication numérique. Fan de Le Pen père, Rachline est aussi un mariniste pur jus. «*Marine, c'est une évidence, et puis, elle a toujours été là, je lui dois beaucoup.*» Aujourd'hui, il en est la vitrine. Une image parasitée par une vidéo qui tourne sur Internet où il blague sur la «*voiture du Führer*». A l'horizon de 2017, il doit prouver que le FN sait tenir les manettes. Le message de félicitations de la patronne était sans appel. «*Elle m'a dit : "Travail. Travail. Travail."*» Il vient de s'adjoindre comme directeur de cabinet le candidat FN à Avignon, Philippe Lottiaux, ancien directeur général des services à Levallois-Perret, chez Patrick Balkany. «*Il n'aura aucune marge de manœuvre. La ville sera gérée depuis Saint-Cloud*», tranche François Léotard.

Elsa Di Méo voit David Rachline à la fois comme un «*apparatchik*» et comme une «*bête politique*». Elle se demande combien de temps il va bien pouvoir cacher sa vraie nature : «*Il ronge son frein en permanence. Il ne laisse rien paraître. Certains pensent que c'est de l'amateurisme, je ne le crois pas.*» En attendant de retrouver l'usage de ses canines, il se balade dans les couloirs de la mairie, souriant à tout va. Entendu dans l'escalier : «*Ça va, ils sont courtois. Ils disent bonjour. Ça nous change.*» Son chef de cabinet, un ami proche, attablé face à un agenda plein à craquer, organise avec le plus grand sérieux les rendez-vous de «*Monsieur le Maire*». De passage, David Rachline est tout d'un coup secoué d'un rire inextinguible. Hilare devant ce nouveau jeu de rôles. ◆

EN 6 DATES

2 décembre 1987

Naissance à Saint-Raphaël (Var). **2002-2007** Secrétaire départemental du Front national jeunesse (FNJ). **2008** Conseiller municipal à Fréjus. Invite Alain Soral à le soutenir lors des cantonales. **2010** Conseiller régional de Paca. **2012** Coordinateur de la campagne web de Marine Le Pen. **Mars 2014**. Elu maire de Fréjus (Var).